

BILAN DES SRCE MIDI-PYRENEES ET LANGUEDOC-ROUSSILLON

Evaluation de la politique TVB en Occitanie dans le
cadre de l'élaboration du SradDET



Octobre 2018

Véronique Ventre
Jennifer Amsallem

Irstea – UMR TETIS

Auteurs :

Véronique Ventre

Jennifer Amsallem

Relecteurs :

Julie Geng-Borgel – Région Occitanie

Lucy Llinares – DREAL Occitanie

Emilie Perrier – DREAL Occitanie

Caroline Thouret – Région Occitanie

Simon Woodsworth – Région Occitanie

Coordination

Jennifer Amsallem

Remerciements

Nous tenons à remercier l'ensemble des acteurs du territoire d'Occitanie qui se sont rendus disponibles pour la réalisation de cette étude, en particulier les nombreux acteurs ayant accepté de participer aux entretiens ou à l'enquête en ligne. Nous voulons remercier particulièrement les PNR qui se sont mobilisés et notamment Jérôme Bussière du PNR des Grands Causses et Etienne Hérault du PNR de l'Aubrac qui ont mis à disposition leurs connaissances locales pour avancer des propositions en termes de cartographie régionale, de même que l'association Nature en Occitanie. Nous remercions également vivement Didier Soustelle, de la Dreal Occitanie, pour avoir partagé toute sa connaissance historique de la séquence ERC en Languedoc-Roussillon et Occitanie.

Enfin, un remerciement particulier aux copilotes des SRCE Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, Julie Geng-Borgel, Lucy Llinares, Emilie Perrier et Simon Woodsworth, pour leur disponibilité tout au long de cette mission et le partage de leurs connaissances tant sur l'historique de l'élaboration et la mise en œuvre des SRCE que sur le contexte régional. Nous  sp rons avoir transmis au plus juste dans ce rapport la réalité de terrain sur la mise en œuvre de la Trame verte et bleue sur le territoire régional d'Occitanie.

Contact : jennifer.amsallem@irstea.fr

Référence conseillée : Ventre V., Amsallem J., (2018), « **Bilan des SRCE Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon – Evaluation de la politique TVB en Occitanie dans le cadre de l'élaboration du Sraddet** », Irstea – UMR TETIS.

Table des matières

Table des matières.....	2	III-1-3-1. Des PAS structurés différemment mais qui se répondent efficacement.....	19
I/ CADRE DU PROJET.....	5	III-1-3-2. Une appropriation du PAS beaucoup plus faible.....	20
I-1. Contexte.....	5	III-1-4. L'enjeu de la concertation –Q4-.....	21
I-2. Objectifs.....	5	III-1-4-1. Une dynamique de concertation efficace.....	21
II/ METHODE.....	7	III-1-4-2. Des points de blocage dans une dynamique pourtant très volontariste.....	21
II-1. Le panel d'enquête.....	7	III-1-5- Le travail de cohérence nationale et interrégionale – Q5 ; Q14-.....	22
II-2. Elargissement de la consultation via une enquête en ligne.....	8	III-1-5-1. Des orientations nationales globalement suivies.....	22
II-3. L'analyse bibliographique.....	9	III-1-5-1. Une cohérence interrégionale difficile à assurer.....	24
II-4. L'analyse évaluative.....	9	III-2. ...Pour une mise en œuvre différenciées selon les territoires et les acteurs.....	25
II-5. Le suivi de la démarche par un Comité de pilotage.....	9	III-2-1- Déclinaison opérationnelle du PAS : Bilan des actions réalisées sur le terrain – Q3 -.....	25
III/ RESULTATS ET ANALYSE.....	10	III-2-1-1. Des actions concrètes sur tous les sujets.....	25
III-1. Une élaboration concertée.....	10	III-2-1-2. Une mise en œuvre très outillée en Midi-Pyrénées, avec des dispositifs opérationnels.....	27
III-1-1. ...du diagnostic et de la définition des enjeux –Q4-.....	10	III-2-1-3. L'innovation au cœur de la mise en œuvre du SRCE Languedoc-Roussillon.....	32
III-1-1-1. Un diagnostic et des enjeux partagés.....	10	III-2-1-4. Une dynamique de formation des acteurs locaux sur les deux régions.....	35
III-1-1-2. Des sujets qui restent à préciser.....	12	III-2-1-5. Des marges de progression identifiées en termes de communication.....	36
III-1-2. L'approche cartographique des SRCE –Q4-.....	13	III-2-1-6. Les dynamiques à l'œuvre dans la nouvelle région Occitanie	36
III-1-2-1. Des points de convergence malgré une construction très différente.....	13	III-2-2. Les moyens mis en œuvre pour décliner les SRCE –Q6-.....	37
III-1-2-2. Un focus particulier pour les espaces agricoles pour chacun des SRCE.....	16	III-2-2-1. En Midi-Pyrénées, des dispositifs créés spécifiquement pour la mise en œuvre du SRCE.....	37
III-1-2-3. Une cartographie pas toujours appropriée.....	17		
III-1-2-4. L'exercice de recellement cartographique des deux SRCE.....	18		
III-1-3. ... de la définition du Plan d'actions stratégique –Q3-.....	19		

III-2-2-2. En Languedoc-Roussillon, des moyens alloués au fil de l'eau.....	38	III-3-3. Corrélation des deux démarches.....	62
III-2-2-3. Des moyens inégalement mobilisés entre les deux anciennes régions, des améliorations à conduire dans les deux cas.....	38	IV/ PRECONISATIONS ET PERSPECTIVES –Q16-.....	65
III-2-2-4. Cas particulier pour la trame bleue.....	39	IV-1. Les propositions d'outils.....	65
III-2-3. La perception de la mise en œuvre par les acteurs.....	40	IV-1-1. Des fiches méthodes et des référentiels.....	65
III-2-3-1. La mise en œuvre des SRCE par les porteurs de documents de planification –Q3 ; Q7-.....	40	IV-1-2. Des outils de cartographie dynamique.....	66
III-2-3-2. La mise en œuvre des SRCE par les porteurs de projets d'aménagement –Q3 ; Q7-.....	45	IV-1-3. Une animation régionale (Journées techniques, groupes de travail) 67	
III-2-3-3. La mise en œuvre des SRCE par les conseils départementaux – Q3 ; Q8 ; Q10 ; Q11-.....	47	IV-1-3-1. Des journées techniques pour garder le contact.....	67
III-2-3-4. La mise en œuvre des SRCE par les acteurs socio-professionnels – Q2 ; Q3 ; Q11-.....	47	IV-1-3-1. Quel portage ? Auprès de quelles instances ?	68
III-2-3-5. La mise en œuvre des SRCE par les établissements publics (de l'Etat et des collectivités territoriales) –Q3 ; Q8 ; Q10 ; Q11-.....	51	IV-1-3-1. Une offre de formation régionale adaptée aux besoins du terrain	69
III-2-3-6. La mise en œuvre des SRCE par les acteurs de la nature (acteurs de la protection de la nature, gestionnaires EN, scientifiques) –Q3 ; Q10-51		IV-1-4. De l'appui à l'ingénierie territoriale	69
III-2-3-7. Focus sur les acteurs de l'eau –Q3 ; Q9-.....	53	IV-1-4-1. L'accompagnement de terrain/ individualisé	69
III-2-4. Une dynamique de réseau autour de la mise en œuvre des SRCE ? Des acteurs relais ? –Q13-.....	57	IV-1-4-2. Un accompagnement assuré par qui ?.....	70
III-2-4-1. Une structuration très différente entre les deux régions, liée aux outils déployés	57	IV-1-4-3. Une montée en compétence sur la TVB à tous les niveaux	71
III-2-4-2. Une attente commune d'une réelle dynamique de réseau	58	IV-1-5. Des outils financiers adaptés.....	71
III-2-4-3. Un acteur- relais ou des acteurs-relais.....	59	IV-1-5-1. Clarifier et élargir les critères d'éligibilité	71
III-3. Volet Suivi - Evaluation	60	IV-1-5-2. Améliorer la coordination	72
III-3-1. Midi-Pyrénées, une démarche axée sur les indicateurs.....	60	IV-2. Les attentes vis-à-vis de la construction du Sraddet.....	73
III-3-2. Languedoc-Roussillon, une démarche d'évaluation plus exhaustive. 61		IV-3. Le travail de recellement cartographique des SRCE	74
		Secteur 1 : Plateau de l'Aubrac.....	74
		Secteur 2 : Vallée du Lot	75
		Secteur 3 : Larzac	75
		Secteur 4 : secteur de Nages.....	76
		Secteur 5 : Montagne Noire.....	76
		Secteur 6 : Secteur de Lafage.....	76

IV-4. Proposition d'un dispositif de suivi et d'évaluation	77
IV-4-1. Des indicateurs pour le dispositif de suivi et d'évaluation du SradDET	77
IV-4-2. Dispositif de suivi annuel de mise en œuvre du volet Trame verte et bleue du SradDET.....	78
IV-4-3. Des indicateurs restant à construire	79

I/ CADRE DU PROJET

I-1. Contexte

La réglementation issue des lois Grenelle prévoit la réalisation d'un bilan des SRCE au maximum 6 ans après son adoption. Or, avec la mise en place des Sraddet, est prévue la réalisation d'un bilan de la mise en œuvre des SRCE 6 mois avant leur adoption. Le temps de mise en œuvre des SRCE se trouve donc réduit à seulement trois ans. C'est pourquoi, ce bilan anticipé ne pourra pas être réalisé avec un recul suffisant pour évaluer certains éléments. De plus, les services chargés de la mise en œuvre des SRCE n'ont généralement pas eu le temps de mettre en place le dispositif de suivi prévu par le SRCE, notamment les indicateurs. C'est pourquoi cette évaluation ne peut être que partielle. Néanmoins, elle peut apporter un regard sur les premières réussites et difficultés de cette politique, et pourra proposer des premiers éléments d'amélioration pour une politique TVB plus efficace dans les Sraddet.

Bilan ou évaluation ?

Si la réglementation emploie le terme de « bilan », « l'analyse des résultats obtenus du point de vue de la préservation et de la remise en bon état des continuités écologiques par la mise en œuvre du SRCE » se traduit davantage par une demande allant vers une évaluation.

Un simple bilan viserait à analyser si ce qui a été prévu dans le Plan d'action stratégique (PAS) du SRCE a été réalisé, sans forcément en analyser les résultats. Une évaluation, au sens de l'évaluation d'une politique publique, cherche à donner un avis objectif sur la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'efficacité du SRCE, des moyens et outils prévus pour sa mise en œuvre, et des résultats obtenus au regard de ses objectifs et des enjeux de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. Enfin, l'évaluation identifie les freins et leviers au regard des réalisations et des résultats obtenus par la mise en œuvre des SRCE dans un objectif d'amélioration de la politique, en l'occurrence ici pour que les moyens,

Bilan des SRCE d'Occitanie

IRSTEA – V. Ventre ; J. Amsallem

Octobre 2018

outils et actions à mener dans le cadre des Sraddet puissent être les plus efficaces possibles.

Pour les régions ayant fusionné comme Occitanie, la réalisation d'une analyse globale de la mise en œuvre des SRCE Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon tout en identifiant ce qui a été réalisé pour chaque SRCE, paraît la plus adaptée. Cette dernière vise à :

- envisager comment les réussites d'un SRCE pourraient être étendues à tout le territoire régional dans le cadre du Sraddet d'Occitanie,
- analyser comment pallier les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des deux SRCE,
- apporter une vision homogène de la TVB sur l'ensemble du territoire régional en proposant des réflexions et des actions permettant d'apporter une cohérence entre les deux SRCE, notamment à travers la mise en œuvre du Sraddet d'Occitanie.

I-2. Objectifs

L'objectif premier des copilotes des SRCE est de pouvoir, malgré le recul limité sur la mise en œuvre de cette politique régionale TVB, en tirer au-delà d'un premier bilan, les leviers, les freins, et les conséquences sur le territoire régional. Dans le nouveau contexte régional (élaboration du Sraddet, nouveau périmètre d'Occitanie), cette évaluation doit aboutir à des préconisations d'intégration des questions de continuités écologiques au sein du nouveau Sraddet, au regard du retour d'expérience de terrain des différents acteurs du territoire concernés par ce sujet. La réalisation d'une évaluation, au sens d'évaluation d'une politique publique, présente donc un grand intérêt pour tirer des leçons de cette première génération de SRCE et favoriser la réussite des Sraddet en réfléchissant aux nouvelles orientations possibles de ce qui a moins bien fonctionné.

Ces préconisations peuvent tout autant concerner l'intégration des enjeux de préservation et de restauration de la Trame verte et bleue dans le Sraddet que la

proposition d'outils et de démarches aidant la déclinaison de cette politique sur le territoire régional.

Une évaluation sans mesure de l'état des continuités écologiques ?

Au regard du temps de mise en œuvre des SRCE et du manque de mise en place de suivis relatifs à l'état des continuités écologiques, il apparaît peu réaliste d'apporter des éléments de réponses quant à l'effet du SRCE sur l'état des continuités écologiques. En effet, les informations relatives à l'état et à l'évolution de l'état des continuités écologiques ne sont pas disponibles à cette échelle.

Pour autant, l'évaluation peut répondre à d'autres questions relatives à l'efficacité des SRCE, en considérant par exemple que le SRCE est efficace s'il entraîne :

- une bonne prise en compte des enjeux relatifs aux continuités écologiques par les documents d'urbanisme,
 - une bonne intégration des enjeux relatifs aux continuités écologiques dans les autres politiques d'aménagement et de gestion du territoire et oriente ainsi ces politiques en faveur des continuités écologiques,
 - l'émergence de projets de préservation ou de restauration de continuités écologiques identifiées dans le SRCE.
- Enfin, l'effet du SRCE sera évalué selon sa capacité à limiter les processus dommageables aux continuités écologiques (pressions et forces motrices) et à encourager, soutenir, relayer les processus et politiques en faveur des continuités écologiques.

II/ METHODE

La démarche d'évaluation s'est construite à partir des questions évaluatives proposées dans le SRCE Languedoc-Roussillon. A cela ont été ajoutées des questions de « conclusion » permettant d'ouvrir la perspective vers l'intégration des questions de TVB au sein du SradDET.

Le travail d'évaluation qualitative, considérée la plus adaptée en l'absence d'indicateurs de suivi renseignés, s'est donc appuyée principalement sur une enquête auprès des acteurs des deux anciennes Régions concernés par l'élaboration et/ ou la mise en œuvre des SRCE Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon (cf. méthode détaillée en annexe n°1).

A ce travail important d'enquête sur le terrain, s'est ajoutée une analyse documentaire qui a complété les informations pouvant être analysées pour cette évaluation.

A partir de la trame d'évaluation construite autour de 18 questions évaluatives (cf. grille d'entretien en annexe n°2), un travail d'analyse a été défini. Ainsi, pour chaque question évaluative, un certain nombre d'éléments ont été déterminés précisément :

- > les questions d'entretiens associés,
- > les acteurs à interroger,
- > l'analyse documentaire associée et les critères d'analyse à appliquer,
- > les indicateurs éventuels à mettre en place.

II-1. Le panel d'enquête

Etant donné le calendrier imposé pour ce bilan, la sélection du panel des acteurs à interviewer a été stricte tout en se voulant le plus représentatif possible des anciennes régions constitutives d'Occitanie et de la situation de fusion en vigueur depuis 2016.

Pour ce faire, la construction du panel a utilisé la typologie des collèges constitutifs du Comité Régional Biodiversité (CRB), soit :

- Collectivités territoriales et ses établissements publics ;
- Etat et ses établissements publics ;
- Organismes socio-économiques, propriétaires, usagers de la nature, gestionnaires, experts ;
- Associations, organismes ou fondations œuvrant pour la préservation de la biodiversité ;
- Scientifiques.

Ainsi, pour assurer l'équilibre des retours d'expérience entre les deux schémas, nous avons identifié sur l'ensemble de ces collèges (cf. annexe n°3) :

- 27 acteurs pour le SRCE Midi-Pyrénées,
- 26 acteurs pour le SRCE Languedoc-Roussillon,
- 7 acteurs pour l'échelle Occitanie.

Par collège du CRB, la répartition des acteurs mobilisés en entretien correspond à :

- 19 pour le collège « Collectivités territoriales et ses établissements publics »,
- 8 pour le collège « Etat et ses établissements publics »,
- 19 pour le collège « Organismes socio-économiques, propriétaires, usagers de la nature, experts »,
- 9 pour le collège « Associations, organismes et fondations de préservation de la nature »,
- 5 pour le collège « Scientifiques ».

- les acteurs socio-professionnels non sollicités en entretien tels que les syndicats agricoles, les comités de pêche professionnelle, les professionnels de l'électricité et des énergies renouvelables...

- toutes les Réserves naturelles nationales et régionales,
- toutes les LPO,
- toutes les agences d'urbanisme,
- le réseau des ADASEA,
- un panel de laboratoires de recherche travaillant sur le sujet des continuités écologiques.



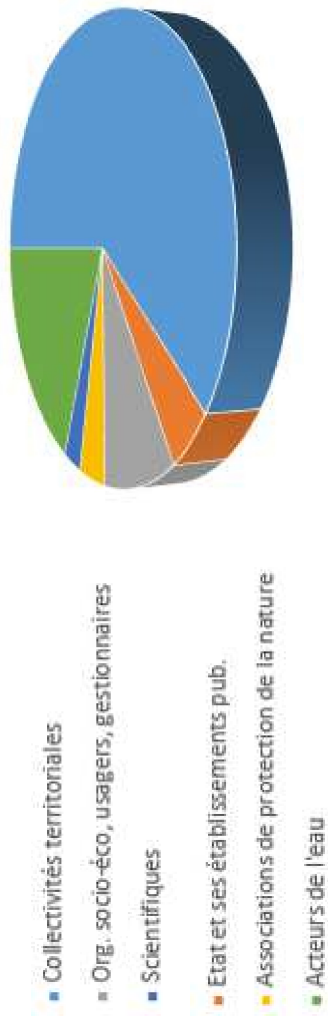
Les entretiens se sont organisés de façon privilégiée de visu pour permettre d'une part une meilleure « reprise de contact » sur le sujet du SRCE avec les acteurs du territoire. D'autre part, ce contact direct a facilité la fluidité des échanges, étant donné la durée d'entretien qui était en moyenne de 2h30.

Au total, **53 structures ont été interviewées** : 16 du collège des collectivités territoriales, 8 du collège de l'Etat, 16 acteurs du collège des organismes socio-économiques, 9 du collège des associations et enfin, 4 correspondant au collège des scientifiques.

II-2. Elargissement de la consultation via une enquête en ligne

Afin de pallier au nombre relativement limité d'entretiens pouvant être tenus pour un territoire aussi large que l'Occitanie, une enquête en ligne a été lancée auprès de près de 300 acteurs (cf. annexe n°4), notamment :

- tous les syndicats de bassin,
- tous les conseils départementaux,
- toutes les collectivités porteuses de SCOT ou PLU(i),
- toutes les collectivités porteuses d'ABC (atlas de la biodiversité communal),
- toutes les chambres départementales d'agriculture,
- toutes les DDT,
- le Parc national des Cévennes,



Cette enquête en ligne s'est appuyée sur le questionnaire préparé pour les entretiens bilatéraux en format formulaire à renseigner différenciant les retours concernant le SRCE Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées (cf. annexe n°2). Elle a été ouverte sur la période de début juin jusqu'à fin août.

33 réponses ont été collectées :

- 22 retours de la part des collectivités territoriales dont 4 conseils départementaux,
- 5 retours d'acteurs socio-économiques dont 3 provenant de chambres départementales d'agriculture,
- 3 retours d'associations,
- et enfin 3 de la part de DDT.

L'ensemble des résultats de cette enquête a été analysé avec l'ensemble des retours des entretiens directs.

II-3. L'analyse bibliographique

L'analyse bibliographique s'est appuyée sur un panel très large de documents provenant à la fois des copilotes des SRCE mais également des acteurs qui ont été mobilisés dans le cadre de cette démarche.

Au total, ce sont près d'une centaine de ressources documentaires (cf. annexe n°5) qui ont été compilées et analysées de façon plus ou moins approfondie, en fonction des besoins de l'évaluation et de leur pertinence.

Globalement, nous pouvons citer :

- les SRCE Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon ;
- les avis produits lors de l'enquête publiques,
- les documents de suivi-évaluation des copilotes,
- les fichiers d'instruction des dossiers de financement des principaux financeurs (Europe, Régions, Etat, Agences de l'Eau),
- les documents descriptifs des dispositifs de financement des principaux financeurs avec leurs critères d'éligibilité,
- Les rapports d'activité fournis par les acteurs interrogés et autres documents ressources (programmes d'actions, dossiers de demande de subvention, dossier de contractualisation avec les copilotes des SRCE...),

II-4. L'analyse évaluative

L'évaluation s'est appuyée principalement sur l'analyse du discours des acteurs interrogés. Elle a été complétée par une analyse documentaire concernant principalement les éléments suivants :

- les documents constitutifs des SRCE pour analyser le volet « Elaboration » ;

- les documents concernant les actions de mise en œuvre par les acteurs du territoire : ces informations techniques et financières ont été analysées au regard des Plans d'actions stratégiques des deux SRCE ;
- les documents d'urbanisme : cette analyse devait s'appuyer sur un échantillon d'avis de l'Autorité environnementale réalisés sur les documents d'urbanisme arrêtés depuis l'approbation des SRCE. Cette analyse n'a pu être produite faute de réception des données dans les délais de l'étude ;
- les éléments liés aux formations : une analyse a été faite pour distinguer les formations pouvant être considérées comme d'échelle régionale et dissocier les sessions d'information-sensibilisation des sessions de formation des acteurs.

II-5. Le suivi de la démarche par un Comité de pilotage

Un comité de pilotage a été installé pour cette mission réunissant les copilotes des SRCE, soit la DREAL et la Région au travers de leurs référents SRCE respectifs.

Il s'est réuni deux fois pendant la durée de la mission : au lancement pour valider la méthode et la grille d'évaluation et d'entretien ainsi qu'à la clôture pour arbitrer les résultats et les choix à réaliser pour finaliser la mission.

Pendant tout le temps de la mission, les membres du COPIL ont été partie prenante de la démarche :

- soit pour valider les étapes importantes : la méthode d'évaluation, la grille d'entretien, le panel d'acteurs pour les entretiens, le panel d'acteurs pour l'enquête en ligne, le plan détaillé du rapport de bilan, le tableau de synthèse des actions de mise en œuvre.
- soit pour mobiliser et mettre à disposition un certain nombre d'informations clefs : les documents du SRCE et les documents internes associés à son élaboration et à sa mise en œuvre, les documents d'instruction financière des actions de mise en œuvre, le relais auprès de certains services de la Région, de l'Etat et d'autres structures, ...

III/ RESULTATS ET ANALYSE

III-1. Une élaboration concertée...

III-1-1. ...du diagnostic et de la définition des enjeux –Q4-

III-1-1-1. Un diagnostic et des enjeux partagés

Que ce soit pour le SRCE Midi-Pyrénées ou Languedoc-Roussillon, la majorité des acteurs mobilisés lors de l'élaboration, considèrent que les enjeux de continuités écologiques sont bien repris dans les SRCE (60% de réponse positive). La cohésion sur ce point se fait principalement autour du diagnostic et de la définition des enjeux. Les SRCE sont globalement considérés comme pertinents sur ces points. Les retours sont par contre plus partagés en ce qui concerne l'approche « Réservoir/ corridor » (cf. § III-1-2-3 dédié au volet cartographique).

Une certaine nuance est portée sur les enjeux spécifiques, notamment les enjeux « montagne » qui ressortent moins dans le SRCE Languedoc-Roussillon même si le territoire est moins concerné que Midi-Pyrénées. Un travail spécifique a été félicité par les acteurs autour des enjeux littoraux de Languedoc-Roussillon. Celui-ci a abouti à la définition d'un enjeu dédié « des milieux littoraux uniques et vulnérables », repris dans le Plan d'actions stratégique.

A contrario, même si la pertinence du volet diagnostic et enjeux des SRCE n'est nullement remise en cause, son appropriation est beaucoup plus variable notamment auprès des élus locaux, porteurs de documents d'urbanisme ou de projets d'aménagement. On constate, sur le terrain, une méconnaissance de ce volet « rédactionnel » des SRCE en faveur du volet cartographique. On observe qu'une grande partie des acteurs en charge de décliner ce schéma régional se concentrent uniquement sur les tracés de corridors et de Réservoirs identifiés dans la cartographie régionale. Cela rend l'exercice de déclinaison assez réducteur. Le volet diagnostic et enjeux permet en effet d'appuyer cette déclinaison locale des

questions de continuités écologiques et de vérifier la prise en compte effective du SRCE sur les territoires non pas en contrôlant uniquement la cohérence stricte du « trait » qui peut être sujet à débat mais en s'assurant bien que l'enjeu de continuité écologique qui concerne le territoire est repris et respecté dans la déclinaison locale qui en est faite.

La question de la trame bleue est quelque peu différente car elle correspond à un volet réglementaire qui était déjà débattu dans d'autres instances (travail de classement des cours d'eau). Les SRCE ont donc repris ce classement réglementaire déjà acquis par les acteurs de terrain.

En synthèse, le diagnostic du **SRCE Midi-Pyrénées** définit 9 objectifs stratégiques répondant à 9 enjeux régionaux (3 enjeux généraux et 6 enjeux spatialisés) :

Enjeu		Objectif stratégique
1- La conservation des réservoirs de biodiversité	>	I- Préserver les réservoirs de biodiversité
2- Le besoin de préservation des zones humides et des continuités latérales des cours d'eau	>	II- Préserver les zones humides, milieux de la TVB menacés et difficiles à protéger III- Préserver et remettre en bon état les continuités latérales des cours d'eau
3- La nécessaire continuité longitudinale des cours d'eau	>	IV- Préserver les continuités longitudinales des cours d'eau de la liste 1, pour assurer la libre circulation des espèces biologiques V- Remettre en bon état les continuités longitudinales des cours d'eau prioritaires de la liste 2, pour assurer la libre circulation des espèces biologiques

4- Le maintien des déplacements des espèces de plaine : du piémont pyrénéen à l'Armagnac	>	VI- Préserver et remettre en bon état la mosaïque de milieux et la qualité des continuités écologiques des piémonts pyrénéens à l'Armagnac, un secteur préservé mais fragile
5- L'amélioration des déplacements des espèces de plaine : le bassin de vie toulousain et alentours	>	VII- Remettre en bon état els corridors écologiques dans la plaine et les vallées
6- Le maintien des continuités écologiques au sein des Causses	>	VIII- Préserver les continuités écologiques au sein des Causses
7- Le besoin de flux d'espèces entre Massif Central et Pyrénées pour assurer le fonctionnement des populations	>	VII- Remettre en bon état els corridors écologiques dans la plaine et les vallées VIII- Préserver les continuités écologiques au sein des Causses
8- Les nécessaires déplacements des espèces au sein des Pyrénées particulièrement entravés dans les vallées	>	I- Préserver les réservoirs de biodiversité VII- Remettre en bon état els corridors écologiques dans la plaine et les vallées
9- Le rôle refuge de l'altitude pour les espèces dans le contexte de changement climatique	>	IX- Préserver les zones de refuge d'altitude pour permettre aux espèces de s'adapter au changement climatique

Tableau n°1 : Lien Enjeux- Objectifs du SRCE MP

Le SRCE Languedoc-Roussillon, quant à lui, détermine 8 objectifs stratégiques différents répondant à 6 enjeux :

Bilan des SRCE d'Occitanie

IRSTEA – V. Ventre ; J. Amsalleme

Octobre 2018

Enjeu		Objectif stratégique
Intégration des continuités écologiques dans les politiques publiques	>	Décliner le SRCE dans les documents d'orientation stratégiques Décliner les orientations du SRCE dans les politiques de protection et de gestion des milieux naturels
Ménager le territoire par l'intégration de la TVB dans les décisions d'aménagement	>	Amélioration de l'accès aux données et approfondissement des connaissances Sensibilisation des acteurs du territoire Aménagement du territoire compatible avec le maintien et la restauration des continuités écologiques
Transparence des infrastructures pour le maintien et la restauration des continuités écologiques	>	Amélioration de l'accès aux données et approfondissement des connaissances Restauration et préservation des continuités écologiques Prise en compte des continuités écologiques dans les conceptions de nouvelles infrastructures
Des pratiques agricoles et forestières favorables au bon fonctionnement écologique	>	Amélioration de l'accès aux données et approfondissement des connaissances Restauration et préservation des continuités écologiques Gestion et préservation des continuités écologiques
La continuité écologique des cours d'eau et des milieux humides	>	Amélioration de l'accès aux données et approfondissement des connaissances

	Gestion et préservation des continuités écologiques
	Restauration et préservation des continuités écologiques
Des milieux littoraux uniques et vulnérables	Amélioration de l'accès aux données et approfondissement des connaissances
	Sensibilisation des acteurs du territoire
	Restauration et préservation des continuités écologiques
	Gestion et préservation des continuités écologiques

Tableau n°2 : Lien Enjeux- Objectifs du SRCE LR

III-1-1-2. Des sujets qui restent à préciser

Même si les situations étaient très différentes entre les deux anciennes régions, **la question de l'analyse des espaces agricoles** a été un sujet important pour les deux SRCE (cf. § III-1-2-2). La profession agricole s'est fortement mobilisée tout au long de l'élaboration des deux schémas. Elle considèrera pourtant que la diversité des pratiques agricoles présentes sur les deux territoires n'est pas identifiée à sa juste valeur dans les diagnostics. Notamment, en Midi-Pyrénées, le SRCE s'est appuyé sur des travaux de définition de zones agricoles à haute valeur naturelle (HVN)¹ portés par SOLAGRO. Ce travail identifiera une part importante des espaces agricoles comme peu favorables à la biodiversité. Ce résultat fera débat auprès des agriculteurs qui ne le considèrent pas comme une représentation fidèle de la réalité du terrain. De même, en Languedoc-Roussillon, malgré un travail de diagnostic réalisé spécifiquement sur la trame agricole, les résultats de l'étude « d'identification des continuités écologiques associées aux pratiques agricoles »² réalisée en collaboration avec les chambres d'agriculture ne transparaissent pas

pleinement dans le diagnostic du SRCE. Dans le même temps, certains acteurs naturalistes auraient souhaité plus de finesse dans le classement de certains secteurs agricoles en corridor. Les méthodes utilisées pour définir cette sous-trame mériteraient d'être affinée et encore plus partagées entre agriculteurs et naturalistes pour aboutir à un diagnostic totalement partagé.

La sous-trame des milieux rocheux définie par le SRCE Midi-Pyrénées, considérée comme un enjeu pertinent à valoriser à l'échelle régionale, subit l'écueil de la disparité des connaissances. En effet, les enjeux ont été bien identifiés sur les Pyrénées grâce aux données disponibles sur ce périmètre. Malheureusement, certains enjeux liés à cette sous-trame n'ont pu être mis en exergue sur d'autres secteurs dans le diagnostic faute de données exploitables.

D'autres enjeux comme **la notion de « Trame noire »**, qui fait l'objet aujourd'hui de nombreux travaux, n'a pas été traité dans le diagnostic des deux schémas. De même, **le sujet des trames aériennes**, identifiées dans le SRCE Midi-Pyrénées, n'a pas été suffisamment développé à l'appréciation des acteurs de la nature. Cette question n'a pas été abordée en Languedoc-Roussillon.

D'autres continuités écologiques n'ont également pas trouvé place dans ces schémas régionaux. C'est le cas de **la continuité sédimentaire des cours d'eau**. Il s'agit pourtant d'un enjeu important d'hydromorphologie, qui fait le lien entre les enjeux de TVB et d'eau. Les acteurs de l'eau en particulier regrettent ce manque dans les enjeux régionaux car cette question illustre l'approche multifonctionnelle de la TVB car soulèvent de nombreux enjeux comme le maintien du bon fonctionnement écologique des milieux aquatiques ou la gestion des étiages.

1

² Travaux réalisés par le CEN LR, Méridionalys et l'OPIE, coordonnés par le CEFE-CNRS. Sept. 2013

III-1-2. L'approche cartographique des SRCE –Q4-

III-1-2-1. Des points de convergence malgré une construction très différente

En Languedoc-Roussillon, la définition d'une méthodologie innovante

Pour répondre à la spécificité de Languedoc-Roussillon qui présente une pression d'urbanisation très forte le long de l'axe littoral et parallèlement une richesse et une diversité de milieux naturels à fort enjeu, les copilotes ont choisi d'utiliser une méthode de définition de la Trame verte et bleue qui lui a été propre. L'objectif poursuivi a été non pas de relier les réservoirs de biodiversité entre eux par des corridors mais de « favoriser l'intégrité des grandes entités fonctionnelles et leurs interdépendances avec les territoires environnants »³ Ils ont donc fait appel à la communauté scientifique locale pour construire une méthode innovante⁴ (cf. illustration n°1).. Celle-ci s'est appuyée sur une logique éco-paysagère pour permettre d'analyser de façon fine mais homogène l'ensemble du territoire régional. Elle a donc mis en place une analyse multi- critères. Cette méthode a ainsi qualifié l'importance écologique de l'ensemble du territoire régional à partir d'une maille hexagonale de 500 m de large. Pour ce faire, l'analyse s'est construite autour de deux indices :

- L'indice d'importance écologique qui se base sur une analyse multicritère appliquée à chaque maille du territoire. Il correspond à l'importance qu'un espace est susceptible d'avoir pour la préservation de la biodiversité et les continuités écologiques à l'échelle du territoire considéré ;
- L'indice d'empreinte humaine également calculé à partir de plusieurs indicateurs vise à traduire l'intensité des principales activités humaines qui s'exercent sur la biodiversité et les continuités écologiques.

³ Extrait de l'avis du CSRPV du 24 juin 2010

⁴ Mobilisation du Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive du CNRS de Montpellier pour porter les travaux méthodologiques. Travaux qui seront repris par un groupement de bureaux d'études pour construire le SRCE.

Le croisement de ces deux indices avec l'apport d'éléments complémentaires d'analyse a permis d'aboutir à une spatialisation et une hiérarchisation des enjeux de continuités écologiques à l'échelle de la maille hexagonale de 500 m et sur l'ensemble de la région Languedoc-Roussillon. Ces niveaux d'enjeu se sont répartis en 8 classes :

- Classe A : des espaces de faible importance écologique et empreinte humaine,
- Classe B : des espaces de faible importance écologique et de forte empreinte humaine,
- Classe C : des espaces à très faible importance écologique et d'empreinte humaine très forte – milieux non urbanisés,
- Classe D : des espaces à très faible importance écologique et d'empreinte humaine très forte – milieux urbanisés,
- Classe E : Des espaces de très forte importance écologique et de très faible empreinte humaine,
- Classe F : des espaces de forte importance écologique et d'empreinte humaine faible,
- Classe G : des espaces de très forte importance écologique et d'empreinte humaine notable,
- Classe H : des espaces de très forte importance écologique et empreinte humaine.

Un travail spécifique porté par un groupe de travail technique « Trame bleue- zones humides » a été réalisé pour la définition de la trame bleue.

Le choix de faire appel aux scientifiques locaux pour proposer une méthode d'identification de la Trame verte et bleue sur le territoire régional a donné au SRCE une fiabilité scientifique difficilement discutable. La majorité des acteurs félicitent cette approche et considèrent l'implication forte des scientifiques locaux comme un gage de fiabilité des résultats.

En Midi-Pyrénées, une approche éco-paysagère plus conventionnelle

Afin d'intégrer au mieux les activités humaines à l'analyse et de pallier au manque d'homogénéité des données naturalistes sur le territoire régional, le SRCE Midi-Pyrénées s'est construit sur une approche éco-paysagère à laquelle une méthode du « chemin du moindre coût » a été appliquée pour définir les corridors écologiques. Ce travail réalisé par un bureau d'études s'est appuyé sur un groupe de travail « Composantes cartographiques TVB » dédié qui avait pour mission d'ajuster la méthode proposée par le bureau d'étude. Constitué d'un panel d'experts de la connaissance naturaliste régionale⁵ (ARPE, CBN PMP, CESBIO, CETE SO, CNRS, CEN MP, DRAAF MP, DREAL MP, le bureau d'étude Ecotone, Nature MP, PNP, Les 4 PNR du territoire, la Région MP), ce groupe de travail est intervenu à plusieurs niveaux :

- Appui pour la sélection des couches de données,
- Test cartographique pour préciser la méthode sur la sous-trame des milieux ouverts,
- Fournitures de couches de données d'espèces indicatrices pour les zones « blanches ».

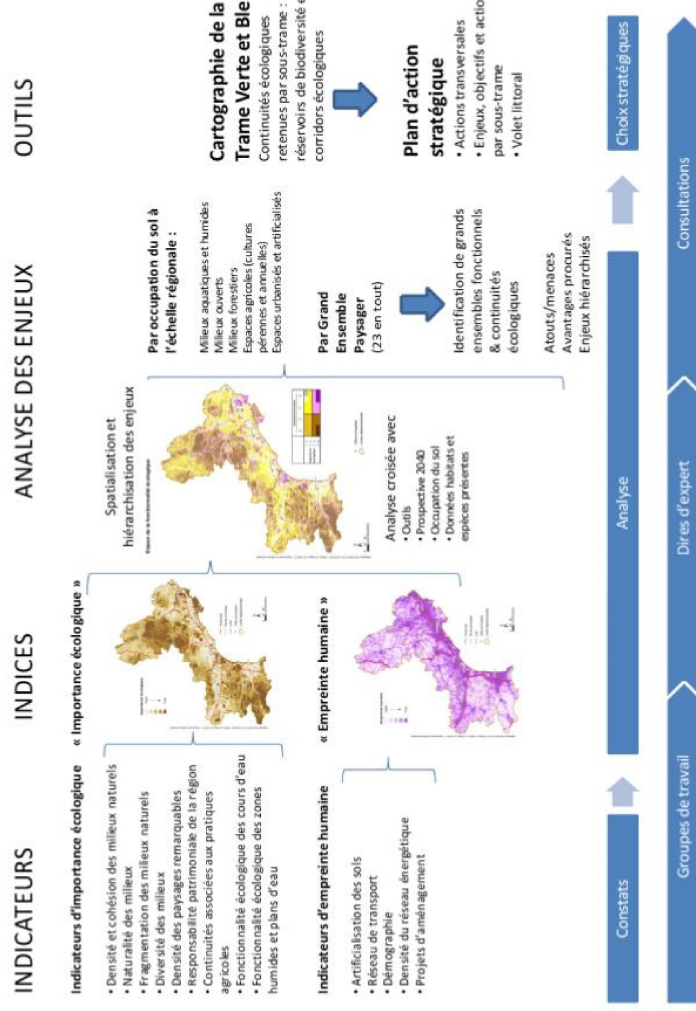


Illustration n°1 : Présentation de la méthode appliquée pour le diagnostic du SRCE Languedoc-Roussillon – Source : Diagnostic du SRCE LR - 2015

Ces résultats sont repris et diffusés via l'outil SRCE 3D détaillé plus loin (cf. § III-2-1-3).

Cet exercice qui s'est affranchi dans un premier temps des périmètres d'inventaires existants et d'une quelconque approche « Espèce » a permis d'identifier 10% du territoire régional en Réservoir de Biodiversité qui n'était identifié dans aucun périmètre de protection.

⁵ Cf. Annexe A.3 du SRCE Midi-Pyrénées

Cette organisation a permis d’une part de réaliser un travail co-construit avec les principaux acteurs de la nature de la région et ainsi apporter plus de légitimité aux résultats cartographiques.

La définition de corridors sur l’ensemble du territoire régional, même si la méthode utilisée et donc les résultats restent discutables et discutés, les acteurs y reconnaissent l’avantage d’avoir produit un résultat homogène à l’échelle de la région.

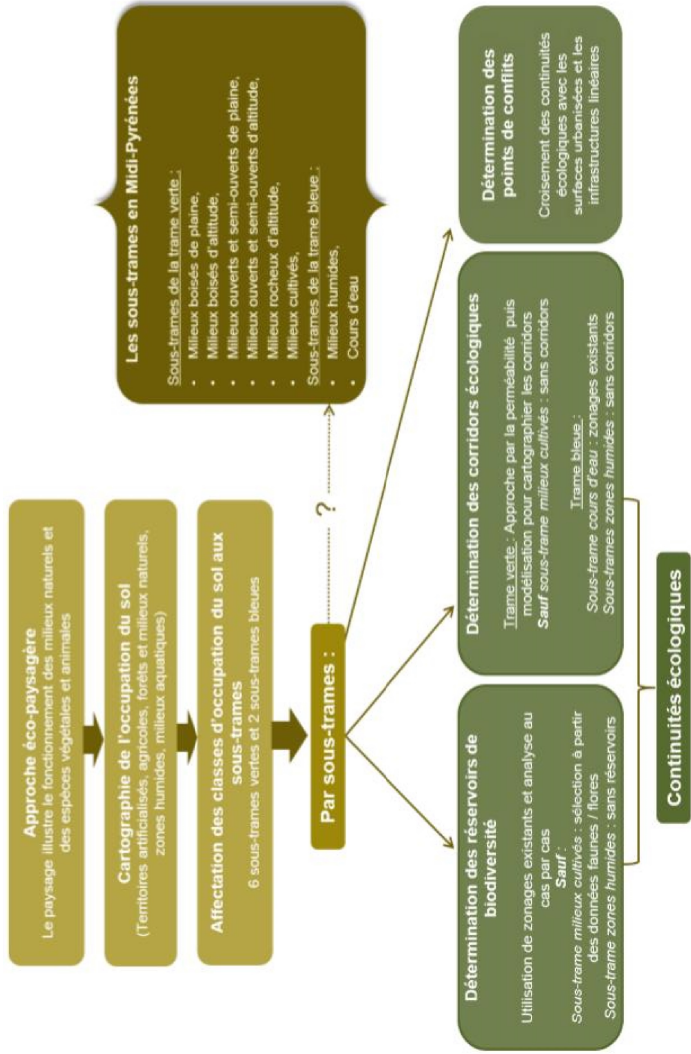


Illustration n°2 : Méthode appliquée pour le diagnostic du SRCE Midi-Pyrénées – Source : Diagnostic du SRCE MP - 2015

Par contre, un changement de bureau d’étude est survenu en cours d’élaboration, ce qui a complexifié le travail notamment sur le volet cartographique. Le second bureau d’études avant repris le dossier après la réalisation de l’atlas cartographique a eu plus de difficulté à faire évoluer la cartographie en fonction des retours des acteurs.

Il a abouti à une définition des réservoirs et corridors écologiques pour 6 sous-trames de la trame verte et 2 sous-trames de la trame bleue (cf. illustration n°2) selon les exigences données par les orientations nationales.

Malgré une démarche propre à chacune des deux anciennes régions, **les sous-trames définies se corrélaient relativement bien**. Aucune incompatibilité forte n’a été relevée⁶. Seuls les enjeux spécifiques à chacune des régions ont fait émerger des sous-trames complémentaires : l’enjeu montagnard d’une part faisant apparaître la problématique altitudinale, l’enjeu littoral d’autre part. En synthèse, les sous-trames définies pour chaque SRCE sont donc :

Sous- trames SRCE Midi-Pyrénées	Sous- trames SRCE Roussillon	Languedoc-
Milieux boisés de plaine	Milieux forestier	
Milieux boisés d'altitude		
Milieux ouverts et semi- ouverts de plaine	Milieux ouverts et semi- ouverts	
Milieux ouverts et semi- ouverts d'altitude		

6 Analyse comparative des SRCE Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon – CEREMA – déc. 2015.

En Midi-Pyrénées, les corridors ont également été définis par modélisation à partir de la méthode du chemin de moindre coût reliant les Réservoirs de biodiversité qui a été appliquée sur l'ensemble du territoire régional.

III-1-2-2. Un focus particulier pour les espaces agricoles pour chacun des SRCE

Les espaces agricoles ont demandé une attention particulière dans les deux SRCE. Les deux SRCE ont défini une sous-trame « milieux cultivés » mais chacun s'est saisi du sujet de façon spécifique.

En Midi-Pyrénées, seuls des réservoirs de biodiversité ont été définis pour la sous-trame des milieux cultivés. La méthodologie utilisée pour la définition des corridors de l'ensemble des sous-trames n'a pas permis de définir des corridors pertinents pour celle-ci. La définition de ces réservoirs s'est appuyée sur l'analyse des données disponibles d'espèces messicoles associées à une liste d'espèces patrimoniales d'avifaune inféodées aux milieux cultivés pour ce qui concerne la faune. Ce travail a été réalisé avec l'appui des experts locaux : Nature Midi-Pyrénées pour la faune et le CBN PMP pour la flore.

En Languedoc-Roussillon, une mission spécifique d'identification des continuités écologiques associées aux pratiques agricoles a été confiée au CEN LR, à l'OPIE et l'association Méridionalis, mission coordonnée par l'équipe du CEFE en charge de la méthodologie d'identification de la TVB pour le SRCE. L'exercice a consisté à déterminer des « trames agricoles » issues d'un croisement entre les grands types de paysages et les usages des terres agricoles. Pour chaque trame, des cortèges d'espèces caractéristiques d'avifaune et d'entomofaune ont été identifiés pour apporter des premiers éléments sur la conservation des habitats et de la continuité écologique des trames. Le résultat cartographique a été soumis à l'avis des 5 chambres départementales d'agriculture du territoire régional. Le retour a été globalement positif, les résultats correspondant à la connaissance de terrain des techniciens des chambres d'agricultures ayant répondu. A cela, s'est ajouté un

Milieux cultivés	Milieux cultivés
Milieux rocheux d'altitude	Non renseigné
Milieux humides	Milieux humides
Cours d'eau	Milieux aquatiques
Non concerné	Milieux littoraux

Tableau n°3 : corrélation des sous-trames des SRCE LR et MP

Tout en respectant le cadre national (cf. § III-1-5-1), les deux SRCE ont eu des approches différentes en termes de **détermination des Réservoirs de biodiversité**. Les choix portés par Midi-Pyrénées ont été plus larges, intégrant notamment toutes les ZNIEFF de type I et certaines ZNIEFF de type II. Languedoc-Roussillon, quant à elle, a retenu notamment l'ensemble des sites Natura 2000 et s'est appuyée sur son indice d'importance écologique pour définir ses Réservoirs : les espaces présentant l'importance écologique la plus forte (niveau 4) ont été retenus en Réservoir de biodiversité. Cela a permis de retenir au-delà des zonages connus, de nouveaux secteurs non définis dans les périmètres de connaissance ou de protection existants en Réservoir de biodiversité. (cf. tableau des espaces identifiés en RB et corridors dans les deux SRCE en annexe n°6).

Concernant **la définition des corridors écologiques**, comme précisé précédemment, la méthode utilisée par Languedoc-Roussillon a été très spécifique puisqu'elle n'a concerné que le secteur littoral le plus urbanisé. Elle a été appliquée à partir de la méthode du chemin de moindre coût à laquelle a été ajoutée une analyse multicritères (cf. tableau en annexe n°7). Ces corridors identifiés uniquement sur la partie littorale du territoire, ont été déterminés sur une largeur de 400 m.

travail avec 5 territoires – tests qui a permis de partager la construction de cette cartographie avec certaines collectivités locales.

Les zones humides ont également représenté un sujet délicat à traiter pour les deux SRCE. Cette difficulté s'est posée d'une part par le manque de données disponibles de façon homogène sur l'ensemble des territoires et d'autre part du fait de la différence d'échelle entre les données zones humides et le travail réalisé à l'échelle régionale.

III-1-2-3. Une cartographie pas toujours appropriée

Une réelle portée pédagogique

L'approche cartographique à l'échelle régionale a soulevé beaucoup de questionnements et de réactions de la part des acteurs locaux quel que soit leur profil, en particulier pendant son élaboration. Cela s'explique d'une part par la complexité technique de la réalisation de ces cartographies à une échelle aussi large qui a demandé des arbitrages. Mais s'ajoute à cela le côté innovant de l'approche « continuité » pour traiter une question de biodiversité qui était jusqu'à là abordée principalement sous l'angle « espèces » ou purement « habitat ». Rappelons que la Trame verte et bleue a été construite comme un outil d'aménagement du territoire, cela implique qu'il ne s'agit pas ici de construire une cartographie uniquement scientifique mais bien une cartographie compréhensible et appropriée par des non experts de la nature, comme les élus qui sont les principaux acteurs devant la décliner à l'échelle locale.

De façon générale, les choix méthodologiques sont toujours discutables. Pour autant, même si des biais techniques sont relevés dans les deux approches choisies par chacun des SRCE, les acteurs reconnaissent de façon unanime que **l'approche « Réservoir/ Corridor », avec toutes ses limites, a une réelle valeur pédagogique pour l'appropriation de la question des continuités écologiques par les non**

experts. Et cet élément est essentiel dans la mise en œuvre effective de ce schéma régional et donc dans l'application de la TVB sur les territoires.

La place de la donnée locale dans une dynamique régionale

Un des principaux écueils relevés par les acteurs sur la réalisation de ces cartographies régionales a été de **ne pas exploiter toutes les données locales** que ce soit des données naturalistes (notamment ne pas exploiter l'entrée « Espèces ») ou les Trames vertes et bleues réalisées par certaines collectivités pour la réalisation de leur document de planification. Le choix fait sur ce point, en Midi-Pyrénées comme en Languedoc-Roussillon, a été d'exploiter des couches de données homogènes sur l'ensemble du territoire régional. Ceci a donc exclu de fait une part importante de la connaissance naturaliste disponible dans chaque ex-région ainsi que les travaux TVB réalisés localement.

Quelle réalité terrain ?

A la question « Les éléments de TVB (réservoirs et corridors) ont-ils une réalité terrain ? », les retours sont très partagés (35% de réponses négatives, 33% de réponses positives et 30% de retours mitigés). Cela s'explique par la dichotomie faite par les acteurs de terrain entre Réservoirs de biodiversité et corridors.

Globalement, la réalité terrain est indéniable en ce qui concerne les Réservoirs de Biodiversité. On peut certainement corréler cette appropriation facilitée de la notion de « réservoir de biodiversité » au long travail de concertation qui avait été porté en amont pour la modernisation des ZNIEFF. Les corridors quant à eux font plus débat car ils restent très théoriques et posent beaucoup d'interrogations quant à leurs déclinaisons locales. Cette remise en cause de l'approche « corridor » est largement partagée en ce qui concerne la trame verte. Elle correspond principalement à l'approche linéaire qui en est faite. Pour la trame bleue, elle semble plus acceptée car se projette facilement sur le terrain via des corridors linéaires matérialisés par les cours d'eau.

Les deux ex-régions ont répondu à cette remontée du terrain, chacune à sa manière :

- Languedoc-Roussillon a intégré des demandes d'ajustements argumentés et justifiés par certaines collectivités territoriales,
- Midi- Pyrénées a, elle, mobilisé les incohérences relevées pour proposer des « clefs de déclinaison » (cf § III-2-1-2) réglant ces problèmes de changement d'échelle.

Une question d'échelle

Le problème observé en particulier en Midi-Pyrénées a été **l'échelle de réalisation imposée par le législateur au 1/100 000^e**. Cette échelle a été considérée bien trop large pour être représentative de la réalité du terrain notamment en ce qui concerne les corridors écologiques. Elle peut même amener une **décrédibilisation de la méthode** appliquée car l'échelle peut afficher de potentielles incohérences localement. Mais on peut s'interroger sur la légitimité de l'échelle régionale pour définir une Trame verte et bleue à des échelles plus grandes qui pourrait alors être considéré par les acteurs locaux comme de l'ingérence de la part des copilotes de ces schémas. Dans le même sens, un tracé cartographique amène un risque de principe « concerné/ pas concerné » par les acteurs locaux qui vérifient si leur territoire se situe ou non dans le tracé d'un corridor ou d'un réservoir. Un raccourci est rapidement fait : les acteurs ne se considèrent pas concernés par la TVB quand leur territoire se situe en dehors du tracé TVB sur la carte.

Languedoc Roussillon a réalisé sa cartographie SRCE opposable à l'échelle 1/100 000^e comme les autres régions, pour répondre à la cohérence nationale. Pour autant, Elle a choisi de réaliser un travail d'identification de sa TVB à l'échelle 1/25 000^e, d'où a découlé l'outil SRCE 3D (cf. § III-2-1-3). Ce travail fin mis à disposition de tous les acteurs par la suite via cet outil en ligne, a été apprécié par les acteurs locaux et a donné de la légitimité au rendu à l'échelle 1/100 000^e.

Ces deux points « d'alerte » démontrent l'importance de la déclinaison de la cartographie des continuités écologiques à l'échelle locale. La cartographie du SRCE ne doit pas être appréhendée comme une fin en soi mais comme une base de travail pour la déclinaison locale. Ceci met en avant l'importance indéniable de la mobilisation des acteurs locaux autour de la déclinaison locale qui reste à faire.

La réalisation des cartographies SRCE pour Languedoc-Roussillon comme pour Midi-Pyrénées ont demandé un travail de plusieurs années de définition méthodologique, de mobilisation de données et de tests. Ce travail très chronophage pose la question de l'actualisation de ce type de cartographie avec l'intégration des nouvelles données disponibles (données zones humides par exemple).

III-1-2-4. L'exercice de recellement cartographique des deux SRCE

Un travail de recellement des cartographies des deux SRCE a été réalisé par la Région Occitanie. Cette cartographie (cf. annexe n°8) a révélé 6 secteurs pour lesquels une « incohérence visuelle » sur la limite Midi-Pyrénées / Languedoc-Roussillon est observée. Pour la majorité, il s'agit de secteurs dans des périmètres de Parcs naturels régionaux :

- Secteurs 1 et 2 dans le Projet de PNR de l'Aubrac ;
- Secteur 3 dans le périmètre du PNR des Grands Causses ;
- Secteur 4 dans le PNR du Haut Languedoc ;
- Secteur 5 aux abords de la Montagne noire ;
- Secteur 6 aux abords de Lafage.

Aussi, un travail de description des Réservoirs concernés et de vérification de la cohérence « Réservoir/ corridors » à l'échelle locale a été réalisé en étroite collaboration avec les PNR d'Occitanie concernés. Des propositions d'adaptation cartographiques ont été faites et développées en partie IV de ce bilan.

III-1-3. ... de la définition du Plan d’actions stratégique –Q3-

III-1-3-1. Des PAS structurés différemment mais qui se répondent efficacement

Les deux SRCE ont une structure de Plan d’actions stratégique différentes : Midi-Pyrénées a construit un PAS autour de 7 thèmes à partir desquels se déclinent 26 actions. Chacune de ces 26 actions est détaillée dans une fiche descriptive comprenant les éléments suivants (cf. exemple de fiche en annexe n°9) :

- les codes et intitulé de l’action ;
- le descriptif de l’action, les types d’acteurs concernés,
- les accompagnateurs potentiels, des exemples d’outils pour réaliser l’action,
- des retours d’expérience.

Pour Languedoc-Roussillon, le PAS s’est organisé autour de la logique de projet « Enjeux/ Objectifs/ Actions ». On retrouve ainsi le programme d’actions décliné autour de 6 thèmes (correspondant aux enjeux) associés à 8 objectifs, déclinés eux-mêmes en 61 actions. Un tableau synthétique reprend l’ensemble de ces éléments auxquels sont ajoutées des propositions d’outils à exploiter pour la mise en œuvre de chaque action.

Malgré une structuration assez différente, les deux Plans d’action se répondent relativement bien (cf. tableau comparatif des deux PAS en annexe n°10). Chaque thème et action du PAS de Midi-Pyrénées fait écho aux éléments de Languedoc-Roussillon (hors mis le thème « Milieux littoraux » spécifique à Languedoc-Roussillon) :

PAS Midi-Pyrénées		PAS Languedoc-Roussillon
B- Intégration de la TVB aux différentes échelles de planification du territoire	↔	1- Intégration des continuités écologiques dans les politiques publiques

		2-Ménager le territoire par l’intégration de la TVB dans les décisions d’aménagement
C- Amélioration de la perméabilité des obstacles aux continuités écologiques	↔	3- Transparence des infrastructures pour le maintien et la restauration des continuités écologiques
D- Conciliation entre activités économiques et TVB	↔	2-Ménager le territoire par l’intégration de la TVB dans les décisions d’aménagement 4- Des pratiques agricoles et forestières favorables au bon fonctionnement écologique du territoire
F- Partage de la connaissance sur la TVB	↔	2-Ménager le territoire par l’intégration de la TVB dans les décisions d’aménagement 6- Milieux littoraux uniques et vulnérables
C- Amélioration de la perméabilité des obstacles aux continuités écologiques	↔	5- Continuités écologiques des cours d’eau et milieux humides 6- Milieux littoraux uniques et vulnérables

Tableau n°4 : Corrélation des thèmes des PAS des deux SRCE

Un certain nombre de points ont malgré tout été traités avec des approches différentes. C’est le cas notamment de la **question de la connaissance** qui constitue un thème à part entière en Midi-Pyrénées (Thème A- « Amélioration de la connaissance ») alors qu’en Languedoc-Roussillon, le choix a été fait de l’aborder de manière transversale en intégrant ce sujet dans tous les thèmes. Aussi, en

dehors du thème 1 « Intégration des continuités écologiques dans les politiques publiques », pour chaque thème du PAS Languedoc-Roussillon, l'amélioration de la connaissance représente le premier objectif. On observe par contre que pour chacune des deux régions, l'amélioration de la connaissance a été un axe fort du plan d'actions.

De même, **la question du partage de la connaissance** (sensibilisation et mutualisation et accès à la donnée) a fait l'objet d'un thème spécifique en Midi-Pyrénées quand en Languedoc-Roussillon, le sujet de l'accès à la donnée est traité avec celui de l'amélioration de la connaissance dans tous les thèmes. La sensibilisation concernera, quant à elle, plus particulièrement le thème de l'intégration de la TVB dans les décisions d'aménagement et celui des milieux littoraux.

Inversement, deux thèmes sur 6 ont été dédiés à **l'approche « trame bleue »** en Languedoc-Roussillon dont un représentant la spécificité de l'enjeu littoral. La trame bleue, en Midi-Pyrénées a été abordée sous le thème « Amélioration de la perméabilité des obstacles aux continuités écologiques ».

Une spécificité peut être observée dans le PAS du SRCE Midi-Pyrénées : un thème a été défini concernant le « **soutien des acteurs et des territoires dans la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques** ». Certes, cet item peut retrouver un pendant dans chacun des enjeux portés dans le PAS Languedoc-Roussillon mais cet axe est tout de même représentatif d'une volonté politique particulière : vouloir décliner le SRCE au travers de dispositifs nouveaux et spécifiques. Cet axe fait effectivement écho aux dispositifs déployés par la Région au lendemain de l'approbation du SRCE comme les Contrat de Restauration Biodiversité ou les Programmes Sous-trames (cf. §III2-1 la déclinaison opérationnelle du PAS et § III-2-2 les moyens mis en œuvre pour décliner les SRCE).

Autre particularité du PAS de Midi-Pyrénées : un thème est dédié aux questions de suivi – évaluation. Pourtant, le SRCE Midi-Pyrénées a défini une approche évaluative qu'on ne peut qualifier d'ambitieuse. La démarche avait été incomplète du fait de la seule définition d'indicateurs sans question évaluative associée. Ce

thème qui, de fait, pose bien le besoin de suivi et d'évaluation de la démarche SRCE et de la TVB plus largement, est très probablement à rattacher à l'existence sur ce territoire d'un observatoire régional de la biodiversité. A contrario, même si cet axe n'est pas identifié en tant que tel dans son PAS, côté Languedoc-Roussillon, le SRCE a pourtant défini tous les outils nécessaires à la mise en place d'une démarche de suivi-évaluation (cf. §IV-4 Volet Suivi-évaluation).

Une fusion des deux PAS pour aboutir à une feuille de route sur la mise en œuvre de la politique TVB sur le territoire régional d'Occitanie pourrait être facilement réalisée et valoriser les points forts de chacun des plans.

III-1-3-2. Une appropriation du PAS beaucoup plus faible

Au regard de l'implication et de la participation des acteurs au diagnostic et à la définition des enjeux des deux SRCE, on observe une perte en ligne conséquente sur la mobilisation des acteurs autour de la construction du PAS (Plus de 70% des acteurs interrogés déclarent ne pas avoir fait de propositions sur ce volet contre moins de 30% en ce qui concerne la participation à la construction du reste du schéma).

Un retour un peu plus marqué côté Languedoc-Roussillon est à relever car la majorité des acteurs qui se sont exprimés sur ce point n'ont pas souvenir d'une sollicitation particulière de la part des copilotes pour construire ce plan d'actions. Ils ne se sont donc d'autant moins saisi du sujet.

En Midi-Pyrénées, les acteurs ont été mobilisés au travers de deux séries d'ateliers de concertation. Un certain nombre ont donc pu apporter leur complément à ce plan d'actions qui a été assez concret pour les acteurs qui se sont mobilisés, notamment grâce aux fiches descriptives produites pour chaque action. Pour autant, son appropriation sur le terrain, avec ou sans avis fournis sur sa rédaction, est plutôt faible.

En Languedoc-Roussillon, les acteurs n'ont pas ressenti une attente à l'échelle régionale d'un positionnement des acteurs locaux comme porteur de cette

déclinaison locale du PAS. Certains considèrent même ce document comme peu opérationnel car manque d'acteurs et de financements ciblés ainsi que de priorisation d'actions territorialisées.

En Midi-Pyrénées également, le PAS est beaucoup moins connu que les autres éléments constitutifs du SRCE même s'il est considéré comme reprenant bien les actions prioritaires pour le territoire en termes de TVB.

III-1-4. L'enjeu de la concertation –Q4–

III-1-4-1. Une dynamique de concertation efficace

En Languedoc-Roussillon comme en Midi-Pyrénées, l'élaboration des SRCE s'est appuyée sur une démarche de concertation très soutenue. Pour Languedoc-Roussillon, 4 groupes techniques de travail et 2 groupes spécifiques se sont réunis sur les thématiques suivantes : Trame bleue et zones humides, Paysages et Espaces naturels. De nombreuses réunions bilatérales se sont organisées en complément notamment à l'échelle des départements. En Midi-Pyrénées, des ateliers territoriaux ont été organisés sur les volets « Enjeux » et « cartographie » (Plaine, Piémont pyrénéen, Massif central, régional sur le sujet des zones humides et milieux aquatiques). Des ateliers thématiques ont également été organisés pour la construction du Plan d'actions (Infrastructures, carrières et autres activités, Aménagement et urbanisme, Forêt, Agriculture). Se sont ajoutées à cela des démarches complémentaires comme des sorties terrain en Languedoc-Roussillon avec les acteurs pour aider à l'appropriation de la méthode de définition de la TVB choisie. En Midi-Pyrénées, des journées techniques ont été organisées en parallèle des ateliers de concertation qui permettaient d'échanger avec les acteurs sur des questionnements particuliers.

Cette dynamique a été fortement appréciée par l'ensemble des acteurs concernés par les deux SRCE, et ce pour plusieurs raisons. Certains y ont vu une occasion de se poser les bonnes questions à la fois pour l'élaboration du SRCE mais également

à leur échelle, notamment pour les acteurs qui étaient dans le même temps en pleine rédaction de leur propre document de planification. D'autres se sont appuyés sur cette mouvance qui mobilisait l'ensemble des acteurs du territoire concernés par ces sujets de continuités écologiques pour alimenter leur propre concertation comme ce fut le cas pour le Conservatoire du littoral (cf.§ III-2-3-5 la mise en œuvre du SRCE par les établissements publics).

La majorité des acteurs y ont trouvé une ouverture de la thématique aux non experts de la biodiversité. Ce travail de concertation a été l'opportunité d'acculturer les acteurs sur le sujet de la TVB mais pas seulement. De nombreux participants aux ateliers SRCE remarquent qu'ils se sont acculturés au domaine de compétence des autres acteurs présents. Même si certains ne se sont pas sentis légitimes pour trop intervenir dans les débats (porteurs d'ILT, carriers...), d'autres ont considéré que c'était une occasion de sortir des idées reçues, de perdre les « étiquettes » souvent réductrices. Ce fut le cas notamment des chasseurs qui ont trouvé dans cette concertation une place de choix leur permettant de valoriser leur connaissance, notamment de la nature ordinaire. Tous les acteurs ayant participé à ce travail de concertation s'accordent à dire que ce fut l'occasion de partager avec d'autres acteurs aux profils variés, d'apprendre à se connaître. L'exemple le plus probant sera le rapprochement des acteurs naturalistes avec les acteurs de l'urbanisme. Beaucoup reconnaîtront que cette période de concertation a été le point de départ de nouvelles collaborations. On peut également citer en exemple le rapprochement de l'ONEMA avec la Fédération de canoë kayak qui travaillaient tous deux sur un classement des cours d'eau.

En ce qui concerne l'élaboration des SRCE eux-mêmes, cette dynamique très partagée aboutira à des documents co-construits ayant bénéficié de co-rédactions notamment avec les forestiers ou les carriers.

III-1-4-2. Des points de blocage dans une dynamique pourtant très volontariste

Malgré un constat global très positif, quelques écueils dans cette période d'échanges : certains acteurs, comme ceux de l'éducation à l'environnement n'ont

pas réellement trouvé leur place dans cette concertation et sont donc restés un peu plus à l'écart. Par contre, d'autres corporations ont pu, à l'inverse, monopoliser les débats dans certains ateliers, au détriment d'échanges plus constructifs avec l'ensemble des participants présents. Certains représentants régionaux ont pu porter des discours assez francs mais qui ne représentaient pas nécessairement la position des acteurs locaux qu'ils représentaient ou, en tout cas, ne jouaient pas le rôle de relais auprès de ces acteurs de terrain, qui lors de l'enquête menée pour ce bilan, n'ont su répondre quant à l'implication de l'échelon régional les représentant dans cette dynamique. Ces échanges plus ou moins tendus ou ces relais d'information de l'échelon régional vers le local sont le reflet d'un manque de coordination entre le niveau politique et technique. On constate que les participations les plus constructives se font lorsque le binôme « élu-technicien » est partie prenante des travaux.

Deux événements majeurs méritent tout de même d'être rappelés. On peut relever **en Midi-Pyrénées** une mobilisation d'un certain nombre de porteurs de SCoT périphériques à la Métropole toulousaine. L'élaboration du SRCE et notamment son volet cartographique a soulevé l'inquiétude et l'incompréhension de territoires qui avaient eux-mêmes déjà défini leur TVB. L'application juridique de « prise en compte » d'une cartographie régionale sur des cartographies TVB locales pré-existantes était au centre du débat. D'autant que les porteurs de SCoT n'étaient pas tous constitués en Pays, ils n'étaient pas tous identifiés au même niveau dans la concertation organisée autour du schéma. Afin de répondre au mieux à ces craintes, les copilotes ont choisi de mettre en place des journées techniques dédiées aux SCoT afin de laisser un espace de débat spécifique autour de ces questions de déclinaison locale et d'éclairer sur cette notion juridique de « prise en compte ». Cette réponse rapide de la part des copilotes a été appréciée par les porteurs de SCoT et a ouvert la porte à des échanges réguliers et renforcés.

En Languedoc-Roussillon, le long travail de co-construction, en particulier avec les collectivités locales a été fortement apprécié. Mais la nécessité de répondre aux orientations nationales a incité les copilotes à proposer des corridors écologiques malgré la méthodologie choisie qui s'appuyait sur l'analyse des mosaïques paysagères. Ces corridors ont donc été élaborés à posteriori de la démarche de

concertation menée sur les territoires et ont été appliqués uniquement sur les territoires du littoral languedocien et roussillonnais, plus impactés par l'urbanisation. Cet exercice a été mal perçu par les acteurs locaux qui découvriraient des tracés de corridors qui n'avaient pas fait l'objet de concertation avec les territoires. Aussi, les collectivités concernées ont fait part de leur désaccord auprès des copilotes à l'occasion de la consultation ouverte après l'arrêt du SRCE. Les copilotes ont répondu à cette mobilisation en intégrant les propositions d'adaptation du tracé de ces corridors dans la version du SRCE portée à l'enquête publique. Même si la méthode sur ce point, n'a pas forcément été bien appréhendée par les acteurs, le tracé des corridors du SRCE fait aujourd'hui consensus.

En Midi-Pyrénées comme en Languedoc-Roussillon, cette dynamique lancée lors de l'élaboration a été très appréciée mais s'est vue retomber après l'approbation. Tous les acteurs regrettent cette perte de dynamique et la perte d'information qui s'est associée. En résultat : aucune visibilité sur l'avancement des PAS sur le terrain, que des actions aient été mises en œuvre ou pas. Cet arrêt « brutal » de la dynamique de suivi des SRCE est pour beaucoup d'acteurs à associer à la fusion des Régions qui a mobilisé les énergies au détriment des démarches en cours.

III-1-5- Le travail de cohérence nationale et interrégionale – Q5 ; Q14-

III-1-5-1. Des orientations nationales globalement suivies

Les Lois ENE définissent un certain nombre de critères nationaux auxquels doivent répondre les SRCE dans chaque région pour garantir une cohérence à l'échelle nationale. A cela s'ajoute le document-cadre « Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques » approuvé du

Conseil d’Etat et reprenant les principaux éléments des guides du Comité Opérationnel TVB. Ce document-cadre apporte des précisions quant à l’application de ces critères.

Cette cohérence nationale s’est appliquée à différents niveaux.

Cohérence au niveau de la définition des sous- trames

Le cadre national a défini 5 sous- trames devant être reportées à l’échelle régionale. Pour le SRCE Languedoc- Roussillon comme pour Midi-Pyrénées, ces sous- trames ont été déclinées :

Nomenclature nationale	SRCE LR	SRCE MP
ST milieux boisés	Milieux forestiers	Milieux boisés de plaine Milieux boisés d’altitude
ST milieux ouverts	Milieux ouverts et semi ouverts Milieux cultivés	Milieux ouverts et semi ouverts de plaine Milieux ouverts et semi ouverts d’altitude Milieux cultivés Milieux rocheux d’altitude Milieux humides
ST milieux humides	Milieux humides	Milieux humides
ST cours d’eau	Milieux aquatiques (cours d’eau)	Cours d’eau
ST milieux littoraux	Milieux littoraux	Non concerné

Tableau n°5 : Comparaison des nomenclatures des sous-trames des deux SRCE au regard des exigences nationales – Source : Bilan technique et scientifique sur l’élaboration des SRCE – Centre de ressources TVB, juil. 2017

Cohérence au niveau des Réservoirs de biodiversité et des corridors

La cohérence nationale devant être portée par tous les SRCE s’appuie sur plusieurs critères :

- Un critère relatif aux espaces protégés ou inventoriés ;
- Un critère relatif aux « espèces de cohérence nationale TVB » ;
- Un critère relatif aux « habitats de cohérence nationale TVB » ;
- Un critère lié aux continuités écologiques d’importance nationale et aux continuités interrégionales.

En Midi-Pyrénées, ces critères ont été repris point par point dans la méthode d’identification qui correspond à une méthode d’analyse de perméabilité des milieux. Cette analyse de la cohérence nationale n’a donc pas soulevé de problématique particulière.

En Languedoc-Roussillon, cette approche « Réservoir/ corridor » a été considérée comme peu adaptée à la situation du territoire. En effet, cette approche de la Trame verte et bleue est plus facilement adaptable dans des secteurs moins préservés. Le territoire de Languedoc-Roussillon regroupant de nombreux « hotspots » de biodiversité avec un maillage paysager très préservé, en particulier dans l’arrière- pays, a considéré la définition de corridor trop complexe dans ce contexte. C’est pourquoi, le SRCE a été construit à partir d’une approche purement éco-paysagère avec une analyse multicritère du territoire. Cela a mis en exergue la mosaïque de milieux très dense et diversifiée du territoire.

Cette approche associée à l’intégration de la liste des Réservoirs de biodiversité « obligatoire » a permis de garantir la cohérence nationale sur la question des Réservoirs de biodiversité.

Afin de répondre au cadre national pour le sujet des corridors écologiques, le SRCE Languedoc-Roussillon a défini des corridors écologiques uniquement sur les secteurs les plus impactés par les activités humaines. Il s’agit de corridors de type linéaire, qui ont été définis au niveau de chaque unité paysagère de chaque sous-

trame à partir de trois critères : similitude écologique, qualité écologique et distance.

La définition des corridors écologiques a été la principale difficulté rencontrée en Languedoc-Roussillon pour répondre aux exigences de cohérence nationale.

Globalement, il a été difficile de mobiliser le retour d'expérience sur les travaux et réflexions menées pour assurer cette cohérence nationale. Le principal frein à cette remontée d'information est le changement d'équipe dans les services en charge du SRCE. En effet, les personnes en poste lors de l'élaboration ont, pour la majorité, quitté leurs fonctions depuis. La plupart des personnes actuellement en charge du suivi des SRCE n'ont pas cet historique, en particulier au sein de la DREAL qui était plus impliquée sur ce volet de réalisation du SRCE. L'analyse qualitative des difficultés rencontrées dans l'application des critères de cohérence nationale reste donc limitée.

III-1-5-1. Une cohérence interrégionale difficile à assurer

L'exercice de cohérence interrégionale s'est heurté à la différence de calendrier d'élaboration des deux SRCE.

Cet écart d'avancement dans les étapes d'élaboration a empêché un travail de co-construction des méthodes pour garantir une parfaite cohérence entre les deux régions. Aussi, l'ex-Région Midi-Pyrénées étant la plus avancée dans sa démarche, a fourni à l'ex-Région Languedoc-Roussillon tous les éléments concernant la construction de son SRCE. Mais la collaboration sur ce point n'a pu aller plus loin. On peut tout de même relever que la Région Midi-Pyrénées a élargi sa zone d'étude pour la caractérisation de sa TVB à 5 km au-delà des limites administratives pour aider à cette mise en cohérence.

De même que pour la question de la cohérence nationale, un grand nombre des personnes en charge du SRCE lors de son élaboration ayant aujourd'hui changé de poste, le retour d'expérience sur ce travail n'a pu être réalisé.

III-2. ...Pour une mise en œuvre différenciées selon les territoires et les acteurs

III-2-1- Déclinaison opérationnelle du PAS : Bilan des actions réalisées sur le terrain – Q3 -

III-2-1-1. Des actions concrètes sur tous les sujets

Il est important de rappeler que ce chapitre n'a pas vocation à faire un état des lieux exhaustif des actions existantes sur les territoires des deux anciennes régions en faveur de la Trame verte et bleue. Sont présentées ici les principales actions de mises en œuvre financées par les copilotes des SRCE et quelques actions exemplaires relevées lors des entretiens. Les critères de sélection des projets retenus comme actions de mise en œuvre du SRCE sont détaillés dans l'annexe n°1 « Méthode détaillée ».

Le travail de récolte auprès des acteurs du territoire a révélé un panel d'actions portées localement, parfois sans moyen spécifique, sur le sujet (cf. tableau des actions de mise en œuvre en annexe n°11).

L'ensemble des actions identifiées est recensé dans un tableau de synthèse présentant les actions en fonction des différents volets des Plans d'Actions Stratégiques portés par les deux SRCE en vigueur sur le territoire d'Occitanie (cf. annexe n°11). Une seconde analyse de ces actions est également réalisée par sous-trame (cf. annexe n°12).

La quasi-totalité des éléments affichés dans le PAS de chaque SRCE (« axes » pour le SRCE MP et « Enjeux » pour le SRCE LR) ont des réponses opérationnelles au travers d'actions concrètes portées par les acteurs du territoire (cf. tableau en annexe n°11). L'axe G « Dispositif de suivi et d'évaluation » du PAS de Midi Pyrénées constitue toutefois un cas particulier puisqu'un réel dispositif de suivi n'a pu être mis en œuvre à l'approbation du schéma, très probablement du fait de la

fusion des Régions d'une part et de l'arrivée du Sraddet d'autre part. La présente mission visant à établir le bilan des SRCE d'Occitanie répond aujourd'hui à cet axe.

L'exercice de bilan réalisé pour cette étude, même s'il ne se prétend pas exhaustif, a pu identifier les actions mises en œuvre et moyens alloués suivants recensées dans le tableau récapitulatif en annexe n°11 :

- Pour le PAS de Midi- Pyrénées :
 - Axe A « Amélioration de la connaissance » : 15 actions ont été recensées portées par 9 structures différentes mais mobilisant plus de 60 partenaires techniques. Et ce pour un montant total de près de 3 millions d'euros ;
 - Axe B « Intégration de la TVB aux différentes échelles de planification du territoire » : 4 projets recensés portés par 5 structures différentes et mobilisant plus de 6 partenaires techniques ; Et ce pour un montant totale de plus de 800 000 € ;
 - Axe C « Améliorer la perméabilité des obstacles aux continuités écologiques » : 274 dossiers de financement ont été déposés. Cet axe comprend le volet « restauration des milieux aquatiques » pour lequel une forte participation de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne a été mobilisée. Sont comptés notamment dans ce volet, une part des financements alloués à l'animation des SAGE et contrats de milieux. Un montant total de plus de 30 millions d'euros a été comptabilisé, sachant qu'une partie des coûts des projets financés par l'Agence de l'eau n'ont pu être recensés ;
 - Axe D « Conciliation entre activités économiques et TVB » : 12 actions ont été recensées pour un montant global de près de 3 millions d'euros. Dans cet axe, ont été également identifiées les actions concernant les MAEC en faveur des continuités écologiques. Malheureusement, le nombre d'actions et les montants financiers associés n'ont pu être mobilisés ;
 - Axe E « Soutien des acteurs et des territoires dans la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques » : 22 actions recensées pour un montant total de près de 7.5 millions d'euros ;

- Axe F « Partage de la connaissance sur la TVB » : 10 projets contribuent à cet axe pour un montant financier s'élevant à plus de 1.5 millions d'euros ;
- Axe G « Dispositif de suivi et d'évaluation » : sur ce point seulement deux actions peuvent être valorisées dont la présente mission de bilan des SRCE réalisée à l'échelle d'Occitanie.

- Pour le PAS de Languedoc-Roussillon :

- Enjeu 1 « Intégration des continuités écologiques dans les politiques publiques » : 26 dossiers ont été recensés pour un montant global de près de 5 millions d'euros ;
- Enjeu 2 « Ménager le territoire par l'intégration de la TVB dans les décisions d'aménagement » : 7 actions ont été identifiées sur cet enjeu pour lesquelles seulement une partie des budgets ont pu être valorisés. Le total de ces montants correspond à près de 150 000€ mais l'information reste très partielle ;
- Enjeu 3 « Transparence des infrastructures pour le maintien et la restauration des continuités écologiques » : seulement une action a été fléchée sur cet axe pour un montant financier de plus de 270 000€ ;
- Enjeu 4 « Des pratiques agricoles et forestières favorables au bon fonctionnement écologique du territoire ». Sur cet enjeu également, le recensement des informations a été partiel : 5 actions ont été identifiées pour lesquelles seulement deux budgets ont été communiqués. Ils correspondent à un montant global de près de 120 000€. A cela doit s'ajouter, au même titre que pour Midi-Pyrénées, les actions de développement de MAEC favorables aux continuités écologiques ;
- Enjeu 5 « Continuités écologiques des cours d'eau et milieux humides » : 380 actions ont été relevées comme répondant à cet enjeu du SRCE. A savoir que près de 300 actions correspondent aux actions de restauration des cours d'eau soutenues par l'Agence de l'eau Rhône-méditerranée-Corse. On dénombre ici également les actions relevant de

l'appel à projet « Trame turquoise » de l'Agence de l'eau. Le montant global de ces projets s'élève à plus de 11 millions d'euros. A l'instar du territoire de Midi-Pyrénées, les budgets globaux des actions soutenues par l'Agence de l'eau n'ont pu être exploités ;

- Enjeu 6 « Milieux littoraux uniques et vulnérables » : 82 actions ont été identifiées pour cet enjeu, notamment, pour plus de la moitié, des projets soutenus par l'Agence de l'eau RMC. Sur ce volet encore, l'ensemble des montants financiers l'ont pu être exploités. Les budgets mobilisés s'élèvent à près de 5.5 millions d'euros.

Par sous-trame et concernant la mise en œuvre des deux SRCE en vigueur (cf. tableau en annexe n°12), cela correspond à :

- 6 actions portées en faveur des sous-trames « milieux forestiers » pour l'ex-région Languedoc-Roussillon et « milieux boisés de plaine » / « milieux boisés d'altitude » pour l'ex-région Midi-Pyrénées ;
- 9 actions portées en faveur des sous-trames « milieux ouverts et semi-ouverts » pour l'ex-région Languedoc-Roussillon et « milieux ouverts et semi-ouverts de plaine » / « milieux ouverts et semi-ouverts d'altitude » pour l'ex-région Midi-Pyrénées ;
- 10 actions en faveur des sous-trames « milieux cultivés » pour les deux ex-régions ;
- 592 actions en faveur des sous-trames « milieux aquatiques ou cours d'eau » pour les deux ex-régions ;
- 67 actions en faveur des sous-trames « milieux humides » pour les deux ex-régions ;
- 92 actions en faveur de la sous-trame « milieux littoraux » pour l'ex-région Languedoc-Roussillon ;

Aucune action n'a été recensée dédiée strictement à la mise en œuvre de la sous-trame des milieux rocheux portée par le SRCE Midi-Pyrénées. Cet enjeu est plutôt porté au sein de projets « multi-trames ».

A cela s'ajoute des actions « multi trames » dont on peut mettre en avant en particulier les Contrats de restauration biodiversité (CRB) portés par les PNR du territoire de Midi-Pyrénées. On en dénombre 17 en ex-région LR et 44 en ex-région MP.

Ce bilan aura mis en exergue plus de 800 actions lancées en faveur de la préservation et de la remise en bon état des continuités écologiques sur le territoire d'Occitanie, même s'il faut rappeler que toutes ces actions n'ont pas été développées directement pour la mise en œuvre des SRCE en vigueur. Il s'agit d'ailleurs d'une des principales différences entre la mise en œuvre observée en Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées (cf. § III-2-1-2 et § III-2-1-3). La majorité de ces actions concernent la préservation et la restauration de la trame bleue (cf. tableau des actions par sous-trame en annexe n°12), ce qui met en évidence l'efficacité des cofinancements possibles sur ce volet avec les agences de l'eau (cf. § III-2-2).

Globalement, côté Midi-Pyrénées comme Languedoc-Roussillon, la mise en œuvre des SRCE est observée par l'ensemble des acteurs interrogés principalement au niveau des documents d'urbanisme. C'est en effet l'objet premier de la politique trame verte et bleue qui est définie comme un « outil d'aménagement du territoire ». Au-delà des documents d'urbanisme, les acteurs sont beaucoup plus partagés sur les effets des SRCE. Une différence notable émerge d'ailleurs entre les deux ex-régions : les acteurs de Midi-Pyrénées identifient d'autres actions portées, au-delà de la déclinaison dans les documents d'urbanisme, dans le cadre spécifique de la mise en œuvre du SRCE même si un certain nombre d'acteurs regrettent de ne pas avoir une vision exhaustive de cette mise en œuvre. Pour les acteurs de Languedoc-Roussillon, les retours sont plus unanimes sur une méconnaissance des actions portées pour la mise en œuvre de ce schéma en dehors de la déclinaison de la TVB à l'échelle locale dans les SCoT et PLU(i).

⁷ Il ne s'agit pas ici de lister de façon exhaustive les actions menées sur le territoire de Midi-Pyrénées en faveur de la TVB mais de présenter les principales nouvelles démarches qui ont été lancées spécifiquement pour traduire de manière opérationnelle le SRCE MP

L'axe « restauration » est largement identifié par tous les acteurs sur le volet « trame bleue » que ce soit en Languedoc-Roussillon ou en Midi-Pyrénées. Pour illustrer ce volet, les Agences de l'eau, dans le cadre de la mise en œuvre de la DCE, portent l'objectif de l'atteinte du bon état des masses d'eau. Elles concentrent notamment leur action sur les masses d'eau en mauvais état. C'est ainsi que depuis 2013, 187 ouvrages ont été concernés par de la restauration de continuité en Midi-Pyrénées avec l'appui de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Néanmoins, cette approche « Restauration » trouve une déclinaison opérationnelle particulière sur le volet « trame verte » au travers de nombreuses actions qui concernent les différentes sous-trames et via les différents dispositifs présents en Midi-Pyrénées : plantations de haies, ouvertures de milieux dans les PGST, les CRB...

III-2-1-2. Une mise en œuvre très outillée en Midi-Pyrénées, avec des dispositifs opérationnels⁷

La boîte à outil du SRCE pour l'accompagnement à la prise en compte des continuités écologiques

Dès le lancement de l'élaboration du SRCE, la Région et son copilote, la DREAL avec l'appui de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne se sont dotés « d'outils » pour renforcer l'opérationnalité de ce schéma tels que :

- Les clés de déclinaison du SRCE. Elles constituent une partie dédiée du SRCE lui-même, qui vise à aider les acteurs à trouver des solutions pour transcrire localement les enjeux, les objectifs et la cartographie du SRCE ;
- Des guides à destination des acteurs de l'urbanisme et de l'aménagement. Ce sont les principales cibles pour traduire les enjeux TVB à l'échelle locale ;

- La Cellule d'appui biodiversité, animée par l'ARPE Midi-Pyrénées. Lancée dès 2011, elle regroupe les principaux détenteurs de la connaissance naturaliste à l'échelle régionale ;
- Un programme de sensibilisation auprès des acteurs du territoire et du grand public pour la prise en compte des trames vertes et bleues, coordonnée par Nature Midi-Pyrénées et l'URCPIE dès 2012.

Dès cette période d'élaboration, une « labellisation » est proposée aux actions considérées comme participant à la mise en œuvre du SRCE de Midi-Pyrénées. Une charte graphique a donc été réalisée avec un logo dédié qui ont été utilisés par la Région, l'Etat, ainsi que par certains acteurs comme Nature Midi-Pyrénées et l'URCPIE pour leur programme de vulgarisation de la TVB.

Ces outils de communication ont été mis à la disposition des acteurs du territoire, porteurs d'actions en faveur de la TVB, à leur demande.



Les clés de déclinaison du SRCE Midi-Pyrénées

Véritable « mode d'emploi » du SRCE et faisant partie intégrante de ce dernier, ce volet a vocation à faciliter la traduction du SRCE aux échelles locales. Ces « clés » s'adressent donc aux acteurs locaux impliqués dans l'élaboration ou la révision de document d'urbanisme. Elles apportent des réponses concrètes quant à la transposition et l'adaptation à l'échelle locale des enjeux, objectifs et de l'approche cartographique du SRCE.

Ces clés de déclinaison ont été l'une des réponses des copilotes aux retours de terrain reçus de la part d'une partie des porteurs de SCoT qui s'interrogeaient fortement sur le travail de changement d'échelle qu'ils devraient porter pour « prendre en compte » le SRCE dans leurs documents d'urbanisme locaux.

⁸ Lois ENE : Lois valant Engagement National pour l'Environnement

⁹ [guide SCoT et biodiversité](#)

Bilan des SRCE d'Occitanie

Les guides méthodologiques

La DREAL Midi-Pyrénées, avec ses partenaires, a réalisé deux guides méthodologiques à l'attention des acteurs de l'aménagement dès la promulgation des Lois ENE⁸ :

- le guide « SCoT et Biodiversité – guide méthodologique sur la trame verte et bleue »⁹ en 2010,
- « La Trame verte et bleue dans les PLU »¹⁰ en 2012.

De même, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne a réalisé un guide méthodologique « L'eau dans les documents d'urbanisme »¹¹ en 2010 traitant spécifiquement la question de la prise en compte de la trame bleue dans les documents d'urbanisme locaux. En 2017, l'Agence a lancé une nouvelle édition venant actualiser les volets réglementaires et compléter ce premier tome avec un document dédié aux retours d'expérience sur ce sujet. Cette ressource devrait être diffusée d'ici fin 2018. L'élaboration de ces documents, pilotés par des comités de rédaction regroupant différents acteurs du territoire régional, a été la première étape d'un travail d'acculturation entre acteurs naturalistes et acteurs de l'urbanisme. Ces outils ont à la fois, valeur pédagogique auprès des élus locaux et valeur technique pour appuyer les agents des collectivités territoriales dans leurs missions quotidiennes.

La Cellule d'appui Biodiversité

Dès 2011, au regard des premiers SCoT et PLU qui émergeaient sur le territoire régional de Midi-Pyrénées devant répondre aux nouvelles exigences réglementaires des Lois ENE, l'Etat, la Région comme l'Agence de l'eau Adour-Garonne constatent rapidement un besoin d'appui à l'intégration des questions de biodiversité et de continuités écologiques. Ainsi, les acteurs du territoire se mobilisent autour d'une Cellule d'appui Biodiversité qui se constitue pour répondre aux besoins des porteurs de SCoT dans un premier temps, puis des PLU(i). Animée par l'ARPE Midi-Pyrénées, elle réunit les principaux détenteurs de données

¹⁰ [guide TVB dans les PLU](#)

¹¹ [guide eau et urbanisme](#)

naturalistes à l'échelle régionale, soit le CEN Midi-Pyrénées, le CBN des Pyrénées et de Midi-Pyrénées, la Fédération régionale de chasse, l'association Nature Midi-Pyrénées, le CRPF et par la suite, l'association régionale de pêche. Cette équipe *ad hoc* met ses connaissances locales à disposition des porteurs de documents de planification via une note de synthèse, un accompagnement des territoires dans les réunions de concertation (commissions thématiques, réunions PPA¹²) et des visites de terrain. Cet accompagnement s'est aussi traduit auprès des SCoT, dans leur travail de déclinaison à l'échelle des PLU(i). Cette dynamique a porté également l'animation de Journées techniques dédiées à l'élaboration puis la mise en œuvre du SRCE et orientées principalement vers les acteurs de l'aménagement (cf § III-2-1-4 « Une dynamique de formation »).

Sur la période 2011- 2015, 22 territoires de SCoT ont été mobilisés autour de cette dynamique, dont 15 qui ont pu être accompagnés individuellement. Cela correspond à plus de 1300 communes qui ont pu bénéficier de ce travail territorialisé. Des journées techniques ont également été organisées, du lancement de l'élaboration du SRCE en 2012 jusqu'au démarrage de sa mise en œuvre en 2015.

Le programme de sensibilisation à la TVB

L'association Nature Midi-Pyrénées et l'URCPIE se sont regroupés pour proposer un programme de sensibilisation des différents publics coordonné à l'échelle de Midi-Pyrénées (étendu à l'ensemble du territoire d'Occitanie en 2019) Cette action s'est articulée autour de 4 volets :

- Volet 1 : le partage des connaissances en Midi-Pyrénées ;
- Volet 2 : la vulgarisation auprès des différents publics ;
- Volet 3 : la formation des acteurs socio-professionnels ;
- Volet 4 : l'appui à l'émergence d'initiatives de restauration des continuités.

Le volet 1 a concerné principalement la structuration d'un réseau autour des questions de continuités écologiques. A ce jour, cet axe de travail a concerné principalement des réunions de travail internes pour organiser le réseau sur le territoire.

Le volet 2 a permis la réalisation de 5 outils pédagogiques : un dépliant, un guide pratique, une exposition, un film et une maquette de jeu. A noter également, la mise en ligne d'un site internet dédié « [Trame verte et bleue en Midi-Pyrénées](#) » alimenté par l'actualité TVB régionale et des retours d'expériences. Par ailleurs, de nombreuses interventions auprès des élus et socio-professionnels ont été organisées. On dénombre au total 70 interventions, pour près de 1 800 personnes sensibilisées. En complément, des accompagnements spécifiques ont permis de sensibiliser près de 300 porteurs de projet. Des animations dédiées aux jeunes et aux citoyens au travers de nombreuses sorties de terrain ont sensibilisé près de 4500 personnes. Enfin, 10 « Journées régionales TVB » ont été organisées mobilisant plus de 600 participants. A cela, s'ajoutent 2 journées spécifiquement dédiées aux acteurs socio-professionnels.

Certains CAUE se sont également mobilisés sur ces sujets par l'entrée éco-paysagère. On peut notamment citer une collaboration entre le CAUE du Lot et le PNR des Causses du Quercy relatif à l'accompagnement des communes du Parc. De même, le CAUE de l'Ariège a signé une convention avec le Conseil départemental afin de les appuyer sur la formalisation des avis à formuler pour les documents d'urbanisme du territoire ariégeois, notamment sur les questions de Trame verte et bleue.

Les dispositifs Région/FEDER en faveur de la mise en œuvre du SRCE Dès la fin de l'élaboration du SRCE Midi-Pyrénées, la Région s'appuie sur le SRCE pour définir sa nouvelle politique en faveur de la transition écologique. Devenue autorité de gestion des fonds européens FEDER en 2014, la Région place également le SRCE au cœur de la stratégie du PO FEDER Midi-Pyrénées. Les dispositifs

¹² PPA : Personnes Publiques Associées

régionaux et européens en faveur de la transition écologique visent à favoriser la mise en œuvre du plan d'actions stratégique du SRCE. C'est également sur la base du SRCE que le volet transition écologique du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 a été construit. Cette synergie renforcée permet alors de décupler les efforts de mise en œuvre du SRCE Midi-Pyrénées.

Le SRCE devient le cadre stratégique dans lequel les porteurs de projets doivent s'inscrire. Plusieurs dispositifs spécifiques sont alors créés (cf. § III.2.2. Les moyens mis en œuvre pour décliner le SRCE) :

- Les appels à Projets « Amélioration et valorisation de la connaissance »,
- L'aide à l'appropriation de la biodiversité
- Les Programmes de gestion des sous trames (PGST),
- Les Contrats de Restauration Biodiversité (CRB),

L'amélioration et la valorisation des connaissances sur la biodiversité et les continuités écologiques, l'aide à leur appropriation et à leur prise en compte

Deux dispositifs Région/FEDER Midi-Pyrénées de soutien aux actions ont pour objectif une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les politiques publiques, l'aménagement du territoire et les activités humaines et de valoriser la connaissance auprès des non spécialistes, afin d'encourager et d'impulser la mise en œuvre d'actions de gestion des milieux et de restauration des continuités écologiques terrestres et aquatiques et de préparer l'adaptation au changement climatique. 2 appels à projets Région/FEDER « Amélioration et valorisation des connaissances sur la biodiversité » ont été lancés et ont permis de soutenir 12 projets pluriannuels et partenariaux pour un montant global d'aide de 1,7 millions d'euros.

La gestion et la restauration des continuités écologiques

Le soutien à la gestion et à la restauration des continuités écologiques s'appuie sur deux dispositifs Région/FEDER Midi-Pyrénées :

- Les Programmes de gestion des sous-trames du SRCE (PGST) sont des programmes de gestion et de restauration des milieux constitutifs des sous-trames du SRCE. Ce sont des programmes thématiques coordonnés à l'échelle de la région Midi-Pyrénées. 22 PGST ont été mis en œuvre sur la période 2015-2019 : 12 sur la sous-trame « zones humides », 6 sur la sous-trame « milieux ouverts et semi-ouverts », 2 sur la sous-trame « milieux secs », 2 sur la sous-trame « milieux urbains et péri-urbains ».
- Les Contrats Restauration Biodiversité (CRB) sont des programmes territoriaux opérationnels multithématiques. Ces derniers sont élaborés sur les territoires infrarégionaux. Chaque PNR de l'ancienne Région Midi-Pyrénées coordonne un CRB : le PNR des Causses du Quercy, le PNR du Haut Languedoc, le PNR des Pyrénées Ariégeoises, le PNR des Grands Causses ; soit 4 CRB sur la période 2015-2020. A ce jour, seuls les PNR ont mobilisé cet outil très probablement car ce sont des structures disposant des équipes techniques et administratives nécessaires pour porter des programmes d'une telle envergure. Les différents volets constitutifs de ces contrats font écho aux missions classiques portées par les PNR.

Les objectifs poursuivis par ces programmes ciblent les enjeux de TVB :

- assurer la gestion et la préservation des milieux naturels structurants les sous-trames du SRCE ;
- améliorer la perméabilité des territoires et la circulation des espèces [...] ;
- coordonner les actions en faveur des habitats et espèces associés à une même sous-trame afin de faciliter la visibilité des actions [...] ;
- sensibiliser les acteurs locaux à l'importance du maintien des continuités écologiques [...] ;
- accompagner les mutations des territoires favorables aux continuités écologiques [...].
- effacer et réduire les obstacles aux continuités écologiques terrestres ou aquatiques ;

Ces deux dispositifs comprennent plusieurs volets :

- un volet animation/ sensibilisation : il s'agit de définir des actions opérationnelles de sensibilisation et d'accompagnement des acteurs, comme des animations, la production de supports adaptés aux publics ciblés, l'organisation de formations ou de journées techniques ;
- un volet études : il peut concerner la fonctionnalité des milieux, des études d'impact d'une infrastructure, ou l'évaluation des mesures proposées par le contrat ;
- un volet travaux (études et actions) : il concerne les études préalables aux travaux et au calibrage des infrastructures et aux travaux de génie civil ;
- un volet aménagement qui correspond aux aménagements et mesures de gestion favorable au maintien ou à la restauration des continuités menacées : plantations de haies, création ou restauration de mares, plans de gestion de milieux, etc...

Les dispositifs régionaux contribuant à la mise en œuvre du SRCE

Le soutien à la plantation de haies champêtres

La politique régionale en faveur de la plantation de haies existant en Midi-Pyrénées depuis 1991 s'est renforcée en 2011 dans le cadre du « Fonds carbone ». Les haies champêtres permettent l'accueil d'espèces de faune et flore et assurent des fonctions supports de continuités écologiques dans un contexte de changement climatique. A ce titre, le soutien à la plantation de haies champêtres contribue à la mise en œuvre du SRCE. Cette politique se traduit au travers du soutien de 6 associations départementales de plantations de haies champêtres pour accompagner leurs interventions auprès des territoires (achats de plants d'essences locales, conseil et accompagnement de la plantation). En moyenne, 130 km de haies sont plantées chaque année et près de 600 personnes et structures en bénéficient chaque année (agriculteurs, particuliers, collectivités locales). Cela correspond aujourd'hui à près de 900 km de haies plantées pour une enveloppe dédiée de plus de 2 millions d'euros sur la période 2012-2018.

La création et le soutien à la gestion des Réserves Naturelles Régionales, réservoirs de biodiversité du SRCE

Les programmes d'actions des RNR sont également l'une des réponses à la préservation des Réservoirs de biodiversité du SRCE. La dynamique RNR concerne 7 sites pour un montant global de plus de 2.4 millions d'euros sur la période 2015-2017.

L'ensemble des actions identifiées lors de ce bilan sur le territoire de Midi-Pyrénées concerne plus de 380 projets pour un montant global de plus de 43 millions d'euros sur la période 2015-2018 (cf. détail des actions dans le tableau d'analyse en annexe n°11).

L'ensemble de ces outils a été perçu de façon positive par les acteurs du territoire même si certains regrettent un fléchage un peu plus orienté vers les acteurs naturalistes et les porteurs de documents d'urbanisme.

Des actions plus « individualisées » viennent compléter ce panel portées par différents acteurs aux profils divers (cf. § III-2-3-1).

Des approches cartographiques locales

L'InterParc Massif Central (IPAMAC) a porté la définition d'une méthode commune d'identification de la TVB à l'échelle locale pour tous les PNR de son périmètre. Ainsi, **les PNR de Midi-Pyrénées ont réalisé une cartographie de la TVB à l'échelle 1/ 25 000ème**. Ce travail, initié dès 2010, est aujourd'hui l'un des supports les plus importants pour les PNR dans leur accompagnement des collectivités pour la déclinaison du SRCE.

On peut relever également une méthode **d'identification de la biodiversité locale portée par la Fédération régionale de chasse** sur la base de la connaissance de terrain des fédérations départementales. Cette approche est proposée sous la

forme de prestation complémentaire aux travaux des bureaux d'études dans l'élaboration des PLU(i).

L'Agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine (AUAT) a aussi porté un travail cartographique qui s'appuie sur les structures paysagères spécifiques du territoire. Cette méthode propose de décrire et d'évaluer la fonctionnalité écologique potentielle, avec une précision d'échelle communale. L'objectif est de faciliter l'appropriation et la déclinaison de la trame verte et bleue localement.

III-2-1-3. L'innovation au cœur de la mise en œuvre du SRCE Languedoc-Roussillon¹³

La majorité des acteurs de l'ex-région Languedoc-Roussillon n'a pas de vision claire de la mise en œuvre du SRCE et des moyens associés (moins de 30% des acteurs ont mobilisé des moyens pour cette mise en œuvre en LR contre près de 50% en MP). Cela s'est confirmé d'une part au travers des divers entretiens conduits et d'autre part, dans l'analyse des programmes d'actions de chacun : en dehors de quelques exceptions (le Pôle Lagunes méditerranéennes notamment), aucun programme d'actions ne fait écho de façon lisible au PAS du SRCE. Malgré ce manque d'appropriation directe, la mise en œuvre du SRCE en Languedoc-Roussillon est par contre bien identifiée au travers de deux principaux outils qui ont eu une portée forte à l'échelle régionale : l'outil SRCE 3D et la dynamique ERC.

A l'instar de Midi-Pyrénées, la DREAL Languedoc-Roussillon a réalisé deux guides sur l'intégration des questions de biodiversité et plus précisément de Trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme. On peut donc citer le guide « La prise en compte de la biodiversité dans les documents d'urbanisme » édité en septembre 2014. Ce guide cible deux types d'acteurs : d'une part les collectivités territoriales en leur proposant notamment des éléments pour l'élaboration de leur cahier des charges et d'autre part les bureaux d'études. En août 2015, la DREAL propose un

second guide « La prise en compte du SRCE Languedoc-Roussillon dans les documents d'urbanisme », véritable appui à la déclinaison du SRCE à l'échelle locale.

L'outil SRCE 3D

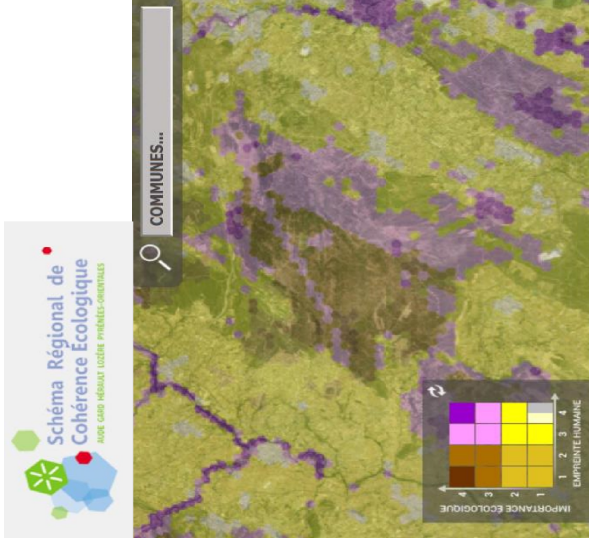
Grâce au travail cartographique fin réalisé pour le diagnostic du SRCE Languedoc-Roussillon, les copilotes ont mis cette connaissance à l'échelle 1/25 000ème à disposition des acteurs du territoire au travers de **l'outil SRCE 3D**. La volonté a été de « donner vie » au SRCE et en particulier à son volet cartographique et trouver un moyen de valoriser le travail d'identification des continuités réalisé à l'échelle locale au travers d'un outil numérique innovant.

Cet outil permet de :

- visualiser le diagnostic du SRCE à une échelle régionale et à une échelle locale ;
- visualiser la Trame verte et bleue régionale à diverses échelles ;
- obtenir des informations précises en cliquant sur des mailles et de les comparer entre elles.

¹³ Il ne s'agit pas ici de lister de façon exhaustive les actions menées sur le territoire de Languedoc-Roussillon en faveur de la TVB mais de présenter les principales nouvelles démarches qui ont été lancées spécifiquement pour traduire de manière opérationnelle le SRCE LR

L'objectif premier de cet outil a été de permettre à tout acteur du territoire de prendre connaissance des enjeux de continuités écologiques existant sur son territoire quel que soit son périmètre, ses compétences en la matière et sa problématique. Même si l'outil était principalement orienté vers les acteurs de l'aménagement, il répond tout autant à une collectivité qui s'interroge sur les secteurs les plus adaptés pour développer des programmes d'aménagement, qu'aux services instructeurs des DDT qui souhaitent apporter un avis éclairé sur les enjeux TVB d'un secteur spécifique.



Passer par un outil cartographique dynamique accessible à tous via internet a permis de donner accès à l'information à tous les acteurs de Languedoc-Roussillon à la demande. Et aussi, de permettre à chacun de devenir acteur de la prise en compte de la TVB sur son territoire.

Pour favoriser son appropriation, cet outil a fait l'objet d'un accompagnement auprès des acteurs locaux par des formations spécifiques¹⁴, notamment auprès des agents des DDT.

La démarche ERC adossée au SRCE

Dans un contexte de dualité entre un fort développement de projets et un patrimoine naturel exceptionnel, la séquence « Eviter- Réduire- Compenser » (ERC) est apparue, en Languedoc-Roussillon, comme un levier intégrateur des politiques sectorielles en faveur de l'environnement et du développement durable. Ainsi, la démarche ERC a été, dès le départ, étroitement liée à l'élaboration du SRCE pour

lui donner un caractère opérationnel, en lien avec l'aménagement du territoire. Elle est d'ailleurs associée à tous les axes du Plan d'actions stratégique du SRCE. De manière plus générale, compensation et mise en œuvre de la Trame verte et bleue (dont le SRCE est le dispositif de mise en œuvre opérationnelle) sont apparus complémentaires, avec une opportunité de bénéfices mutuels : amélioration de la TVB par des mesures compensatoires de restauration des continuités écologiques.

Un groupe de travail ERC "Aménageurs" a ainsi été mis en place dans le cadre d'un protocole État - Région sur la compensation environnementale (protocole du 04/07/2013). Ce travail, copiloté État - Région, a permis la création d'un cadre qui associait des acteurs pluridisciplinaires et qui a permis des échanges d'expériences riches et constructifs sur la période 2013 -2015.

Des groupes de travail thématiques associant les différents acteurs de la séquence ERC, directement pilotés par la DREAL, ont également été mis en place entre 2013 et 2015 :

- GT « Services de l'État / Bureaux d'études / Organismes de recherche » ;
- GT « Planification » ;
- GT « Recherche scientifique ».

Au total sur la période 2013 -2015, 19 réunions thématiques ont été organisées (plus de 100 structures représentées et 200 participants) avec une forte mobilisation et une dynamique constructive dans un climat de confiance (des débats de fond riches avec une réelle confrontation des points de vues).

Ces travaux ont permis l'émergence d'un consensus sur les fondamentaux de la démarche ERC :

- un réel effort de minimisation des impacts aux différentes étapes de conduite de projet ;
- une recherche des meilleures solutions au regard de la préservation de la biodiversité et plus généralement de la consommation d'espace ;

¹⁴ Données chiffrées non mobilisables

- une étude d'impact positionnée comme un véritable outil d'aide à la décision pour l'aménagement du territoire ;
- une recherche de l'intégration de la séquence ERC dans les documents de planification (SRCE et SCOT notamment).

Ils ont permis également des avancées significatives dans sa mise en œuvre, avec *in fine* une tendance générale à l'amélioration progressive de la qualité des études d'impacts.

De manière plus concrète, ces travaux ont abouti à la production de documents de cadrage régionaux, tels que :

- une note de synthèse des travaux du groupe de travail « 'Services de l'État » / Bureaux d'études / Organisme de recherche (2013) ;
- une note sur la prise en compte de la biodiversité dans les documents d'urbanisme (2014) ;
- une étude d'harmonisation des pratiques d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur l'environnement.

Cette dynamique fortement appréciée par les acteurs s'est étendue aujourd'hui à l'échelle d'Occitanie avec la création de la Communauté Régionale ERC d'Occitanie (CRERCO).

Sur le territoire de Languedoc-Roussillon, un certain nombre d'actions sur le volet trame bleue peuvent être relevées. Elles mobilisent principalement des fonds FEDER (cf. §III-2-2 les moyens mis en œuvre pour décliner les SRCE) en faveur de la préservation ou de la restauration des espaces de mobilité des cours d'eau ou des ripisylves.

Pourtant, de nombreux d'acteurs portent des actions TVB sans pour autant les associer directement au SRCE. L'analyse réalisée lors de ce bilan a identifié des actions correspondant à tous les enjeux définis dans le PAS du SRCE LR.

On peut notamment relever une politique RNR dynamique, à l'instar de ce qui se fait en Midi-Pyrénées, avec 6 RNR labellisées pour un montant de plus de 1.4 millions d'euros pour 2016 et 2017.

Des dynamiques locales sont portées comme par exemple le projet Biodiv'Eau coordonné par le CEN LR. Il s'agit de mobiliser les viticulteurs volontaires autour d'une réflexion sur la gestion des espaces interstitiels des exploitations assurant ainsi une perméabilité des espaces viticoles. 10 viticulteurs ont été mobilisés dès le départ de la mission. Les contractualisations s'étendent aujourd'hui.

Quant à d'autres acteurs de l'environnement, ils montent en compétence sur le domaine de l'urbanisme afin de répondre au mieux aux besoins des collectivités. C'est le cas de certains acteurs de l'eau comme par exemple l'EPTB Vistre qui a ouvert pendant un temps un ½ poste d'urbaniste afin d'accompagner les communes dans l'intégration de la trame bleue dans les PLU. Il en est ressorti notamment la réalisation d'un guide méthodologique d'intégration des questions d'espaces de bon fonctionnement (EBF) dans les PLU.

Au regard des éléments mobilisés, on peut dénombrer plus de 500 actions pour un montant financier alloué global qui dépassent les 23 millions d'euros (cf. récapitulatif par enjeu ci-dessus et détail des actions dans le tableau d'analyse en annexe n°11).

Ces démarches ont été bien accueillies par les acteurs du territoire même si certains regrettent l'absence de dispositif opérationnel comme par exemple les contrats corridors mis en place en Rhône- Alpes, lesquels ont fortement inspirés les CRB côté Midi-Pyrénées.

Une valorisation du SRCE LR à l'international

Au-delà des actions portées localement, l'ex- Région Languedoc-Roussillon, déjà engagée dans un certain nombre de dynamiques internationales, a diffusé l'expérience du SRCE à l'étranger. Depuis 2015, le service Biodiversité et en particulier le référent SRCE pour la Région Languedoc Roussillon a été mobilisé dans divers événements. :

- ENCORE : Conférence environnementale des régions d'Europe :
 - o Deux interventions en Suède,
 - o Deux interventions en Allemagne ;

- La formation PROGRESS réunissant des profils académiques et d'étudiants des pays scandinaves, de France et d'Espagne. En 2017, 50 participants ont été présents à cette formation.
- En octobre 2016, des interventions dans plusieurs villes chinoises ont été organisées via le Ministère des Affaires étrangères. Ces événements ont permis d'informer plus de 320 personnes sur le retour d'expérience du SRCE Languedoc-Roussillon, notamment sur le potentiel d'outils opérationnels comme l'outil cartographique 3D.

III-2-1-4. Une dynamique de formation des acteurs locaux sur les deux régions

Dans les deux anciennes régions, les CVRH et CNFPT ont proposé des programmes de formation sur le sujet de la TVB. D'envergure nationale, elles ne peuvent être comptabilisées en tant que telles dans la mise en œuvre des SRCE qui concernent le périmètre de l'Occitanie. Au regard des listings d'inscription, environ 1/3 des participants étaient des acteurs locaux. Ces formations ont ainsi contribué à une montée en compétence des acteurs du territoire sur le sujet et en particulier sur la déclinaison des SRCE en vigueur sur le territoire en prenant en compte les sessions lors desquelles les SRCE Midi-Pyrénées ou Languedoc-Roussillon ont été abordés.

De même, concernant les formations d'échelle nationale, on peut relever également le programme de formations proposé par l'AFB (ex-ATEN) qui ont été organisées sur Montpellier et ses environs. On dénombre depuis 2012, 12 sessions de formation organisées (hors formations CNFPT). D'échelle nationale, ces formations ne concernent donc pas directement la mise en œuvre des SRCE en vigueur sur le territoire d'Occitanie et réunissent des stagiaires provenant de toute la France. Toujours à partir d'une proratisation des listings d'inscription, on estime à près de 13% la part de participants provenant d'Occitanie. On peut considérer que ces événements ont contribué à la montée en compétence des acteurs du

territoire régional sur la TVB et ainsi aidé à la prise en compte des SRCE sur le territoire.

De plus, en Midi-Pyrénées comme en Languedoc Roussillon, des actions locales de formation à destination de différents publics ont été organisées.

En Midi-Pyrénées, 5 journées de formation ont été menées entre 2012 et 2015 portées par l'ARPE Midi-Pyrénées avec le relais de la Cellule d'appui biodiversité. 4 journées ont été dédiées aux porteurs de documents de planification et ont mobilisé au total plus de 160 personnes (une vingtaine de SCoT ou projets de SCoT à chaque séance). L'une de ces formations a été ciblée pour les bureaux d'études. Une douzaine de bureaux d'études y ont participé ainsi que 4 DDT. A cela peut s'ajouter un certain nombre de journées techniques animées par Nature Midi-Pyrénées. Certaines d'entre elles peuvent effectivement être considérées comme des journées de formation car elles ont permis une montée en compétence des participants sur les questions de TVB régionale.

En Languedoc-Roussillon, une journée de formation en 2016 a été organisée à destination des services de l'Etat. Elle a mobilisé 45 participants et fut l'occasion de former les agents des DDT à l'utilisation de l'outil SRCE 3D.

En complément de ces événements portés par les copilotes des SRCE, des formations organisées par l'ex-ONEMA, aujourd'hui AFB concernent les outils de mise en œuvre de la trame bleue :

- Une formation sur le Référentiel d'obstacle à l'écoulement¹⁵ (ROE) :
 - o Depuis 2014, 14 sessions de formation d'1/2 journée ont été organisées pour les acteurs du bassin Adour-Garonne qui a concerné un total de 140 participants ;

¹⁵ Cf. informations sur la [formation](#)

Sur le volet Formation

- En 2017, deux sessions d'1/2 journée ont été organisées à l'attention des services de l'Etat du bassin RMC qui ont concerné environ 20 personnes.
- Une formation sur la méthode ICE (Information sur la continuité écologique) qui correspond à un outil de diagnostic de la continuité écologique adapté aux ouvrages < à 5 m. Ce protocole est à la disposition des bureaux d'études et techniciens de rivière : deux sessions de formation ont été organisées en 2015 et 2017 à Montauban, même si cette formation était ouverte à l'échelle nationale.

Les formations organisées jusque-là sur le périmètre de Midi-Pyrénées par l'ARPE sont aujourd'hui étendues sur l'Occitanie : deux journées de formations à l'Ouest et deux journées à l'Est de la nouvelle Région ont déjà été organisées en 2017. On peut compter également les ateliers de terrain proposés par l'URCAUE dans le cadre d'un Appel à manifestation d'intérêt porté par la FNCAUE. Cela s'est organisé sur 5 territoires en 2017 et a concerné plus de 90 personnes, élus et techniciens.

Aujourd'hui, ce sont des formations axées sur l'intégration des questions de continuités écologiques dans le futur Stradet qui sont organisées. Des formations en ligne de type MOOC ont été développées notamment en 2017 ainsi que des interventions dans les formations supérieures, comme à l'INSET.

Un accompagnement qui se généralise

La démarche portée depuis 2011 par l'ARPE¹⁶ s'est vue étendue dès 2016 à l'échelle d'Occitanie avec l'organisation de visites de terrain auprès de 8 territoires. Plus de 1 200 nouvelles communes ont donc bénéficié de cet accompagnement territorialisé. Ce type d'accompagnement doit se poursuivre via les missions de l'Agence Régionale Biodiversité.

Comme abordé précédemment, 7 CAUE d'Occitanie (Ariège, Aude, Gard, Haute Garonne, Hérault, Lot et Tarn) ont été lauréats d'un AMI porté par le Ministère en 2017. Ils ont donc porté à l'échelle d'Occitanie une expérimentation visant à favoriser l'appropriation et l'intégration des données de la TVB, par les acteurs locaux dans les projets de territoire ; et ce en s'appuyant sur les caractéristiques du paysage. Cinq ateliers de terrain ont donc été organisés, avec à la clef, une évaluation collective permettant de collecter de précieux enseignements. Cette expérimentation s'est concrétisée par la réalisation d'un film, de fiches-actions et d'un dossier compilant les principaux enseignements à retenir pour Occitanie.

III-2-1-5. Des marges de progression identifiées en termes de communication

Pour les deux SRCE, les acteurs de terrain regrettent une absence d'information quant à l'avancement de la mise en œuvre effective de ces schémas aux différentes échelles de territoire. Même si des actions se concrétisent, l'information circule difficilement et il n'y a pas de vision globale et de partage à l'échelle régionale de ces retours d'expérience. Sur cette animation, les copilotes étaient attendus par les acteurs, quel que soit leur profil.

III-2-1-6. Les dynamiques à l'œuvre dans la nouvelle région Occitanie

L'élaboration des SRCE a créé de fortes dynamiques d'échanges et de concertation sur les territoires des anciennes régions ; dynamiques qui se sont essouffées une fois les SRCE approuvés. Néanmoins, une nouvelle dynamique s'organise progressivement en Occitanie fondée sur le déploiement des initiatives des deux ex-régions, mais pas seulement. La Stratégie régionale de la biodiversité en cours d'élaboration à cette échelle, qui porte notamment les enjeux de continuités écologiques, en est un premier exemple probant.

¹⁶ Cf. § III-2-1-1

Cet AML a permis d'organiser à l'échelle d'Occitanie l'accompagnement des collectivités par les CAUE qui était en émergence en Midi-Pyrénées.

L'actualisation du SRCE 3D pour Occitanie

Au vu de l'engouement des acteurs à la perspective de l'outil SRCE 3D qui n'a pu se concrétiser réellement sur les territoires, la Région Occitanie a choisi d'étendre le logiciel à l'échelle de la nouvelle Région. Ainsi, l'outil BiOccitanie 3D est en cours de construction et apportera un outil interactif d'aide à la décision pour la déclinaison des enjeux de continuités écologiques aux différentes échelles du territoire d'Occitanie. Cet outil permettra également de développer les outils de sensibilisation aux enjeux de biodiversité auprès de tous les publics. Il constituera, en outre, une plate-forme numérique de partage autour des informations sur le patrimoine naturel en région.

III-2-2. Les moyens mis en œuvre pour décliner les SRCE –Q6-

III-2-2-1. En Midi-Pyrénées, des dispositifs créés spécifiquement pour la mise en œuvre du SRCE

Cf. § III-2-1-2 Une mise en œuvre très outillée en Midi-Pyrénées, avec des dispositifs opérationnels.

Les dispositifs Région/FEDER en faveur de la transition écologique ont incité les porteurs de projets à développer et renforcer des partenariats, à organiser ces collaborations notamment par sous-trame (projets thématiques comme les programmes de gestion des sous-trames ou sur l'amélioration des connaissances) ou par territoires (contrats restauration biodiversité), ce qui a amélioré l'articulation et la lisibilité globale des actions de chacun.

Cette organisation des moyens et coordination des actions dans des projets partenariaux ont été accueillies *in fine* par les porteurs de projet de façon positive

car elles ont permis d'apporter de la cohérence et de la lisibilité dans les actions lancées. Bien qu'au départ, cette nouvelle organisation ait demandé un effort important de coordination entre les différents acteurs/ partenaires et les services de la Région.

Un PO FEDER Midi-Pyrénées Garonne adapté

Ces différents dispositifs s'intègrent pleinement dans le programme opérationnel du FEDER 2014- 2020.

Le SRCE est ainsi abordé explicitement dans les différentes actions de l'Axe IX Objectif 17 « Accroître la préservation de la biodiversité, des paysages et des milieux aquatiques et humides. L'Action 1 « Actions permettant l'appropriation de la biodiversité et sa prise en compte à tous les niveaux et auprès de tous les publics » concerne les Appels à projets sur la connaissance. Il spécifie également dans l'action 1-2 « des démarches opérationnelles visant la prise en compte de la biodiversité dont le SRCE » et fait donc appel au volet « accompagnement » pour le SRCE.

Les PGST entrent dans le cadre de l'action 2.2. Programmes coordonnés régionalement et structurants de gestion et préservation des sous-trames du SRCE (hors milieux cultivés).

L'Action 3 est quant à elle totalement dédiée aux questions de Trame verte et bleue puisqu'il s'agit d'actions qui concourent à la restauration [...] des continuités écologiques, en application du SRCE [...] : soutien à la plantation de haies, à la restauration des continuités longitudinales et latérales des cours d'eau, à la restauration des corridors. L'action 3-1 « Appel à projets pour l'émergence de Contrat Restauration Biodiversité » traite l'appui à la création de CRB. C'est dans l'action 3-2 que s'intègrent les CRB.

Cette coordination entre PO FEDER et les dispositifs financiers créés par la Région en faveur de la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques a été un levier pour les porteurs de projets qui ont pu dans la quasi-totalité des dossiers mobiliser des cofinancements Europe – Région.

Enfin, dans le cadre des contrats restauration biodiversité portés par des PNR ou des RNR, les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) favorables aux continuités écologiques peuvent prétendre à un soutien FEADER et à un cofinancement de la Région.

III-2-2-2. En Languedoc-Roussillon, des moyens alloués au fil de l'eau

Un PO FEDER Languedoc-Roussillon orienté

La programmation 2014-2020 du FEDER sur Languedoc-Roussillon intègre également les questions de continuités écologiques dans son objectif thématique – « Préserver et protéger l'environnement et encourager une utilisation rationnelle des ressources » Il le spécifie sur le volet Investissement dans la PI 6d « Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes ».

Mais cette question est plus axée sur le volet investissement et grands travaux, qu'en Midi-Pyrénées. Cette question y est donc traitée sous le prisme « grands chantiers de gestion et de restauration écologique des infrastructures vertes et bleues ». Cela correspond notamment à la restauration physique des cours d'eau et de leurs annexes. Des travaux qui visent à restaurer l'état et le fonctionnement des infrastructures bleues identifiées dans le SRCE mais également des chantiers qui concernent le rétablissement des continuités écologiques des cours d'eau, notamment la suppression d'obstacles. Sont également concernés les investissements prévus dans les plans de gestion des aires protégées pour ce qui concerne les réservoirs de biodiversité.

Cette orientation « Investissement » est un levier intéressant pour des chantiers pouvant engendrer des coûts très élevés et correspond donc totalement aux exigences de budget plancher du FEDER. Par contre, cette entrée très cadrée ne répond pas à bon nombre d'actions pouvant être menées en faveur de la TVB sur le terrain, notamment des actions d'animation territoriale, de formation/sensibilisation, ou encore d'amélioration de la connaissance.

D'ailleurs la consommation des lignes financières FEDER 6d correspond principalement à des travaux de restauration liés aux cours d'eau (cf. tableau en annexe n°11).

Les Approches Territoriales Intégrées (ATI)

L'Europe dans sa programmation 2014-2020 a souhaité favoriser la mobilisation des crédits FEDER à travers des démarches intégrées et ainsi flécher une part des enveloppes sur le développement urbain durable au profit d'un certain type de territoire. L'ex- Région Languedoc-Roussillon a souhaité aller plus loin afin de garantir une équité entre ses territoires. Elle a ainsi étendu cette démarche à tous les territoires organisés, soit les EPCI, Parcs, Association d'EPCI, syndicats mixtes, GAL...). Ainsi 14 ATI urbaines et 12 ATI territoriales ont été définies. Parmi ces dernières, 4 ATI ont déposé un dossier concernant des actions en faveur des continuités écologiques dont deux sont en cours d'instruction. Pour les deux projets programmés, le montant global s'élève à environ 1 055 000 € pour près de 260 000 € de FEDER mobilisés (cf. tableau en annexe n°11).

III-2-2-3. Des moyens inégalement mobilisés entre les deux anciennes régions, des améliorations à conduire dans les deux cas.

Malgré des moyens mobilisables et mobilisés, la majorité des acteurs interrogés, tous profils confondus, considèrent les moyens mis à disposition pour mettre en œuvre les SRCE comme insuffisants. Ainsi, à la question « Les moyens prévus et mobilisés sont-ils suffisants pour une réalisation satisfaisante du plan d'actions ? », la réponse est négative à plus de 80%.

Une nuance pourtant apparaît entre les deux ex-régions

Sur le territoire de l'ex- région Languedoc-Roussillon, aucune réponse positive n'est relevée auprès des acteurs interrogés. A contrario, en Midi-Pyrénées, un peu plus de 20% des réponses sont positives. Cela correspond principalement aux retours

de la part d'acteurs directement concernés par les dispositifs de programmation financière dédiés (PGST, CRB...) ou de collectivités qui identifient à travers les moyens prévus et mobilisés, les dispositifs d'accompagnement qui ont été déclinés auprès des porteurs de SCoT et de PLU(i) sur le territoire de Midi-Pyrénées.

Certains acteurs regrettent de ne pouvoir valoriser l'approche transversale de la TVB, qui répond à de nombreux enjeux de société, les financements étant encore trop orientés de façon sectorielle.

Une difficile mobilisation des cofinancements pour certaines sous-trames

A l'exception des zones humides et des cours d'eau soutenus par l'Agence de l'Eau, les autres sous-trames n'ont pas de financeurs majeurs en complément de la Région et des fonds européens (les milieux secs par exemple). Cela constitue une difficulté supplémentaire pour les acteurs.

Des critères d'éligibilité contrastés

Malgré une forte incitation des porteurs de projets à la mobiliser, la consommation de l'enveloppe FEDER 6d relative aux projets « eau » et « biodiversité » allouée en Languedoc-Roussillon reste faible (seulement 25% de consommation en 2018 et 18% de consommation de l'enveloppe 5b dédiée aux risques). Le retour principal des acteurs interrogés relève l'inadéquation de l'axe « Investissement » pour répondre à des projets de continuités écologiques. De même, les obligations de plancher du FEDER rendent inéligibles une grande partie des actions pouvant être portées en faveur de la TVB car ne nécessitent pas de grandes enveloppes financières d'investissement.

Certains acteurs, au centre de l'accompagnement de terrain auprès des porteurs de documents d'urbanisme et de la déclinaison de la Trame verte et bleue, auraient souhaité être soutenus pour porter des actions d'accompagnement pour la prise en compte de la TVB. On constate un défaut de communication auprès des collectivités locales sur la mobilisation de financement possible sur la restauration des continuités écologiques qui ne s'en sont pas saisis.

Une machinerie administrative complexe

Un autre écueil est soulevé par une majeure partie des porteurs de projet, qu'ils aient ou non mobilisé des financements sur la TVB : la lourdeur administrative associée au montage et au suivi de ces dossiers. On reconnaît néanmoins, en Midi-Pyrénées, l'effort de coordination de la part des services instructeurs de la Région et la pertinence d'aller vers plus de cohérence et de partenariats sur les projets concernant les continuités écologiques.

Pour certains, il s'agit d'un frein qui les empêche de passer le cap du dépôt de dossier. Pour d'autres, c'est un investissement lourd ; ces structures n'ayant pas une trésorerie conséquente. A cela s'ajoutent des délais de paiement longs et un important travail administratif pour rassembler les pièces justificatives et répondre aux demandes de précision des services instructeurs. Aussi, un fort besoin d'appui au montage de dossier est ressenti par les porteurs de projet.

III-2-2-4. Cas particulier pour la trame bleue

La trame bleue bénéficie de l'ensemble des programmes financiers dédiés à l'eau. D'ailleurs, la majorité des financements mobilisables sur la trame bleue ne sont pas liés directement au SRCE. Ils étaient pour la plupart, préexistants.

Par contre, le SRCE a facilité le co-financement sur ce sujet. Les acteurs mobilisant les financements des Agences de l'Eau en faveur de la trame bleue peuvent aujourd'hui mobiliser la Région et l'Etat sous l'angle de la mise en œuvre du SRCE. Au-delà de ce levier financier, le SRCE représente pour les acteurs de l'eau un argument supplémentaire dans leur dossier financier et apporte de la cohérence et de la légitimité dans les actions qui sont portées.

La situation de baisse des dotations des financeurs historiques de l'eau pose des questions quant à la nécessaire priorisation des actions à mettre en œuvre. Sachant que la restauration de la continuité « bleue » est un volet demandant de lourds investissements, certains s'interrogent sur la pertinence du choix entre de gros

chantiers de restauration mais peu nombreux faute de moyens ou de nombreuses actions plus modestes.

Nombre d'acteurs sollicités s'inquiètent de cette baisse des financements publics dont la mise en œuvre de la TVB sur les territoires fera nécessairement les frais. S'ajoute à cela, les changements de règles d'éligibilité à venir qui finit par interroger sur la viabilité même des projets qui pourraient être déposés.

Enfin, tous les acteurs s'accordent sur le manque de visibilité de ces moyens financiers orientés de façon plus ou moins ciblée sur la TVB. Sur le territoire des deux ex-Régions, une partie seulement des acteurs avait une connaissance claire des moyens disponibles et des conditions d'accès. Ils n'avaient, par contre, aucune vision globale des différents projets financés. Un manque d'animation territoriale pour porter et faire connaître les moyens alloués à la TVB a été constaté de façon générale de part et d'autre du territoire régional.

III-2-3. La perception de la mise en œuvre par les acteurs

III-2-3-1. La mise en œuvre des SRCE par les porteurs de documents de planification – Q3 ; Q7-

Une mise en œuvre inégale mais qui évolue dans le bon sens

La mise en œuvre des SRCE dans les documents de planification urbaine est l'objectif premier de la politique Trame verte et bleue, celle –ci étant définie comme un outil d'aménagement du territoire.

Cette appropriation et mise en œuvre dans les documents d'urbanisme est très variable sur le territoire d'Occitanie, sans grande spécificité relevée lors de entretiens entre les territoires d'ex-Midi-Pyrénées et ex-Languedoc-Roussillon. Les retours des acteurs de terrain, que ce soit les acteurs de l'aménagement ou d'autres profils, sont assez disparates. Tous les acteurs néanmoins, insistent sur

plusieurs facteurs de réussite, favorisant l'intégration de la TVB dans les documents d'urbanisme :

- l'implication des élus du territoire,
- l'équipe technique disponible sur le sujet au sein de la collectivité,
- l'accompagnement dont a pu bénéficier le territoire, que ce soit au niveau des compétences du bureau d'études en charge du document d'urbanisme ou des acteurs –relais locaux mobilisés sur le sujet.

Au regard de ces différents paramètres, dont la traduction est variable d'un territoire à un autre, ***l'approche réglementaire constitue un atout majeur*** pour mettre en œuvre la TVB dans les documents d'urbanisme. Tous les acteurs s'accordent à dire que ce point d'obligation réglementaire est indispensable pour assurer la déclinaison du SRCE à l'échelle locale. Certains vont même jusqu'à conclure que des élus déclinent la Trame verte et bleue sur territoire uniquement de par cette obligation réglementaire et sans appréhender réellement l'enjeu ou l'intérêt que représente la biodiversité pour leur territoire.

On observe tout de même ***une évolution positive dans la prise en compte de cette Trame verte et bleue au niveau local***. En effet, les premiers documents d'urbanisme prenant en compte le SRCE pouvaient aborder le sujet uniquement dans leur volet diagnostic, se limitant ainsi à un état des lieux des continuités écologiques de leur territoire. Aujourd'hui, de plus en plus, la TVB est intégrée à toutes les étapes du document d'urbanisme, que ce soit un SCoT ou un PLU(i). Ainsi, la question des continuités écologiques est bien sûr abordée dans le diagnostic mais aussi posée en termes d'enjeu et traduite dans les orientations portées au travers du PADD. Ce qui dénote une réelle volonté politique locale sur le sujet. Et enfin, des prescriptions claires assorties de cartographies de plus en plus précises, sont proposées dans les DOO, les règlements ou encore les OAP. Ce dernier outil, nouvellement mis à la disposition des PLU, constitue un levier pour la déclinaison locale des SRCE, au travers notamment des OAP thématiques telles que des OAP Trame verte et bleue par exemple.

Cette évolution rejoint les paramètres cités précédemment. Elle est la démonstration d'une appropriation des enjeux de continuités écologiques par les élus et d'un appui technique de plus en plus efficace sur le sujet.

Le cas particulier des secteurs ruraux et/ou de montagne

On observe tout de même **une spécificité pour les petits territoires ruraux**, notamment de montagne à double titre. D'une part, la plupart de ces communes n'ont jamais connu de document – cadre qui régit le droit du sol. Qui plus est avec un volet cartographique qui peut donner l'impression de faire de l'ingérence sur une compétence communale historique sur des territoires qui ne sont, pour la majorité, régis par des cartes communales. Cela demande donc un travail d'appropriation et d'adaptation beaucoup plus important que pour des territoires plus urbains, déjà au fait de l'exercice des documents d'urbanisme. D'autre part, il s'agit de territoires pouvant se trouver dans des situations quelque peu extrêmes au regard des enjeux TVB. De nombreuses communes sont identifiées à 100% en « Réservoir de biodiversité », ce qui peut donner un sentiment de mise sous cloche à des élus qui « subissent » déjà fortement les différentes réglementations liées à la protection d'espèces patrimoniales. À cela s'ajoute un manque de moyens humains pour ces communes dépourvues d'agent technique pouvant se saisir de ce type de sujet. Dans ces secteurs, l'accompagnement à la déclinaison du SRCE et la pédagogie associée devient indispensable pour que ces enjeux TVB se concrétisent sur le terrain.

Le SCoT, document intégrateur, pivot de la déclinaison de la TVB

Pour les territoires porteurs de documents d'urbanisme, à l'échelle du SCoT, le SRCE représente une base de travail essentielle pour traiter des questions de continuités écologiques, qui permet de poser des éléments considérés « indiscutables ».

Par contre, pour l'échelle des PLU(i), c'est le SCoT qui joue ce rôle de document intégrateur et sert de référence en termes de déclinaison TVB pour le PLU(i). On observe d'ailleurs que les territoires concernés par un SCoT ayant pris en compte le SRCE ou le sujet de la Trame verte et bleue plus largement, déclinent plus

Bilan des SRCE d'Occitanie

IRSTEA – V. Ventre ; J. Amsalleem

Octobre 2018

facilement le sujet à l'échelle locale. Le SCoT devient donc le document de référence sur la TVB auquel les PLU(i) doivent être compatibles, et ne s'appuient donc plus directement sur le SRCE. En effet, le SCoT a conduit l'exercice le plus complexe de changement d'échelle des enjeux de continuités écologiques régionaux, et notamment sur le volet cartographique. Les collectivités peuvent ainsi s'approprier plus facilement les enjeux de Trame verte et bleue à leur échelle et ainsi traduire les prescriptions posées par le SCoT sur le sujet. Même si le SCoT n'a pas vocation à traduire la Trame verte et bleue au niveau de la parcelle, certains ont quand même travaillé le sujet suffisamment finement dans leur diagnostic pour mettre à disposition des communes des éléments cartographiques assez précis, même si ceux-ci n'ont pas de valeur prescriptive. Cela facilite le travail à réaliser à l'échelle communale et aide à la compréhension et à l'appropriation de la problématique.

Quelque soient les échelles (PLU-I en l'absence de SCoT), le SRCE sert toujours de cadre de référence réglementaire qui appuie le discours. Il légitime le discours par rapport aux orientations nationales.

La cartographie au centre des débats

La cartographie est un levier d'appropriation pour les acteurs, mais elle cristallise également les tensions sur le sujet au niveau local.

Elle porte en effet un rôle pédagogique indéniable et un porter à connaissance, notamment pour les bureaux d'études pour qui elle constitue une première base de travail très précieuse pour réaliser le tracé de la TVB à l'échelle locale. Pour les élus, on constate que la cartographie est la principale, voire l'unique pièce du SRCE dont ils ont pris connaissance au détriment des autres éléments du schéma comme le diagnostic ou les enjeux régionaux.

Dans le même temps, ce volet cartographique à l'échelle 1/ 100 000 est difficilement appréhendé par les collectivités, notamment les élus. Le travail ayant été réalisé par modélisation, les continuités identifiées à l'échelle régionale ne peuvent et ne doivent pas être zoomées et transposées tel quel à des échelles infra.

Aussi, la mise à disposition de cette cartographie incite les acteurs à regarder « ce qu'il se passe » sur leur commune et ainsi constater de potentielles « incohérences », comme par exemple des corridors régionaux qui traversent des centres bourgs, et qui doivent faire l'objet d'une réinterprétation locale en spatialisant notamment à une échelle plus fine un tracé de corridor local plus proche de la réalité.

Cette déclinaison locale, incontournable, pose la question, pour certains acteurs, de l'utilité de la cartographie régionale à une échelle aussi large. Certains lui reprochent un tracé de corridors difficilement justifié et une absence d'objectifs quantifiés clairs qui ouvrent la brèche aux interprétations a minima et à la justification de la « non prise en compte » comme le permet le niveau d'opposabilité du SRCE.

Une autre question se pose quant à la disparité des méthodes d'identification locale de la Trame verte et bleue qui interroge sur le traitement des limites entre deux territoires. Cette question se pose finalement à toutes les échelles et notamment en Occitanie aujourd'hui avec deux SRCE en vigueur n'ayant pas appréhendé la même méthode de détermination des continuités écologiques (cf. §III-1-2-4 l'exercice de recollement cartographique).

Services instructeurs et porteurs de DU, des relations ambivalentes

Identifiés pourtant parmi les acteurs locaux pouvant aider à la construction des documents d'urbanisme, les services de l'Etat portent en réalité une double casquette. Alors que les DDT accompagnent les collectivités sur le terrain notamment sur cette thématique, dans le même temps, un rapport de force peut se créer entre les services de l'Autorité environnementale et ces mêmes collectivités. Les seconds reprochent en effet au premier d'appliquer une lecture trop « stricte » de la cartographie des SRCE, faisant fi du travail de traduction locale nécessaire pour décliner la Trame verte et bleue définie dans le SRCE. Même si cette rigueur d'analyse démontre une analyse qui n'est pas prise à la légère par l'Etat, le besoin se confirme de formation ou de partage d'outils d'analyse

Bilan des SRCE d'Occitanie

homogènes à destination des services instructeurs concernant cet exercice complexe et pourtant nécessaire de déclinaison de la Trame verte et bleue à l'échelle locale.

Les bureaux d'études, maillon important pour favoriser l'appropriation des SRCE

La bonne compréhension et traduction de la cartographie régionale est l'un des premiers rôles des bureaux d'études en charge de l'élaboration des documents d'urbanisme. En effet, ils constituent le premier support technique auprès des élus dans l'appropriation des enjeux de continuités écologiques comme pour tous les sujets techniques portés par un document d'urbanisme aujourd'hui. C'est en cela que la compétence Trame verte et bleue portée par le bureau d'études ou le groupement en charge d'un SCoT ou d'un PLU(i) est essentielle. Les résultats sur le terrain démontrent de grandes disparités entre les propositions des bureaux d'études sur le sujet des continuités écologiques. A cela, s'ajoute le paramètre de l'enveloppe financière dédiée à l'élaboration de ces documents de planification et aux cahiers des charges associés, qui laissent ou non une marge suffisante pour proposer une déclinaison locale de la TVB satisfaisante.

Les outils de déclinaison, éléments qui font consensus

Les deux ex-régions ont porté des politiques assez différentes en la matière : outil cartographique à l'échelle 1/25 000^e avec le SRCE 3D pour Languedoc-Roussillon, des guides méthodologiques portés par la DREAL Midi-Pyrénées, et diverses missions d'accompagnement des porteurs de documents d'urbanisme pour Midi-Pyrénées...

L'outil SRCE 3D accessible sur internet via une [page dédiée](#), a été utilisé par les bureaux d'études, en particulier pour charger les différentes couches cartographiques du SRCE. Sa mise à disposition a été concomitante avec la fusion des Régions. Aussi, nous n'avons à ce jour que peu de retours d'expériences de la part des différents acteurs qui étaient ciblés pour cet outil notamment les collectivités qui, pour un certain nombre, supposait que l'outil était encore en

IRSTEA – V. Ventre ; J. Amsalleem

Octobre 2018

développement. En effet, cet outil n'a pas fait l'objet de la communication souhaitée initialement dans le contexte de fusion des régions

Les guides méthodologiques proposés par le DREAL Midi-Pyrénées ainsi que celui réalisé par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, complétés par les clés de déclinaison du SRCE Midi-Pyrénées ont été une première étape dans la prise de connaissance du sujet par les porteurs de documents de planification. Ils ont constitué une première référence pour les techniciens et les élus des collectivités afin de se familiariser avec le sujet de la TVB. Ils l'ont été aussi pour les acteurs de profils plus naturalistes comme les PNR ou certaines associations naturalistes, cette fois pour s'acculturer aux des règles de l'urbanisme. Ils sont considérés comme des outils utiles mais non suffisants.

Très vite, les acteurs de l'aménagement ont eu besoin d'avoir un contact direct avec des interlocuteurs compétents capables de traduire les enjeux du SRCE à leur échelle et pouvoir échanger avec eux sur les spécificités de leurs territoires. Ainsi plusieurs **démarches de sensibilisation, information, accompagnement** ont été organisées (cf. bilan des actions de mise en œuvre du SRCE Midi-Pyrénées, § III-1-1-2). On peut rappeler entre autres :

- Les actions de sensibilisation auprès des élus locaux portées par l'association Nature Midi-Pyrénées et l'Union régionale des CPIE ;
- L'accompagnement de documents d'urbanisme proposé par certains CAUE à travers une approche éco-paysagère ;
- L'accompagnement assuré par la Cellule d'appui Biodiversité animé par l'ARPE Midi-Pyrénées.

L'ensemble de ces démarches d'accompagnement ont fait l'unanimité tant auprès des acteurs de l'urbanisme que des acteurs de la nature (100% des structures interrogées ayant bénéficié d'un accompagnement ou ayant participé à un accompagnement le recommandant comme un outil pertinent. Et sur 36 structures qui ont répondu sur les outils opérationnels pertinents, plus de 60% ont cité l'accompagnement de terrain). Les premiers y ont trouvé le soutien et les réponses

Bilan des SRCE d'Occitanie

IRSTEA – V. Ventre ; J. Amsallem

adaptés à leurs besoins : les visites de terrain ont aidé les élus des territoires à se projeter sur ce sujet d'experts, à le rendre opérationnel à l'échelle de leur territoire et ainsi en comprendre la valeur ajoutée. Les différents avis techniques et la mise à disposition de la connaissance locale ont aidé les techniciens à fournir des éléments éclairés au bureau d'études pour construire des propositions de règles adaptées aux enjeux du territoire. Les seconds y ont trouvé un espace de partage et d'écoute des problématiques de chacun, mettant ainsi leur savoir au profit du projet d'aménagement.

Le contact humain et des réponses « à la carte » pour chaque territoire ont été les deux **leviers de réussite** plébiscités par les acteurs de terrain. Aussi, cette animation territoriale a été ressentie comme clef de voûte de la réussite de la déclinaison du SRCE sur les territoires.

Un paramètre supplémentaire a favorisé la réussite de ces démarches sur le terrain : le côté proactif. Les structures « accompagnantes » allaient au-devant des territoires pour leur proposer leurs services, ce qui a fonctionné. Rapidement, les collectivités ont été demandeuses de ce type d'appui. Aujourd'hui, on observe de plus en plus les collectivités solliciter des acteurs locaux considérés comme experts du sujet pour les aider à construire leurs TVB.

Mais on constate également sur le terrain que **ces différents outils ont été mobilisés à l'opportunité**, c'est-à-dire que certains territoires ont été à l'écoute de tout ce qui était mobilisable et ont donc cumulé les accompagnements tout au long de l'élaboration de leur document d'urbanisme ; d'autres, moins informés, moins sensibilisés n'ont pu s'appuyer que sur les compétences (ou : ont uniquement pu s'appuyer sur...) et le temps disponible auprès de leur bureau d'étude en charge du projet de planification.

Des secteurs privilégiés : les territoires de PNR.

Les territoires de Parc naturel régional bénéficient d'une situation privilégiée de par l'équipe technique pluridisciplinaire qui est à la disposition des communes. En effet, les équipes de Parc portent depuis toujours cette approche multifonctionnelle que représente la Trame verte et bleue et assurent dans leurs

Octobre 2018

missions ce rôle d'accompagnement sur le terrain. Les collectivités intégrées dans un PNR ont donc un relais local tout identifié pour les aider à décliner le SRCE dans leur document d'urbanisme comme il peut l'être sur bon nombre de sujets techniques.

S'ajoute à cela le travail porté par l'IPAMAC (InterParc Massif Central) qui a permis aux PNR mobilisés (notamment ceux de Midi-Pyrénées) de réaliser une cartographie de la TVB de leur territoire à l'échelle 1/25 000^e (cf. § III-2-1-2). Ce support cartographique mis à disposition des collectivités pour élaborer leur document d'urbanisme représente une valeur ajoutée indéniable dans la déclinaison locale du SRCE.

Définition locale de la TVB, et après ?

Certains acteurs qui ont joué le jeu de la déclinaison locale de la TVB dans leur document d'urbanisme très tôt, se trouvent à l'étape suivante : que faire de cette TVB ? Une fois la préservation des parcelles concernées afin de limiter la fragmentation des milieux par l'urbanisation définie dans le PLU, la préservation de la Trame verte et bleue ne s'arrête pas là. Certes, le rôle du document d'urbanisme, probablement, mais on peut s'interroger sur la gestion et l'entretien nécessaires notamment des corridors pour que cette Trame verte et bleue reste fonctionnelle. Cela pose de nouvelles questions : qui gère ces milieux ? Comment les gérer ? Qui gère ? Et avec quelles compétences ? Pour ce faire, l'identification d'un corridor associé à une sous-trame ou à une autre tel que défini dans les PLU(i), ne suffit plus. Emerge ici le besoin de caractérisation de la fonctionnalité au sein même des corridors pour en assurer la préservation et l'organisation de la gestion de ces milieux.

La fusion des Régions, un des principaux freins à la dynamique des SRCE

La majorité des acteurs que ce soit en ex-Midi-Pyrénées ou ex- Languedoc-Roussillon, s'entendent sur un point : une dynamique d'élaboration positive portée par une concertation efficace et appréciée présageait d'une mise en œuvre tout

aussi efficace. C'était sans compter les évolutions législatives et les nouveaux calendriers qui ont engagé dès 2016 avec d'une part la fusion des Régions et d'autre part, l'obtention d'une nouvelle carte des intercommunalités pour janvier 2017. Ces deux événements ont révolutionné le paysage institutionnel et dans le même temps concentré les attentions au détriment des politiques en marche comme la mise en œuvre de la Trame verte et bleue sur les territoires. D'un côté, les copilotes devant faire face à un enjeu historique de regrouper deux régions aussi riches que différentes ont dû mettre en « pause » un certain nombre de dynamiques dont les outils de mise en œuvre des SRCE, devant alors réfléchir à l'échelle de la nouvelle grande Région Occitanie. L'outil SRCE 3D en a fait notamment les frais étant déployé à l'échelle Languedoc-Roussillon (cf. au-dessus). De même, certaines animations régionales comme des journées techniques sur la TVB ont vu leur dynamique suspendue le temps que les copilotes adaptent leur mode de fonctionnement à la nouvelle échelle régionale. De l'autre, les collectivités ont pour beaucoup mis en suspend ou à l'inverse accéléré leur démarche de SCoT ou de PLUJ, le temps également d'organiser le travail à leur nouvelle échelle territoriale. A cela s'est ajouté l'arrivée du nouveau Sraddet qui avait notamment pour objet d'intégrer les enjeux portés jusque-là par les SRCE. L'émergence très rapide de ce nouveau schéma intégrateur à la suite de l'approbation des SRCE a certainement induit également une démobilisation dans la mise en œuvre des SRCE en vigueur.

Ainsi la dynamique de travail largement appréciée lors de l'élaboration des SRCE s'est très vite essouffée après l'approbation de ces deux documents- cadres et les acteurs regrettent déjà aujourd'hui des promesses d'outils de mise en œuvre comme l'outil SRCE 3D, les journées d'information sur le SRCE à destination des porteurs de documents d'urbanisme ou la Cellule d'appui biodiversité.

Globalement, **le SRCE a eu malgré ce contexte mouvementé, un effet très positif sur la prise en compte de la Trame verte et bleue par les acteurs de l'urbanisme.**

De par l'ouverture du sujet Trame verte et bleue auprès des élus d'abord. Que ce soit du fait de la portée réglementaire ou par l'accompagnement dont ont pu bénéficier les collectivités, les élus locaux connaissent le sujet et pour certains en ont compris l'enjeu et l'intérêt de se saisir de la question pour leur territoire. Le sujet même de la Trame verte et bleue s'y est prêté car il porte une approche

multifonctionnelle qui a fait écho auprès des élus locaux (aménités, identité locale, gestion des risques...). Il faut tout de même pondérer ce résultat en rappelant que le Code de l'urbanisme lui-même impose aux SCoT et PLU de prendre en compte la Trame verte et bleue, avec ou sans SRCE approuvé.

Le SRCE a également porté un langage commun avec un vocabulaire dédié et simplifié (le terme de « réservoir de biodiversité » englobe tous les zonages réglementaires que ce soit les APB, les réserves, les ZNIEFF et autres zonages de protection de la nature). Grâce à toute cette dynamique autour du SRCE, le sujet de la Trame verte et bleue n'est plus une notion d'expert naturaliste mais bien un paramètre à traiter dans les questions d'aménagement. D'ailleurs 60% des acteurs qui se sont positionnés sur le sujet considèrent que le SRCE est bien pris en compte dans les documents d'urbanisme, et qu'il favorise la déclinaison des enjeux de continuités dans les territoires (74% de réponses positives).

Si l'on fait un parallèle avec la politique « ZNIEFF », il a fallu une dizaine d'années de contentieux entre acteurs de l'urbanisme et de la nature pour que ces zonages d'inventaire soient pris en compte à leur juste valeur dans l'aménagement du territoire. Aujourd'hui, les continuités écologiques sont présentes peu ou prou dans toute question d'aménagement après seulement trois ans d'application officielle des SRCE sur le territoire : la notion de prise en compte a été mieux comprise mais certainement aussi mieux accompagnée.

Il faut rappeler qu'après seulement trois années d'approbation de ces documents-cadres, nous sommes encore en période de transition durant laquelle les collectivités doivent élaborer ou réviser leur document d'urbanisme pour prendre en compte les exigences des SRCE en vigueur. A l'échelle d'Occitanie on dénombre aujourd'hui 13 SCoT prenant en compte les questions de continuités écologiques (c'est-à-dire traitant le sujet TVB au sens des Lois Grenelle) dont 10 prenant en compte le SRCE en vigueur. Sur les 30 SCoT¹⁷ en application (approuvés ou en révision) sur le territoire régional, nous ne sommes qu'à 1/3 de prise en compte

effective des SRCE à l'échelle des SCoT. A ce jour, la prise en compte est donc en route.

III-2-3-2. La mise en œuvre des SRCE par les porteurs de projets d'aménagement – Q3 ; Q7-

L'appropriation du SRCE à cette échelle de travail

Contrairement à l'approche des documents de planification, en ce qui concerne l'échelle du projet d'aménagement, les acteurs interrogés considèrent que le SRCE ne leur facilite pas la déclinaison des enjeux de continuités écologiques (Près de 80% des structures qui ont répondu à cette question). En effet, les échelles de travail sont beaucoup trop éloignées pour que les éléments cartographiques du SRCE alimentent directement les travaux à l'échelle de l'opération d'aménagement.

Malgré ce constat, le SRCE reste pour beaucoup, le seul document cadre sur les questions de continuités écologiques en l'absence de SCOT et / ou de PLU(i) le déclinant. L'échelle du SRCE posant déjà des interrogations quant à sa déclinaison dans un document d'urbanisme, cela est d'autant plus vrai à l'échelle d'une opération d'aménagement. Aussi, les porteurs d'opérations d'aménagement ne se sentent globalement pas concernés par le SRCE. Ils entendent plus le concept de continuités écologiques que les prescriptions portées par le schéma et pour cela se réfèrent strictement à ce que permet ou pas le document d'urbanisme local.

En cela, **les OAP** pouvant aujourd'hui être réalisées dans le cadre de l'élaboration des PLU représentent un réel levier puisqu'elles permettent de définir des critères stricts d'aménagement sur certains secteurs d'une commune, notamment en termes de Trame verte et bleue.

¹⁷ Données en date du 11/05/2018

De même, **l'accompagnement** porté par les acteurs locaux est également un levier important pour amener les porteurs de projets d'aménagement à se poser les bonnes questions. A cette échelle également, les territoires de Parc sont des secteurs d'exemplarité et présentent des cas de communes qui mobilisent l'équipe technique du PNR pour évaluer la pertinence d'une opération d'aménagement au regard notamment des enjeux TVB.

Mais le paramètre le plus important reste dans tous les cas, **l'anticipation**.

L'étude d'impact, une procédure qui évolue

Les porteurs de projets d'aménagement ne sont donc pas forcément les plus mobilisés autour du SRCE. Pourtant, ce sont bien les premiers concernés de par leur impact notamment sur l'artificialisation du sol et donc la fragmentation des milieux.

Fortement portée par les services de l'Etat, la TVB est globalement bien prise en compte dans les études d'impacts notamment de par la crainte du recours contentieux.

Le décret d'août 2016 qui fait évoluer le contenu des études d'impact introduit la notion d'impacts cumulés. Cette nouvelle approche est identifiée comme un levier pour la prise en compte des questions de continuités écologiques dans les études d'impact et donc dans les opérations d'aménagement.

ERC, un levier d'action à développer

La séquence ERC est identifiée par nombre d'acteurs interrogés, en particulier ceux de l'ex Région Languedoc-Roussillon (la dynamique ERC existant depuis longtemps sur ce territoire) comme un levier à mobiliser. Cette démarche prend d'autant plus d'importance avec l'évolution récente des études d'impacts. Cette approche de continuités écologiques associée à la notion d'impacts cumulés peut ouvrir de nouvelles perspectives en termes de compensation mais demande pour cela une coordination dans la gestion et le suivi des différents projets pouvant émerger sur

un secteur. Cela demande à la fois une réflexion sur le périmètre d'action et sur les questions de calendrier de réalisation.

Certains acteurs déplorent la prédominance du volet Compensation au détriment des volets « Eviter » et « Réduire ». En effet, à l'échelle du projet d'aménagement, les porteurs de projet se saisissent bien plus du volet Compensation que des deux premiers de la séquence. Déjà au niveau du document d'urbanisme, le porteur de projet s'interroge plus sur « comment compenser l'impact sur la TVB ? » que sur la réelle question d'un document d'urbanisme répondant aux enjeux de préservation des continuités écologiques (comme le spécifie le CU) qui est « comment éviter ou en dernier recours, réduire l'impact sur la TVB ? ».

Ce qui est vrai sur les enjeux de biodiversité « remarquable » peut poser de nouvelles questions en ce qui concerne les enjeux de continuités écologiques. Car à la question « comment compenser la perte de continuités écologique ? », à ce jour, la question reste entière. Très peu de retours d'expérience et de méthodes sont aujourd'hui disponibles en Occitanie.

Les outils de gouvernance/ d'accompagnement de l'eau à ré-exploiter

La Trame verte et bleue est un sujet tout à fait pertinent pour amener les acteurs de l'eau à se saisir des questions de biodiversité, comme le demandent aujourd'hui les nouvelles orientations. Cette notion fait un trait d'union assez évident entre milieux aquatiques et terrestres. Certains acteurs se sont déjà appropriés le sujet comme par exemple l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse avec sa proposition de « Trame turquoise ».

Aussi, de nombreuses remontées du terrain, de la part des acteurs de l'eau mais pas seulement, proposent de s'inspirer de la gouvernance mise en œuvre sur les politiques de l'eau. On peut citer notamment pour porter la déclinaison du SDAGE sur les territoires, l'articulation SDAGE/ SAGE/ Contrat de rivière qui a fait ses preuves sur le terrain. Les animateurs de SAGE ou de contrats de rivières sont d'ailleurs de plus en plus identifiés comme des experts locaux pour aider les collectivités à se saisir des enjeux de la trame bleue.

La nouvelle prise de compétence des collectivités sur la GEMAPI représente également une opportunité pour se saisir localement des enjeux TVB à la fois sur le volet « gestion des milieux » que sur le volet « risque ».

Certains acteurs regrettent que l'identification de la TVB localement ne puisse pas empêcher la réalisation d'opérations d'aménagement même si celles-ci se situent sur des corridors écologiques. Pourtant les retours d'expériences montrent de plus en plus de cas concrets de modification voire de déplacement de projets au titre de la Trame verte et bleue.

Il est aujourd'hui d'autant plus difficile de se rendre compte de la mise en œuvre des prescriptions portées par les SRCE à l'échelle des opérations d'aménagement car il s'agit du dernier maillon impacté par ces règles d'échelle régionale. Au-delà des projets qui bénéficient directement mais de façon ponctuelle d'un accompagnement spécifique qui aident le porteur de projet à intégrer cette notion de TVB à l'échelle de son opération ; ces projets d'aménagement s'appuient sur les règles définies dans le document d'urbanisme local comme le PLU. Après seulement trois ans de mise en œuvre, il n'y a encore que peu d'opérations d'aménagement qui peuvent s'appuyer sur des PLU(i) intégrant eux-mêmes le SRCE. Il est donc d'autant plus important de porter une animation et une sensibilisation locale auprès de ces acteurs en l'absence de règles d'urbanisme claires et opposables en la matière.

III-2-3-3. La mise en œuvre des SRCE par les conseils départementaux –Q3 ; Q8 ; Q10 ; Q11-

Pour ces acteurs, la mise en œuvre s'est plutôt retrouvée non pas dans le portage d'actions spécifiques mais plutôt dans l'appropriation du SRCE pour construire leur propre politique. En effet, à l'instar du Conservatoire du littoral par exemple, ces collectivités ont leur propre politique d'acquisition et de gestion foncière en faveur de la biodiversité et peuvent donc s'approprier les enjeux portés par les SRCE. Le Conseil départemental du Gard notamment, s'est fortement saisi du SRCE

Languedoc-Roussillon pour le décliner dans sa propre politique. Il a redéfini sa politique d'Espaces Naturels Sensibles au regard des orientations du SRCE. Il s'est ainsi appuyé sur le SRCE pour définir une approche de priorisation d'acquisition de sites.

III-2-3-4. La mise en œuvre des SRCE par les acteurs socio-professionnels – Q2 ; Q3 ; Q11-

Les agriculteurs, forestiers, carriers, gestionnaires d'infrastructures linéaires de transport, chasseurs, pêcheurs sont considérés ici comme les acteurs socio-professionnels.

Une position globale des acteurs socio- professionnels sur le SRCE et la question des continuités écologiques de façon plus générale est difficile à restituer du fait de la diversité des profils concernés. Aussi, des approches différenciées en fonction des types de profil se dessinent.

Les agriculteurs, premiers gestionnaires de sous- trames ?

Les positionnements diffèrent d'une part s'il s'agit de retours de chambres consulaires ou corporations syndicales ou des retours d'agriculteurs directement sur le terrain.

Les premiers ont une position de principe « contre » mettant en avant la contrainte supplémentaire qui sera imposée in fine à la profession agricole. Cette posture est principalement liée à la crainte de l'évolution réglementaire potentielle de cet outil TVB comme cela a pu être le cas pour d'autres politiques par le passé. La traduction juridique de la notion de « prise en compte » a été une grande source d'inquiétude pour ces acteurs.

Sur le terrain, les retours sont beaucoup plus variables. Certains vivent la déclinaison locale de la Trame verte et bleue comme un prétexte pour « mettre sous cloche » des espaces à fort potentiel agronomique ; certains agriculteurs

craignent le changement d'affectation de certaines parcelles de zone A à zone N dans les PLU. Dans le même temps, des agriculteurs se regroupent pour implanter des infrastructures agro-écologiques favorables à la biodiversité et font évoluer leurs pratiques agricoles pour prendre en compte les continuités écologiques.

Que ce soit sur le territoire de Midi-Pyrénées ou de Languedoc-Roussillon, l'appropriation se fait plutôt à l'échelle de la filière. On peut citer par exemple la dynamique de travail portée par le CEN LR auprès des viticulteurs au travers du projet Biodiv'Eau. Les agriculteurs les plus sensibilisés à l'environnement (filière AB, porteurs de MAE, etc.), se saisissent plus de ces questions des continuités écologiques. Mais la majorité des acteurs du monde agricole ne connaît que très peu le SRCE et appréhende plus les questions de continuités écologiques dans leur principe global. Pourtant les agriculteurs comme les forestiers sont parmi les principaux gestionnaires de la nature ordinaire. Ils représentent donc un levier important dans la gestion des sous-trames. D'ailleurs, ils sont reconnus comme tels, notamment par les collectivités qui, une fois leur TVB définie localement dans leur document d'urbanisme, s'interrogent sur la gestion de ces espaces sur leurs communes et la manière d'y travailler avec en particulier les agriculteurs et les forestiers.

La TVB comme levier de valorisation pour les carriers

La notion de Trame verte et bleue apporte une approche « fonctionnalité des milieux » considérée par les carriers comme une réelle avancée dans l'appréhension de la biodiversité. En effet, les contentieux étant le plus souvent associés à une espèce en particulier, l'approche « Espèce » est donc connotée de façon négative par les porteurs de projets. Le SRCE aborde la biodiversité sous l'angle de la fonctionnalité des écosystèmes apporte un nouveau regard qui peut donner un rôle à jouer aux territoires dédiés à l'extraction de granulats. Les carrières ne sont plus appréhendées comme des « îles » mais bien comme faisant partie d'un chapelet d'espaces pouvant être valorisés à l'échelle des sous-trames.

Cela a donné du sens aux actions portées de façon individuelle par un certain nombre de carriers souhaitant réhabiliter leurs sites d'extraction après exploitation

en faveur de la biodiversité. Ces acteurs se sont donc saisis du sujet dès le début de l'élaboration du SRCE, participant activement à la concertation, allant même jusqu'à participer à la rédaction des parties de diagnostic les concernant pour le SRCE Midi-Pyrénées. Le SRCE a apporté de la cohérence et de la lisibilité notamment grâce à un vocabulaire dédié et aujourd'hui partagé qu'il est important de conserver.

Un certain nombre d'exploitants se sont donc saisis du sujet et ont porté des projets localement comme par exemple, la création de passe à poissons ou la mobilisation autour du projet Carbone local. A l'échelle nationale, l'UNICEM a également signé une charte avec la fédération de chasse.

Les continuités écologiques, un sujet déjà creusé pour les porteurs de projet d'Infrastructures linéaires de transport (ILT)

Le réseau ASF de VINCI Autoroute s'est mobilisé sur les questions de continuités écologiques en amont de la dynamique des SRCE sur le territoire d'Occitanie. Dès 2008, ASF s'est lancé dans la construction d'une méthode d'identification des points noirs autoroutiers en termes de fragmentation des milieux, identifiant bien les questions de continuité écologique comme un levier de développement économique dans un contexte de crise économique. C'est ainsi que le réseau ASF a su mobiliser près de 90 M€ pour la biodiversité sur la période de trois plans de programmation.

Même si ces démarches ne sont directement liées à la mise en œuvre du SRCE que ce soit en Midi-Pyrénées comme en Languedoc-Roussillon, le SRCE a aidé les porteurs de projet d'ILT dans la mobilisation des acteurs qu'il a suscité sur ce sujet.

Ces travaux ont été principalement menés avec l'appui de bureaux d'études spécialisés. Non pas que le tissu associatif n'était pas en capacité d'apporter l'expertise nécessaire, ce sont principalement les contraintes de calendrier trop différentes qui ont empêché le développement de partenariats entre ces acteurs socio-professionnels et les associations naturalistes.

La TVB a été une opportunité pour définir un nouveau sujet à traiter : la continuité longitudinale comme dépendance verte le long des autoroutes. L'autoroute devient un corridor écologique potentiel.

Chasseurs, pêcheurs, gestionnaires de la nature ordinaire

La TVB a été une opportunité pour les chasseurs en particulier pour sortir de leur étiquette vis-à-vis des autres acteurs du territoire. Ils ont gagné une légitimité dans la gestion de la nature car le SRCE porte une nouvelle dimension : la préservation et la restauration de la nature ordinaire.

D'ailleurs, fortement présents lors de l'élaboration que ce soit en Languedoc-Roussillon comme en Midi-Pyrénées, les chasseurs de Midi-Pyrénées se sont saisis du sujet et se sont largement impliqués dans la mise en œuvre de ce schéma : membre de la Cellule d'appui Biodiversité animée par l'ARPE Midi-Pyrénées, ils endossent alors un rôle d'expert local de la nature ordinaire auprès des collectivités territoriales. Les fédérations départementales de chasse sont alors identifiées comme des détenteurs de données, notamment sur la grande faune, précieuse pour la définition des Trames vertes et bleues locales. De plus, ils complètent également des données sur la fragmentation des milieux, denrées rares, de par la collecte des données de collisions avec la grande faune. La fédération régionale construit alors une méthode d'identification de la Trame verte et bleue locale qu'ils proposent aux collectivités locales en prestation complémentaire des travaux du bureau d'études en charge de l'élaboration des documents d'urbanisme.

Les chasseurs portent également un projet d'envergure régionale : Corribor. Ce projet conduit et animé par la Fédération régionale des chasseurs et les opérateurs de l'arbre et de la haie champêtre, se base sur une démarche participative portée sur plusieurs sites pilotes. Il s'agit de :

- accompagner les élus, les agriculteurs et les habitants dans la prise de conscience de la valeur et des enjeux écologiques de leurs territoires,
- proposer des solutions techniques pour améliorer et valoriser leur cadre de vie, pour des bénéfices partagés,

- soutenir les gestionnaires dans la mise en œuvre d'aménagements ou l'adaptation des pratiques favorables à la préservation et la restauration des continuités écologiques.

A ce jour, 115 communes ont pu bénéficier d'un diagnostic fonctionnel et paysager et peuvent prétendre à l'élaboration d'un Plan d'actions stratégique en faveur des continuités écologiques.

Plus concrètement, des actions sont en cours avec le concours des communes, agriculteurs et habitants volontaires comme :

- l'implantation de haies et de jachères et/ ou la conversion de parcelles agro-forestières,
- l'adaptation de la gestion des espaces verts,
- la réalisation de chantiers participatifs de restauration de mares...

Des projets de collaboration émergent entre acteurs socio-professionnels comme par exemple le projet Viafauna porté par la FRC Midi-Pyrénées en lien avec les porteurs et gestionnaires d'infrastructures linéaires de transport (ILT). Il s'agit d'améliorer la connaissance des obstacles aux continuités écologiques concernant les infrastructures linéaires de transport. L'objectif soutenu est de mettre en place des méthodes et outils de suivi partagés entre gestionnaires de la faune sauvage et gestionnaires d'ILT.

La trame bleue, un sujet sensible pour certains socio-professionnels

La trame bleue porte des opportunités de projet étant donné les leviers financiers complémentaires qu'elle peut mobiliser. A la fois, elle représente un sujet très sensible pour certains socio-professionnels qu'il faut encore sensibiliser à la cause : la question de la continuité longitudinale des cours d'eau est un sujet source de tensions notamment pour les propriétaires seuils (notamment de moulins). Il s'agit ici d'une question plus large qui touche le patrimoine local mais qui concerne également une question sociale. En effet, les travaux d'effacement de seuil

engendrent des coûts très élevés, difficiles voire impossible à assumer pour certains propriétaires privés. A cela s'ajoute la question de la préservation du petit patrimoine, représenté au premier chef par des anciens moulins, devenus emblématiques dans le paysage de certaines communes rurales. Quelle préservation privilégier alors : le petit patrimoine bâti, dernière trace de l'Histoire locale ? Ou la circulation des espèces aquatiques ? Quelle valeur patrimoniale donne-t-on à chaque seuil ? Et quel écosystème préserver dans des milieux naturels qui se sont accommodés de ces « barrières » parfois depuis plus d'un siècle ?

Compatibilité économique et écologique : utopie ou réalité ?

Contre toute attente, une grande majorité des acteurs interrogés considèrent que les enjeux du SRCE sont compatibles avec des enjeux économiques et ce, quel que soit le profil des acteurs mobilisés (seulement 17% de retours négatifs sur ce point).

Pour certains, même si cela ne correspond pas à la majorité des avis, cela reste utopique. Pour d'autres, c'est une évidence, notamment les gestionnaires d'ILT qui voient dans les sujets TVB un potentiel économique fort. Dans leur cas, un projet de restauration des continuités écologiques correspond à 90% de génie civil pour 10% de génie écologique, ce qui répond pleinement à un besoin de relance économique.

Un paramètre reste inchangé quel que soit le type d'acteur socio-professionnel concerné : l'anticipation. La prise en compte des enjeux de continuité écologique le plus en amont possible dans tout type de projet garantit une cohérence et une intégration facilitée de ces questions.

La seconde clef de réussite dans la prise en compte de la TVB par les acteurs socio-professionnels est l'ouverture dont fera preuve chaque acteur. Des postures « non figées » permettent d'ouvrir le champ des possibles et développer des partenariats ouvrant vers des projets innovants dans lesquels la compatibilité entre enjeux économiques et écologiques est démontrée. La question la plus difficile reste encore d'identifier le relais le plus légitime pour chaque type d'acteurs pour porter

la mise en œuvre du SRCE. Comme pour d'autres types d'acteurs, le relais sur le terrain et donc l'animation territoriale qui est portée sur le sujet auprès des acteurs socio-professionnels constitue le paramètre qui fait la différence. Les territoires de PNR voient d'ailleurs se mettre en place un grand nombre de MAE en faveur de la préservation et la restauration de la TVB (cf. tableau actions annexe n°).

De façon globale, la gestion des corridors peut devenir un levier de développement économique de par l'approche multi-fonctionnelle que porte la question des Trames vertes et bleues (pastoralisme, gestion forestière, ...).

De nouveaux sujets émergents vont être porteurs de cette complémentarité qu'il est nécessaire encore de démontrer : les travaux sur la « trame sombre » aussi nommée « trame noire » dont un certain nombre d'acteurs naturalistes se saisissent va créer un pont entre enjeux écologiques et énergétiques. Les acteurs de l'énergie pourraient être les partenaires des projets TVB de demain.

Les acteurs socio-professionnels constituent un maillon important de déclinaison du SRCE sur le territoire. Aussi, on a pu constater que la sensibilisation des élus sur ce sujet est essentielle mais on observe également qu'elle n'est pas suffisante. Il est tout autant nécessaire de faire de la pédagogie auprès des propriétaires ou des acteurs en charge de la gestion, de la pratique associée à chaque parcelle pour s'assurer de la préservation concrète de la TVB sur le terrain. De par la diversité de profils, il convient également d'apporter des outils de sensibilisation et d'appropriation adaptés à chaque type d'acteurs.

Mais la mobilisation de ces acteurs implique de changer d'échelle de travail et d'aborder ces questions à l'échelle de la parcelle. Un accompagnement local est donc d'autant plus nécessaire à des échelles aussi fines. Aujourd'hui, des dynamiques d'animation se sont instaurées à l'attention des porteurs de documents d'urbanisme mais très peu, en comparaison, à l'échelle des propriétaires ou des acteurs socio-professionnels qui sont, eux aussi, des gestionnaires d'espace.

III-2-3-5. La mise en œuvre des SRCE par les établissements publics (de l'Etat et des collectivités territoriales) –Q3 ; Q8 ; Q10 ; Q11-

Pour ces acteurs, la mise en œuvre s'est plutôt retrouvée non pas dans le portage d'actions spécifiques mais plutôt dans l'appropriation du SRCE pour construire leur propre politique. En effet, on peut citer notamment le Conservatoire du Littoral qui a construit sa stratégie d'intervention foncière en s'appuyant d'une part sur la concertation et d'autre part sur les conclusions du SRCE Languedoc-Roussillon. Il a utilisé l'opportunité de la mobilisation de l'ensemble des acteurs autour d'un groupe de travail dédié au littoral lors de l'élaboration du SRCE pour mettre en place la concertation autour de sa stratégie d'intervention 2015-2050. Le Conservatoire du Littoral a donc pu notamment, définir ses futures zones d'intervention en cohérence avec les réservoirs de biodiversité identifiés par le SRCE.

Le cas particulier de l'Autorité environnementale et des DDT

L'autorité environnementale comme les DDT ont des positionnements spécifiques vis-à-vis de la mise en œuvre de la Trame verte et bleue sur le territoire.

La première représente le garant d'une prise en compte suffisamment ambitieuse de la Trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme qui se construisent sur le territoire régional. On peut constater qu'elle a assuré son rôle « d'alerte » puisqu'on voit ces dernières années une évolution visible de l'intégration des questions de continuités écologiques dans les documents d'urbanisme, que ce soit les SCoT ou les PLU. Pour autant, ce rôle de « senseur » peut parfois être décrié. Une traduction trop stricte de la cartographie régionale ne prenant pas en compte les adaptations liées au changement d'échelle peut entraîner le découragement des bonnes volontés locales.

Les DDT, quant à elles, sont en première ligne de la déclinaison locale puisqu'elles assurent l'appui des collectivités dans l'élaboration de leur document d'urbanisme,

notamment sur les questions de Trame verte et bleue. Mais elles se heurtent à des moyens de plus en plus limités. On observe alors des accompagnements à deux vitesses, en fonction des moyens alloués d'un département à un autre sur le sujet. Au-delà de ces problèmes de temps dédié, on se confronte à des niveaux de formations des agents très variables, liés à la fois au parcours même de chacun mais aussi aux formations dont ont pu bénéficier les agents. Ce paramètre se renforce avec le turn over des agents de l'Etat qui complexifie la montée en compétence des équipes dédiées à l'accompagnement sur la TVB. On le constate aujourd'hui sur le territoire de l'ancienne Région Languedoc-Roussillon qui avait investi dès l'approbation du SRCE dans la formation des DDT à l'utilisation de l'outil SRCE 3D. Aujourd'hui, on observe très peu de visibilité des DDT sur cet outil, les agents actuellement en poste sur ce sujet n'étant pas présent à l'époque de l'approbation.

Globalement, un constat unanime du travail des services de l'Etat est fait : un fonctionnement encore trop sectoriel qui ne répond pas toujours aux enjeux transversaux de la Trame verte et bleue.

III-2-3-6. La mise en œuvre des SRCE par les acteurs de la nature (acteurs de la protection de la nature, gestionnaires EN, scientifiques) –Q3 ; Q10-

Les acteurs de la protection de la nature, les gestionnaires d'espaces naturels ainsi que les scientifiques sont considérés ici comme les acteurs de la nature.

Le sujet des continuités écologiques n'est pas nouveau

Pour une grande part des acteurs de la nature interrogés, il n'y a pas eu d'effet « avant/ après » SRCE dans le sens où les experts de la nature s'étaient déjà saisis du sujet depuis de nombreuses années. Ces questions de continuités écologiques sont portées depuis longtemps par les experts de la nature, en particulier depuis la Directive Habitat de 1992 qui a fait évoluer la protection de la nature de la

préservation de l'espèce à la préservation de son milieu. Contrairement aux acteurs de l'aménagement, la TVB n'a pas été un sujet nouveau à intégrer dans leur projet.

Pourtant, la majeure partie de ces acteurs se sont saisis de ce sujet puisque près de 70% des acteurs ont répondu prendre en compte les questions de Trame verte et bleue dans leur politique de préservation de la biodiversité.

Une appropriation différente entre les deux SRCE

En Languedoc-Roussillon, le SRCE a été appréhendé comme un outil à l'attention des acteurs de l'aménagement et de l'urbanisme. Malgré une forte mobilisation lors de l'élaboration de ce schéma, les acteurs de la nature comme ceux de l'éducation à l'environnement ne se sont pas sentis concernés directement par sa mise en œuvre. Ils n'ont pas identifié de la part des copilotes de souhait qu'ils se positionnent en tant que relais local de la déclinaison de la Trame verte et bleue. Aussi, les actions portées par ce réseau d'acteurs suite à l'approbation du SRCE en a été l'illustration : très peu de programmes d'actions ont été construits pour répondre au PAS du SRCE. Seuls quelques structures se sont clairement positionnées en ce sens, comme par exemple le Pôle Lagune qui a défini son plan d'action 2015 et 2016 au regard de la mise en œuvre du SRCE (cf. annexe n°11). Les acteurs l'ont bien sûr identifié comme un document de référence régional mais ne s'en sont pas saisi pour autant.

Les acteurs scientifiques, également très mobilisés autour de la construction du SRCE, n'ont pas non plus trouvé leur place dans cette mise en œuvre.

Cela ne veut pas dire que des actions en faveur des continuités écologiques ne se sont pas organisées sur le territoire de Languedoc-Roussillon, bien au contraire. Le recensement des actions réalisé démontre la diversité des actions portées en faveur des continuités écologiques (cf. § III.2.1. et tableau actions en annexe n°11). Les acteurs ne les ont simplement pas liées de façon explicite au SRCE en vigueur. Cet état des lieux met aussi en avant l'effort porté sur l'enjeu de continuités écologiques des cours d'eau et des milieux humides défini dans le PAS du SRCE LR. Cela grâce au dispositif FEDER 6d qui a ouvert les financements aux projets

d'investissement qui répondaient donc pleinement aux travaux de restauration de la trame bleue (cf. § III.2.2.).

En Midi-Pyrénées, les principaux acteurs de la nature se sont saisis du SRCE comme un outil qui venait légitimer, donner un cadre réglementaire supplémentaire à leurs actions. Ils ont ainsi répondu positivement aux dispositifs mis en place de façon spécifique par la Région Midi-Pyrénées et se sont positionnés comme porteurs de projets de Plans de gestion de sous-trames ou de Contrats de restauration biodiversité notamment. Les acteurs de l'éducation à l'environnement ont, quant à eux, mobilisé des moyens pour organiser de véritables programmes de sensibilisation de tous les publics à la TVB à l'échelle régionale. La majorité des actions portées par les acteurs naturalistes sur la TVB se sont construites sous le prisme de l'approche sous-trames du SRCE. Cela a apporté de la cohérence et de la lisibilité aux différentes actions, même si ces nouvelles « règles du jeu » ont demandé un fort investissement tant de la part des porteurs de projet que des services instructeurs de la Région. Mais *in fine*, cela a fait émerger de nombreux projets innovants et des collaborations nouvelles très prometteuses en termes d'ouverture de la TVB au plus grand nombre (cf. § III.2.1.). Certains acteurs, notamment ceux axés sur la connaissance, constatent que la dynamique SRCE les a fait évoluer dans leur mode de faire, les ouvrant à des approches plus systémiques. De façon générale, cette approche de travail par sous-trame a été très bien perçue par les acteurs de la nature comme par les scientifiques.

Certains acteurs naturalistes font le parallèle entre le SRCE et la politique ZNIEFF. Cette dernière, portée depuis plus de deux décennies, a dû passer par une longue période de contentieux à l'échelle des projets d'aménagement avant une prise en compte plus systématique au niveau du document d'urbanisme. Le SRCE a très probablement bénéficié de cette expérience mais a également aidé à cette amélioration de la prise en compte. En intégrant les ZNIEFF (de type I principalement) comme les autres périmètres de protection (comme les APB ou les Réserves) sous un même vocable de « Réservoir », il a simplifié l'approche de la préservation de la nature qui peut paraître obscure et représenter un « mille-feuilles » de protection pour les aménageurs.

Le SRCE : une vitrine pour les enjeux de biodiversité

De façon unanime, en Languedoc-Roussillon comme en Midi-Pyrénées, les acteurs reconnaissent au SRCE un réel pouvoir de « communication ». Il a permis d'une part de poser un vocabulaire simple, spécifique et partagé sur des notions d'experts. D'autre part, il a porté un affichage, a offert une vitrine au sujet des continuités écologiques auprès de l'ensemble des acteurs du territoire régional. Cela a donné une réelle légitimité aux enjeux de biodiversité vis-à-vis des « non experts » de la nature. Il a « ouvert » à la société civile un sujet jusque-là réservé au débat d'expert. Il a permis ainsi à tous les acteurs d'un territoire de s'en saisir, notamment les aménageurs.

En cela, il a constitué un réel levier de travail pour les acteurs naturalistes dans leur relation avec les autres acteurs du territoire. Force est de constater sur le terrain : aujourd'hui, les structures naturalistes locales sont identifiées et sollicitées régulièrement par les acteurs de l'aménagement pour apporter de l'expertise sur ce sujet dans les projets de territoire.

L'accès à la donnée, toujours un sujet central

La question de l'acquisition et de la mise à disposition de la donnée reste un sujet d'inquiétude pour les acteurs de la nature. Notamment sur les questions de continuités écologiques où certains s'interrogent sur les données disponibles aujourd'hui pour définir un état des lieux des continuités écologiques régionales. En effet, les données exploitées pour réaliser les diagnostics des SRCE n'ont pas été initialement produites dans cette perspective. La question de la pertinence de ces données pour un tel usage se pose : avons-nous suffisamment de connaissances pour définir un tel diagnostic ?

La réalisation des diagnostics des SRCE a mis en lumière le manque de connaissance sur un certain nombre de sous-trames. Ce qui a justifié un volet de financement dédié à l'amélioration et la valorisation des connaissances, notamment en Midi-Pyrénées. Mais un écueil est relevé par les porteurs de projet dédiés à la connaissance : la pérennité des dispositifs de financement pour des projets d'amélioration de la connaissance qui doivent s'étendre sur plusieurs années pour

Bilan des SRCE d'Occitanie

IRSTEA – V. Ventre ; J. Amsellem

Octobre 2018

être pertinents. Quid de cette pérennité dans un contexte de baisse des finances publiques ? Certains outils pourtant reconnus pour leur efficacité sur le terrain risquent d'en faire les frais comme par exemple les Atlas de la biodiversité communale.

Globalement, l'organisation de la donnée à l'échelle régionale et sa mise à disposition auprès de l'ensemble des acteurs restent encore à optimiser.

Un contexte peu favorable après l'approbation et pourtant...

Ce problème de changement de dynamique, la fusion des Régions en est une illustration claire en Occitanie. Comme d'autres acteurs l'ont relevé, les acteurs de la nature constatent la concomitance de l'approbation des SRCE avec la fusion des Régions qui a marqué un frein dans la dynamique lancée lors de l'élaboration de ces schémas.

Les acteurs de la nature déplorent le changement trop fréquent de la réglementation et du cadre législatif qui ne laisse pas le temps aux projets, aux politiques de porter leurs fruits sur le terrain.

Ce contexte, peu favorable au maintien des dynamiques en place, s'est observé également dans l'organisation de travail des structures naturalistes qui doivent également se réorganiser à l'échelle de la nouvelle Région. On observe pourtant un effet levier des initiatives lancées sur les différents territoires comme par exemple l'URCPIE qui se saisit de la sensibilisation sur la TVB à l'échelle d'Occitanie ou encore l'AFAHC qui voit émerger des associations de planteurs de haies sur de nouveaux départements.

III-2-3-7. Focus sur les acteurs de l'eau –Q3 ; Q9-

Les acteurs de l'eau sont les premiers concernés par la mise en œuvre de la trame bleue et plus particulièrement sa restauration. Pour cela, les syndicats de bassin, porteurs de SAGE ou de contrats de rivière sont en première ligne sur le terrain.

Malgré ce constat, pour la quasi-totalité des acteurs de l'eau, leur document de référence reste le SDAGE. Ce qui s'entend étant donné que les questions de continuités écologiques ne concernent qu'une partie de leurs champs de compétence. Mais ils retrouvent une complète cohérence entre ces deux documents-cadres puisque la majorité des acteurs considèrent les enjeux du SRCE et du SDAGE (85% de réponses positives de la part des acteurs qui ont répondu à cette question). A juste titre, puisque l'élaboration du SRCE s'est appuyé sur le SDAGE 2010-2015 et que le SDAGE 2016-2021 a répondu au SRCE en vigueur.

Les acteurs de l'eau reconnaissent que le SRCE apporte une vraie complémentarité à la politique portée par le SDAGE. Le mauvais état des masses d'eau est souvent lié à des questions d'hydromorphologie. Ainsi, avec leurs enjeux de préservation et de restauration des continuités longitudinales des cours d'eau, les deux SRCE en vigueur contribuent à l'atteinte du bon état des masses d'eau porté par la DCE et le SDAGE.

Eau et biodiversité, des enjeux bientôt indissociables

SRCE : un argument supplémentaire pour les politiques de préservation de l'eau

Comme pour les acteurs de la nature, le SRCE est venu renforcer le cadre législatif sur lequel s'appuyaient les acteurs de l'eau pour mettre en œuvre leurs actions sur le terrain. Il apporte une légitimité supplémentaire.

S'ajoute à cela, une réelle portée pédagogique dont bénéficie le SRCE, notamment auprès des porteurs de documents d'urbanisme. Les acteurs de l'eau s'accordent à dire que le SRCE a su porter les enjeux de continuités écologiques du SDAGE auprès des élus de façon plus efficace que le SDAGE lui-même. Le SRCE n'a pas fait évoluer

l'approche sur les continuités de la trame bleue que pouvaient porter les acteurs de l'eau sur les territoires mais a su « ouvrir » le sujet à d'autres acteurs comme les urbanistes. Il a ainsi facilité le travail de sensibilisation portés par les acteurs de l'eau concernant la trame bleue sur le terrain.

Cette complémentarité des enjeux portés par le SDAGE et le SRCE permet d'adapter le discours en fonction de la cible : pour des acteurs plutôt liés à l'eau, les enjeux du SDAGE seront mis en avant alors que pour d'autres types d'acteur, les enjeux du SRCE seront plus porteurs. Cela permet également de faire le lien avec le volet multi fonctionnel de la TVB et notamment avec le volet risque porté par le SDAGE. On portera ainsi sur les territoires, un discours transversal et non sectoriel qui répond plus aux préoccupations locales des élus.

SRCE : levier de préservation des ZH

Cette valeur ajoutée du SRCE auprès des porteurs de documents d'urbanisme s'illustre particulièrement sur le sujet des zones humides.

Autant en ce qui concerne la préservation des cours d'eau, les attentes des acteurs de l'eau vis-à-vis du SRCE étaient assez faibles, étant donné que le classement des cours d'eau était en marche. Tant pour la préservation des zones humides, les espérances étaient plus grandes. Certes, l'échelle régionale n'est pas adaptée à la mise en avant de cet enjeu mais il a été largement porté dans les diagnostics et les enjeux des deux SRCE jusqu'à leurs Plans d'actions. Ainsi, la prise en compte du SRCE à l'échelle locale, que ce soit au niveau des SCoT comme des PLU(i) implique une prise en compte effective des zones humides. En cela, le SRCE a été un véritable levier dans la préservation des zones humides car a pu avoir un effet direct sur le foncier et le petit parcellaire associé à ces milieux via les PLU. Certains SCoT déclinent donc cette prise en compte en demandant l'identification de ces milieux à l'échelle du PLU, ce qui répond à une des principales problématiques associées à cet enjeu : l'amélioration de la connaissance. Ainsi, nombre de PLU ont investi ce sujet et ont réalisé des inventaires précis sur leur territoire. La prise en compte du SRCE a été un argument supplémentaire pour se saisir de ce sujet nécessitant une

implication locale. Il a aidé les acteurs de l'eau à faire prendre conscience de l'importance de cet enjeu aux élus locaux.

La continuité latérale des cours d'eau : un nouvel enjeu

La notion de trame bleue est celle qui a été le plus facilement appropriée par les acteurs, notamment de l'aménagement. En effet, la continuité longitudinale des cours d'eau est une illustration assez claire de la notion de Trame verte et bleue. Même si le travail sur les trames bleues a soulevé quelques tensions notamment lors des travaux sur le classement des cours d'eau (sur lequel se sont appuyés les SRCE), ce sujet est globalement plus rapidement approprié par les élus.

La réelle innovation sur les questions de préservation des milieux aquatiques, déjà bien outillées, concerne la notion de continuité latérale. Le SRCE a permis de faire un focus non pas uniquement sur le cours d'eau lui-même mais également sur les milieux adjacents et appréhender les milieux aquatiques et humides comme un réseau d'espaces devant rester connectés. C'est en cela que la notion de « trame bleue » prend tout son sens. Aussi, les élus ont commencé à être mobilisés sur les questions d'« espaces de mobilité des cours d'eau », de gestion des abords immédiats des cours d'eau.

Ce sujet, véritable trait d'union entre trame verte et trame bleue est un sujet porteur pour les élus locaux car rejoint directement les questions de gestion de l'eau et de risque inondation.

En Languedoc-Roussillon, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est saisie de ce sujet en lançant le concept de « trame turquoise » qui représente l'ensemble de ces milieux spécifiques situés entre trame verte et trame bleue. Elle a ainsi lancé depuis 2016 un appel à projet « Initiative en faveur de la biodiversité » qui concerne cette nouvelle approche « Eau/ Biodiversité ». Cet appel à projet concerne des projets sur la reconquête de la biodiversité des milieux aquatiques mais aussi des milieux terrestres imbriqués dans des mosaïques d'habitats humides ou utiles à la préservation de la ressource en eau. Les projets retenus devront

concourir à la mise en œuvre du SDAGE, du PAMM et des SRCE en vigueur sur le bassin Rhône Méditerranée Corse.

Cette approche apporte de la cohérence dans la gestion des milieux terrestres et aquatiques et ouvre des portes aux porteurs de projets et gestionnaires de milieux pour proposer des projets plus pertinents pour la gestion intégrée des milieux.

Cette logique crée des liens avec les politiques en marche sur les questions d'inondation et va pouvoir aider à la cohérence dans l'aménagement du territoire avec les nouvelles compétences des EPCI sur la GEMAPI.

Les acteurs de l'eau : de véritables relais locaux pour la TVB

Une réelle appropriation

Les acteurs de l'eau, les syndicats de bassin comme les agences, ne se sont pas réellement acculturés de la Trame verte et bleue dans le sens où ils ne se sont pas appropriés le vocable associé au SRCE.

Pourtant, on constate sur le terrain que ces acteurs de l'eau, mobilisés dès l'élaboration des SRCE, sont totalement partie prenante de cette mise en œuvre. Plusieurs porteurs de SAGE se sont rapprochés des acteurs de l'urbanisme en se positionnant comme acteurs relais de l'eau et de la trame bleue. Ils mettent à disposition leur connaissance locale, comme les données sur les espaces de mobilité des cours d'eau. Certains travaillent étroitement avec les porteurs de SCoT ou de PLUI étant identifiés par ces derniers comme Personne Publique Associée (PPA) dans le cadre de l'élaboration de ces documents de planification (comme par exemple le Syndicat Mixte du Bassin de la Rance et du Célé). D'autres réalisent des

guides de déclinaison¹⁸ de leur SAGE dans les documents d'urbanisme comme le porteur du SAGE Adour amont.

L'EPTB Vistre a, quant à lui, fait délibérer son comité syndical pour officialiser sa position d'« organisme compétent en matière d'environnement » auprès des porteurs de PLU et a mobilisé des moyens pour créer un poste d'urbaniste au sein de son équipe. Cette montée en compétence a permis de réaliser des outils d'aide à la décision¹⁹ à l'attention des aménageurs proposant notamment des rédactions-types de règles pour assurer la préservation de la trame bleue dans les documents d'urbanisme.

Cette évolution du champ de compétences de ces acteurs est une opportunité pour une meilleure préservation de l'eau. Cela leur permet d'interagir sur des problématiques non directement liées à l'eau mais qui pourtant ont des conséquences fortes sur sa qualité, comme l'érosion des sols.

Les syndicats de bassin ont donc une place à prendre dans le panel des acteurs portant la déclinaison de la TVB sur les territoires. Certains s'en sont saisis ; pour d'autres, il convient encore de gagner en légitimité.

En Languedoc-Roussillon, les acteurs de l'eau se sont fortement mobilisés autour de la restauration de la trame bleue. En effet, près de 500 actions ont pu être relevées lors de ce bilan, des actions qui ont pu se mettre en place sur plusieurs années. Cela correspond à la ligne FEDER 6d adaptée aux dépenses d'investissement. Cela a permis un réel essor sur cette thématique sur le volet de la restauration.

Les agences de l'eau : de nouveaux acteurs de la biodiversité

Le SRCE a été précurseur de l'évolution législative observée aujourd'hui en créant un lien étroit entre les enjeux « Eau » et les enjeux « Biodiversité ».

La Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 (LOI n° 20161087) a réorganisé les politiques de l'eau et des milieux aquatiques. Elle a notamment étendu le champ de compétence des agences de l'eau vers la biodiversité. En complément de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, les agences peuvent désormais soutenir des actions concernant le milieu marin et la biodiversité. Elles peuvent donc notamment contribuer à la connaissance, la préservation de la biodiversité terrestre et marine dans le cadre des stratégies nationales et régionales pour la biodiversité. Ainsi les agences se saisissent de ce nouveau sujet : L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse porte des appels à projets sur la « Trame turquoise » (cf. plus haut). L'Agence de l'Eau Adour-Garonne met à disposition des guides méthodologiques (2010, 2018) sur l'intégration de l'eau et notamment de la trame bleue dans les documents d'urbanisme.

Cette nouvelle dynamique légitime d'autant les acteurs de l'eau dans leur rôle d'appui local à la déclinaison des questions de continuités écologiques.

Les agences de l'eau de la Région Occitanie font d'ailleurs partie du Quintet constitué pour préfigurer la gouvernance de l'Agence Régionale de la Biodiversité en émergence en Occitanie.

Une complémentarité dans les financements jusqu'à quand ?

L'appropriation des enjeux liés aux milieux aquatiques par le SRCE ouvre un potentiel de financements jusque-là difficile à mobiliser : les agences de l'eau ne sont plus les seules sources de financement, la Région peut aussi se mobiliser via la préservation et la restauration de la trame bleue.

Un certain nombre d'acteurs interrogés relèvent l'opportunité de mobiliser ces deux principaux financeurs sur des actions de préservation des sous-trames cours

¹⁸ Guide « Assurer la compatibilité des documents d'urbanisme avec les SAGE – Prise en compte des SAGE Adour amont et SAGE Midouze » Insitution Adour – mars 2017

¹⁹ Note méthodologique à l'attention des PLU en annexe n°13

d'eau et milieux aquatiques et humides. Cela ouvre le champ des possibles pour de nouveaux projets avec plus d'envergure. Mais jusqu'à quand ?

Certains s'inquiètent dans le même temps sur la pérennité des financements. On l'observe déjà avec l'arrêt des financements des diagnostics « Eau » des documents d'urbanisme par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. La préparation du 11è programme et la diminution significative des moyens des agences de l'eau fait planer la crainte de la disparition de certains dispositifs comme le financement de la gestion et la préservation des ripisylves ou encore l'incitation financière à la mise en œuvre d'actions coordonnées entre plusieurs propriétaires de restauration de la continuité.

III-2-4. Une dynamique de réseau autour de la mise en œuvre des SRCE ? Des acteurs relais ? –Q13-

III-2-4-1. Une structuration très différente entre les deux régions, liée aux outils déployés

A la question « Y a-t-il un réseau d'acteurs qui se forme autour de la question des continuités écologiques ? », une petite majorité se prononce pour le « Non » (55%) mais le sujet fait débat (28% de réponses positives contre 17% de retours partagés). Et surtout, malgré une organisation sur le terrain très différente entre les deux anciennes régions, les retours sur ce point sont communs. Cela s'explique notamment de par la définition que l'on donne à la notion de « réseau » car près de 70% des structures interrogées déclarent échanger avec d'autres structures sur les questions de continuités écologiques. Ces retours disparates sont symptomatiques de l'absence d'un réseau clair et identifié à l'échelle régionale.

Alors même que les dispositifs portés par la Région Midi-Pyrénées poussaient, voire obligeaient à travailler ensemble, et à l'échelle régionale sur la question, les acteurs restent prudents quant à parler de réseau autour de la TVB. Les acteurs de Midi-Pyrénées vont s'accorder sur une notion de « réseau d'opportunité » ou de « réseau de projet ». Sur le terrain, s'organisent effectivement des partenariats autour des différentes sous-trames. Et cela en réponse aux critères de financement posés par la Région, notamment avec le dispositif PGST (cf. § III.2.2.). Les acteurs de la nature en particulier, vont donc construire des projets communs d'amélioration de la connaissance, de préservation des différentes sous-trames. Mais cela s'organise à l'opportunité. Certains acteurs manqueront à l'appel de ces projets faute d'information sur ce qui se fait.

Les échanges entre les acteurs se limitent donc fortement à la construction puis la mise en œuvre du projet qui les lie.

En Languedoc-Roussillon, en l'absence de dispositif qui incitait au montage de projet commun, les acteurs n'ont pas fait évoluer leurs modes de faire après l'approbation du SRCE. Chacun s'est saisi de ce sujet en fonction de l'appropriation qui lui était propre. Aussi, des projets « individuels » ont pu émerger plus ou moins identifiés comme participant à la mise en œuvre de ce schéma. Seuls les acteurs déjà impliqués dans des dynamiques de réseau (Pôle Lagune, Réseau des réserves) ont échangé ensemble sur la TVB comme sur les autres sujets de biodiversité.

Le réseau, sur ce territoire, s'est fortement organisé autour de la séquence ERC (Eviter- Réduire- Compenser). Cette approche ayant été intimement liée à la construction du SRCE, elle a constitué une dynamique de travail efficace qui a mobilisé plus d'une centaine de structures pluridisciplinaires autour de ce sujet qui a fait écho à la dynamique de concertation portée pour l'élaboration du SRCE entre 2013 et 2015 (cf. § III-2-1-3).

De ces travaux a émergé une Communauté de travail mise en place et co-animée par l'Etat et la Région : la Communauté Régionale ERC d'Occitanie (CRERCO) qui dénombre aujourd'hui près de 200 structures mobilisées à l'échelle d'Occitanie.

De nouvelles collaborations ont émergé de la mise en œuvre du SRCE en particulier entre acteurs naturalistes et urbanistes. Les collectivités ont pris de nouveaux réflexes dans la mobilisation des experts locaux pour les appuyer dans la construction de leur document d'urbanisme. De même, certains gestionnaires de milieux mobilisent les acteurs de l'urbanisme, comme les agences d'urbanisme, dans leurs groupes de travail ou comités de pilotage de certains projets. On observe la même évolution avec la mobilisation de plus en plus fréquente des acteurs de l'eau sur ces sujets d'aménagement du territoire.

Entre acteurs de la nature, les partenariats n'ont pas foncièrement changé. Par contre, des rapprochements se font entre acteurs jusque peu enclin à collaborer : les acteurs naturalistes avec les chasseurs ou les agriculteurs. Avec l'entrée du concept de « nature ordinaire » dans la préservation de la biodiversité, chasseurs et naturaliste, notamment ont trouvé un sujet de collaboration efficace où chacun apporte une expertise complémentaire.

Bilan des SRCE d'Occitanie

Les acteurs de la Recherche, également, constatent que le sujet TVB les a ouverts à de nouvelles collaborations avec d'autres acteurs scientifiques.

Un réseau de travail s'organise autour de la trame bleue réunissant DREAL, Agences de l'eau, AFB, Agences techniques de bassin, services techniques de bassin. Mais qui demande à être optimisé car certains acteurs de l'eau se retrouvent encore isolés.

On observe que le sujet des continuités écologiques est un réel catalyseur pour fédérer les acteurs d'un territoire autour d'un sujet commun de façon transversale.

Par contre, sur le terrain, on constate qu'une dynamique de réseau portée par les acteurs eux-mêmes sans avoir de mission dédiée pour cela, s'essouffle malgré tout l'intérêt porté par les participants et l'utilité que chacun peut en tirer. Beaucoup d'exemples le démontrent, le plus souvent, faute de temps et de moyens humains à y consacrer. Un réseau efficace nécessite une dynamique d'animation dédiée et clairement identifiée et légitimée par tous les acteurs.

Mais il existe également un réseau « Contre » la TVB (certains agriculteurs, propriétaires de moulins...) qu'il est important de ne pas négliger. Il est même certainement nécessaire de le mobiliser dans les cibles de sensibilisation à prioriser afin de réussir à décliner la TVB sur l'ensemble du territoire régional.

III-2-4-2. Une attente commune d'une réelle dynamique de réseau

Malgré l'existence d'un nombre quelque peu conséquent de réseaux autour de la biodiversité, les acteurs des deux ex- Régions souhaitent voir s'organiser une dynamique de réseau autour de la Trame verte et bleue. Il s'agit de passer d'un réseau de projet à un véritable réseau d'échelle régionale qui permette d'apporter de la visibilité sur ce qui se fait, avec un réel retour d'expérience. Mais aussi retrouver la dynamique de travail transversale qui s'était installée lors de l'élaboration des SRCE.

IRSTEA – V. Ventre ; J. Amsellem

Octobre 2018

Les acteurs attendent de ce « nouveau » réseau d'ouvrir les débats et les échanges au-delà des stricts acteurs de la biodiversité. L'idée est d'utiliser l'approche pluridisciplinaire et multifonctionnelle caractéristique des questions de Trame verte et bleue pour mobiliser des acteurs aux profils très divers (naturalistes, urbanistes, agriculteurs, professionnels de EnR, chasseurs, carriers, etc.) autour d'un sujet commun.

Certains voient en la nouvelle Région Occitanie, une opportunité de développement d'une nouvelle dynamique qui peut s'inspirer des bonnes expériences mises en œuvre dans les deux anciennes régions (URCPIE, InterCATZH, RGEN) ou des dynamiques de travail portées lors de l'élaboration des deux SRCE (Journées techniques à destination des porteurs de documents de planification, dynamique de travail autour de la sous-trame agricole...). Mais une dynamique de réseau à l'échelle régionale nécessite qu'on y associe des moyens d'animation adaptés.

III-2-4-3. Un acteur-relais ou des acteurs-relais

L'identification d'un acteur-relais légitime sur la TVB à l'échelle du territoire régional n'est pas chose aisée.

Pour leur périmètre, les PNR apparaissent de façon quasi-unanime comme les référents sur les sujets de continuités écologiques. Sur le reste du territoire régional, les retours sont assez divers et représentatifs d'un tissu d'acteurs très varié.

Certains voient non pas un acteur-relais mais un consortium d'acteurs pluridisciplinaires qui apporte une expertise globale sur la TVB, à l'image de ce qui a déjà pu être expérimenté dans certains projets sur la mise en œuvre du SRCE.

Ce rôle de relais est appréhendé à différentes échelles de territoire : le plus souvent, ce seront les échelles départementales et régionales qui seront citées.

Enfin, les nouvelles instances en place sur le territoire d'Occitanie comme l'Agence Française pour la Biodiversité et l'Agence Régionale de la Biodiversité représentent aux yeux des acteurs, des opportunités pour faire émerger un acteur référent sur la biodiversité et la TVB en particulier.

III-3. Volet Suivi - Evaluation

Les deux anciennes régions ont eu des approches très différentes sur le volet Suivi- Evaluation de leur SRCE.

III-3-1. Midi-Pyrénées, une démarche axée sur les indicateurs

Même si l'ex-Région Midi-Pyrénées a posé le contexte du suivi-évaluation d'un document-cadre tel que le SRCE et rappelé en quoi consiste une évaluation *ex-post* à 6 ans, elle a centré la construction de ce volet du SRCE autour de la définition des indicateurs. Ces indicateurs sont de deux niveaux :

- des indicateurs de contexte,
- des indicateurs de suivi.

Ils peuvent être de trois types : Etat (E), Pression (P), Réponse (R). Ils peuvent correspondre pour tout ou partie à des indicateurs nationaux.

On y retrouve ainsi la définition de 4 indicateurs de contexte :

Code fiche	Type	Intitulé	Cartographie (oui/non)	source	Valeur initiale
SRCE1	P	Superficie des sols artificialisés en Midi- Pyrénées		INSEE	T0 pour l'ensemble du territoire régional (cf- fiche descriptive SRCE1 ci-après)
SRCE2	E (RC)	Nombre et surface des réservoirs de biodiversité de la trame verte à préserver		Cartographie du SRCE OCS-GE	T0 pour 6 sous-trames vertes (cf- fiche descriptive SRCE2 ci-après)
SRCE3	E (RC)	Linéaire de réservoirs de biodiversité de la trame bleue à préserver ou à remettre en bon état		Cartographie du SRCE OCS-GE	T0 pour la sous-trame cours d'eau (cf- fiche descriptive SRCE3 ci-après)
SRCE4	P (OS1)	Part du territoire régional par type d'occupation du sol	oui	Corine Land Cover Occupation du Sol à Grande Echelle (OCS-GE)	T0 pour 5 types d'occupation du sol et 3 secteurs géographiques (cf- fiche descriptive SRCE4 ci- après)

Tableau n°6 : Liste des indicateurs relatifs à l'état et à la pression exercée sur la TVB régionale
– Source : SRCE MP – Le dispositif de suivi – Page 389

Chacun de ces indicateurs correspond à une fiche descriptive (sur le modèle des fiches indicateurs développées par les observatoires) détaillée présentant :

- La description de l'indicateur,
- Les données nécessaires à son calcul et les sources associées,
- La méthode de construction de l'indicateur précisant les limites d'interprétation,
- Le résultat chiffré et/ ou cartographique,
- L'interprétation du résultat,
- La fréquence de mise à jour,
- Un encart « pour aller plus loin »

Ces indicateurs et leur fiches descriptives ont été proposées par l'Observatoire de la Biodiversité de Midi-Pyrénées (OBMP) alors en émergence.

A cela, s'ajoute une liste de 11 indicateurs de suivi (cf. tableau annexe n°14), correspondant à des indicateurs de réponse. Ils sont organisés pour répondre aux différents axes stratégiques du Plan d'action, soit :

- 1 indicateur dédié à l'Axe A « Amélioration des connaissances »,
- 1 indicateur dédié à l'Axe B « Intégration de la TVB dans les différentes échelles de planification du territoire,
- 3 indicateurs pour suivre l'axe C « Amélioration de la perméabilité des obstacles aux continuités écologiques,
- 3 indicateurs pour l'Axe D « Conciliation entre activités économiques et TVB »,
- 2 indicateurs pour l'axe E « Soutien des acteurs et des territoires dans la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques »,
- 1 indicateur sur l'axe F « Partage de la connaissance »

Un tableau récapitulatif (cf. annexe n°14) reprend les informations suivantes pour chaque indicateur :

- Le thème de référence (Axe) du PAS associé,
- Le type d'indicateur (E/P/R),
- L'indicateur national de référence quand il existe,

- L'intitulé de l'indicateur,
- La description de ce dernier,
- L'information sur la présence d'une illustration cartographique ou pas,
- Les sources nécessaires pour son calcul,
- La fréquence de mise à jour,
- La valeur initiale calculée pour le t0.

L'absence d'exercice de questionnement évaluatif entraîne une concentration de l'analyse sur les chiffres disponibles. Or, ces indicateurs ne sont rattachés à aucune question évaluative et sont donc difficilement exploitables pour évaluer l'effet de la mise en œuvre du SRCE.

Une réelle mise en œuvre de ce dispositif de suivi n'a pas pu s'installer sur le territoire de Midi-Pyrénées. Par contre, les indicateurs de contexte ont été suivis par l'Observatoire de la biodiversité de Midi-Pyrénées qui a réalisé un T₀ à partir des données disponibles en 2014. Il les a également actualisés fin 2016 avec l'édition d'une plaquette « La biodiversité en Midi-Pyrénées, un patrimoine riche à préserver ».

III-3-2. Languedoc-Roussillon, une démarche d'évaluation plus exhaustive

La Région Languedoc-Roussillon a participé aux travaux²⁰ du Groupe de travail national « Suivi et évaluation des SRCE » piloté par le Ministère chargé de l'Ecologie et l'Irstea.

Elle a donc mis en place son propre dispositif de suivi et évaluation selon le modèle préconisé à l'échelle nationale, c'est-à-dire autour de 4 grandes étapes :

- Détermination des questions évaluatives qui guident l'évaluation du SRCE, à partir des objectifs du SRCE,
- Identification des indicateurs et des analyses qualitatives qui permettent de répondre aux questions évaluatives,
- Renseignement des indicateurs tout au long de la mise en œuvre du SRCE,
- Evaluation régulière et réponse aux questions évaluatives.

Cette démarche correspond pleinement à une logique d'évaluation *ex post* des politiques publiques.

La construction des questions évaluatives s'est donc appuyée sur les 5 grands objectifs portés par le SRCE Languedoc-Roussillon :

- 4 questions dédiées à l'objectif « Contribuer à la préservation et la remise en état des continuités écologiques régionales, en prenant en compte les activités humaines » ;
- 2 questions rattachées à l'objectif « Contribuer aux enjeux de cohérence nationale de la Trame verte et bleue » ;
- 1 question relative à l'objectif « Organiser les mesures et actions pour l'atteinte des objectifs du SRCE » ;
- 2 questions liées à l'objectif « Contribuer à l'intégration de l'enjeu de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques dans les politiques d'aménagement et de gestion du territoire » ;
- 3 questions relatives à l'objectif « Faciliter l'appropriation des enjeux de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques par les acteurs locaux et favoriser leur participation à la mise en œuvre du SRCE ».

Soit un total de 12 questions évaluatives devant permettre de mesurer :

- d'une part la pertinence du SRCE, notamment par rapport à la réponse qu'il apporte aux enjeux du territoire,
- d'autre part l'efficacité du SRCE, qui permet de juger les résultats atteints,

²⁰ MEDDE, nov. 2013. *Propositions pour le dispositif de suivi et d'évaluation d'un schéma régional de cohérence écologique*, MEDDE, Irstea, TETIS, ONEMA, MNHN.

- mais aussi l'efficacité, qui pose la même question au regard des moyens mis à disposition,

- et enfin, l'impact et les effets du SRCE sur le territoire, c'est-à-dire le niveau de changements induits par la mise en œuvre du SRCE.

La démarche portée par l'ex-Région Languedoc-Roussillon répond entièrement aux enjeux portés par une évaluation *ex post*. Aussi, le bilan réalisé aujourd'hui a repris les questions évaluatives proposées dans le SRCE Languedoc-Roussillon pour réaliser le questionnaire d'enquête auprès des acteurs de la nouvelle région Occitanie.

Vingt indicateurs de suivi ont été définis pour apporter des éléments de réponse à ces questions évaluatives. Certains peuvent répondre à plusieurs questions évaluatives. A contrario, certaines questions doivent être complétées, au-delà du calcul d'indicateur, par une analyse qualitative. Ces analyses qualitatives sont proposées pour six questions évaluatives.

Un tableau récapitulatif (cf. annexe n°15) reprend la corrélation « objectif> question évaluative > indicateur » ainsi que l'ensemble des métadonnées associées à chaque indicateur telles que :

- la nature de l'indicateur,
- la catégorie de l'indicateur (Etat/ Pression/ Réponse),
- la source des données nécessaires au calcul de l'indicateur,
- la fréquence de suivi,
- les sous- trames et actions associées,

Le dispositif de suivi-évaluation a donc bien été défini en Languedoc-Roussillon. Cependant, avec la fusion des Régions et l'arrivée du Sradet, les équipes régionales n'ont pas pu investir de temps dans la mise en place de ce dispositif.

III-3-3. Corrélation des deux démarches

Un certain nombre d'indicateurs sont communs aux deux SRCE ou sont proches :

Bilan des SRCE d'Occitanie

IRSTEA – V. Ventre ; J. Amsalleme

Octobre 2018

Indicateurs SRCE Midi-Pyrénées	Indicateurs SRCE Languedoc-Roussillon
Ind « SRCE 2 » – Nombre et surface des réservoirs de biodiversité de la trame verte à préserver	Ind. 1 : Nombre et surface des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques du SRCE par sous- trame
Nombre et localisation des restaurations de continuités écologiques de la trame verte à compter de l'adoption du SRCE*	Ind. 6 – Nombre d'ouvrages ou d'aménagements améliorant la perméabilité des infrastructures linéaires existantes*
Ind « SRCE 4 » - Part du territoire régional par type d'occupation du sol	Ind 7 : Surface et part du territoire par type d'occupation du sol
Ind national « AGRI-2 »- Surfaces concernées par les MAE contribuant à la préservation ou la remise en bon état des éléments de TVB	Ind 8 – Nombre de MAEC (en surface) favorables au maintien de la TVB
Ind. National « ACT1-EAU » - Part des ouvrages des cours d'eau en liste 2 rendus perméables à la continuité écologique sur le nombre total d'ouvrages situés sur les cours d'eau classés en liste 2.	Ind 10 – Nombre de projets visant la restauration des continuités écologiques aquatiques*
Nombre et superficie des territoires boisés qui bénéficient d'un document de gestion (ex : charte forestière) intégrant les continuités écologiques.	Ind. 11 – Surface et part de forêts présentant des garanties de gestion durable (plan de gestion, label, etc.)
Ind national « URBA1 »- Proportion de documents	Ind. 16 –Nombre et part de documents de planification ou

d'urbanisme intercommunaux approuvés prenant en compte les continuités écologiques au sens de l'art. L. 121-1 du CU. ²¹	d'aménagement du territoire révisés ou modifiés en prenant en compte le SRCE*
Nombre et liste des projets liés à l'amélioration de la connaissance sur la TVB accompagnés par les pilotes à compter de l'adoption du SRCE.*	Ind 18 – Nombre d'actions ou de projets améliorant la connaissance sur les continuités écologiques.*
Nombre de formations et/ ou d'actions de sensibilisation « continuités écologiques » ou TVB proposées portées à la connaissance des pilotes à compter de l'adoption du SRCE.*	Ind. 19 – Nombre d'actions ou de projets de sensibilisation ou de communication sur les enjeux liés aux continuités écologiques.*
Montant des moyens financiers alloués par les pilotes aux actions et engagements figurant dans le PAS du SRCE (montant cumulé à compter de l'adoption du SRCE).*	Ind. 12 – Taux de réalisation des actions prévues dans le PAS du SRCE pour chaque sous- trame.* Ind. 20 – Moyens financiers et humains mobilisés pour la MO du SRCE (dont le suivi- évaluation).*
Ind. National « GOUV2 » - Nombre de projets en faveur des continuités écologiques à compter de l'adoption du SRCE.*	Ind. 9 –maintien des espaces ouverts* Ind. 10 – restauration des continuités aquatiques*

21 * indicateurs pouvant être renseignés par les éléments du tableau de suivi des actions de mise en œuvre des SRCE LR et MP.

	Ind 18 – amélioration de la connaissance*
	Ind. 19 – sensibilisation et communication sur la TVB*

Cette corrélation entre les deux SRCE concerne 11 indicateurs sur l'ensemble du panel.

Les principales différences concernent d'une part des approches thématiques précises telles que la question des carrières pour laquelle un indicateur spécifique a été défini côté Midi-Pyrénées (part des carrières réhabilitées comme support de TVB). On relève également les plantations de haies champêtres pour lesquelles Midi-Pyrénées a identifié l'indicateur de suivi « nombre de km de haies champêtres plantées en Midi-Pyrénées et localisation ». Un accent est donné aussi plus particulièrement sur la question de l'artificialisation du sol en Midi-Pyrénées avec un indicateur de contexte dédié et suivi par l'OBMP « la superficie des sols artificialisés ».

D'autre part, en Languedoc-Roussillon, des indicateurs d'état complémentaires ont été définis tels que :

- L'indice de fragmentation de Jaeger,
- La fragmentation théorique des milieux aquatiques,
- Le nombre d'obstacles identifiés dans les cours d'eau,
- La répartition des infrastructures linéaires et le nombre de points de conflits avec la faune,
- L'indice de la qualité des eaux.

Le SRCE Languedoc-Roussillon a également défini des indicateurs spécifiques à la contribution du SRCE à la cohérence nationale :

- Le nombre de réservoirs de biodiversité et de corridors dont l'extension est prise en compte par les SRCE des régions voisines, rapporté à l'ensemble des réservoirs et corridors frontaliers.

Cet indicateur est à corrélérer avec l'exercice de recellement des cartographies des deux SRCE réalisé et détaillé dans la partie IV-3 de ce document.

- Le nombre d'actions communes engagées sur des éléments de trame interrégionaux.

On constate que malgré une démarche très pertinente de la part de Languedoc-Roussillon sur l'évaluation, le nombre d'indicateurs retenu reste élevé (20 + les analyses qualitatives complémentaires préconisées). Pour certains, leur définition demande encore des précisions et des arbitrages qui n'ont pu être menés au bout après l'adoption du schéma. C'est le cas par exemple de l'indicateur n°11 « Surface et part de forêts présentant des garanties de gestion durable » pour lequel le terme « garantie de gestion durable » reste à définir.

Concernant Midi-Pyrénées, le nombre d'indicateurs est un peu plus restreint : 15 au total. Certains mériteraient d'être, non pas précisés, mais adaptés : par exemple l'indicateur « Nombre et la localisation des restaurations de continuités écologiques de la trame verte » concerne en fait, les opérations intervenant dans le cadre des Contrats de restauration biodiversité (CRB). On peut s'interroger sur ce paramètre qui met à l'écart du calcul toute action de restauration de continuités n'entrant pas dans le cadre d'un CRB et qui pourtant fait évoluer la restauration des continuités écologiques sur le territoire. De même, concernant l'indicateur de suivi de la prise en compte de la TVB dans les documents d'urbanisme, on peut remettre en question la pertinence de limiter le calcul aux seuls documents d'urbanisme intercommunaux au regard du rythme d'élaboration des PLUI par rapport aux PLU sur le territoire d'Occitanie.

Le tableau de synthèse des actions de mise en œuvre réalisé pour le bilan (cf. annexe n°11) permet de renseigner 7 des indicateurs de suivi identifiés par Midi-Pyrénées et 7 de ceux retenus par Languedoc-Roussillon.

Dans les deux Régions, La prise en compte de la période post-approbation était préconisée pour le calcul des différents indicateurs, c'est-à-dire à partir de l'année 2015. Au regard des résultats de terrain, il paraît plus opportun d'étendre cette période au démarrage de l'élaboration des SRCE. En effet, un certain nombre d'actions pouvant être considérées comme de la mise en œuvre du SRCE ont été lancées dès le démarrage de la construction de ces schémas. On peut relever notamment les actions de sensibilisation et de formation sur le terrain qui ont accompagné la concertation portée pour les SRCE. Le bilan réalisé a donc pris en compte pour la collecte des actions la période 2012 – 2018 (cf. méthode en annexe n°1).

IV/ PRECONISATIONS ET PERSPECTIVES –Q16-

IV-1. Les propositions d'outils

Les divers entretiens tenus à l'occasion de ce bilan ont fait émerger un certain nombre d'outils, de pratiques, de dynamiques de travail attendus de la part des acteurs. Il peut s'agir de démarches ou d'outils qui étaient en place dans l'une ou l'autre des anciennes Régions et que les acteurs souhaiteraient voir relancer. Il s'agit également d'idées nouvelles sur lesquelles les acteurs du territoire aimeraient s'appuyer.

Les idées sont nombreuses mais globalement largement partagées par l'ensemble des acteurs mobilisés sur le sujet.

IV-1-1. Des fiches méthodes et des référentiels

Pour faire suite aux travaux menés notamment par les DREAL, avec la rédaction de guides méthodologiques sur la TVB dans les documents de planification, les acteurs sont **en attente de documents-types** leur permettant de partir d'une base de travail pour s'approprier le sujet sur leur territoire.

Ce besoin est identifié à tous les niveaux d'avancement de déclinaison de la TVB sur les territoires.

Lors de l'élaboration d'un SCoT ou d'un PLU d'une part : certains souhaiteraient **la reprise des guides** réalisés par la DREAL Midi-Pyrénées actualisés avec le vocabulaire Trame verte et bleue partagé aujourd'hui (Réservoir, corridor...). D'autres proposent de repartir du volet « Clés de déclinaison » du SRCE Midi-Pyrénées pour réaliser **des fiches-outils** plus complètes. A l'instar de certains SCoT ayant fait l'exercice de produire des fiches de déclinaison de leurs prescriptions TVB vers leurs PLU(i), les acteurs ont besoin de fiches-outils permettant d'apporter des

réponses concrètes aux différents cas qui se posent en termes de prise en compte des continuités écologiques lors du changement d'échelle ; et ce que ce soit du niveau régional au local ou du local au local (SCoT vers PLU). Dans le même esprit, certains ont besoin d'être éclairés sur **l'exploitation du « dire d'expert »** dans les travaux de déclinaison. Une attente de référentiel sur ce point revient de façon récurrente. La DDT 31 a d'ailleurs réalisé, dans le même esprit, des fiches à l'attention des services instructeurs. Certains encore, souhaitent pouvoir s'appuyer sur **des cahiers de charges-types** comme gage d'une commande adaptée aux exigences de déclinaison des enjeux de Trame verte et bleue sur leur territoire. Ces cahiers des charges pourraient, au-delà du rendu purement technique, mettre en exergue le volet animation nécessaire à l'appropriation de ces questions par les élus locaux notamment et les acteurs d'un territoire de façon plus large. Dans la continuité, des acteurs citent le besoin **d'exemples de rédaction** d'articles de règlement ou de traduction dans un plan de zonage à intégrer dans leur DUL. Ces propositions-types pourraient s'organiser par sous-trame et pour chaque zonage. Des exemples pourraient être donnés pour répondre à un besoin de protection élevée mais aussi, pour répondre à des cas nécessitant une certaine souplesse dans la gestion du secteur concerné.

Un parallèle est fait avec le « Porter à connaissance » de l'Etat. Certains acteurs proposent de mettre en place **un « Porter à connaissance » du Sraddet** sur le volet TVB porté par la Région. Il pourrait réunir notamment les documents-ressources, les données disponibles, les acteurs et structures-ressources, les personnes référentes au niveau du Sraddet, les structures référentes locales sur le sujet TVB...

Les acteurs interrogés regrettent l'existence de documents ressources principalement orientés vers les acteurs de l'urbanisme. Cela s'entend étant donné qu'il s'agit des acteurs en première ligne pour la déclinaison de la TVB régionale. Mais malgré l'existence de nombreux documents ressources à l'attention d'autres

types d'acteurs, notamment socio-professionnels à l'échelle nationale²², **des outils de déclinaison adaptés à chaque type d'acteur** sont attendus, au même titre que les guides et outils de déclinaison réalisés pour les SRCE Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. L'idée serait de développer le travail engagé à partir d'une typologie d'acteurs par le SRCE Languedoc-Roussillon. Cela pourrait se traduire par un mode d'emploi par type d'acteurs qui correspondrait, pour chacun, à un guide d'application du volet TVB du Sraddet aux différentes échelles.

D'autre part, un besoin est relevé sur la gestion de cette Trame verte et bleue. En effet, une fois les continuités écologiques identifiées à l'échelle locale, la question se pose de leur gestion pour garantir la fonctionnalité de cette continuité. **Des fiches de caractérisation des corridors pour chaque sous-trame** éviterait aux acteurs de devoir réaliser l'état de l'art pour connaître les modes de gestion possibles en fonction de la situation locale. De même, ces fiches pourraient permettre de qualifier chaque type de corridor dans son approche multifonctionnelle : quelles sont ses fonctions au-delà de la préservation de la biodiversité ? quels sont les services écosystémiques portés par chacun ? Cela permettrait d'identifier les leviers à exploiter pour chaque corridor afin de mettre en place une gestion efficace de ces milieux impliquant tous les acteurs.

L'accessibilité à ces différentes ressources est également à développer. En effet, on observe sur le terrain que la ressource disponible sur internet n'est pas toujours connue de tous. La méconnaissance du centre de ressources TVB par un certain nombre d'acteurs en est une illustration.

Les outils et documents-ressources disponibles en ligne ont l'avantage d'être à la disposition des acteurs lorsqu'ils en ont besoin. Par contre, il est nécessaire d'améliorer la lisibilité des documents disponibles. Certains relèvent également la surinformation apportée via l'outil web. Les newsletters et autres informations reçues via les mails sont parfois trop nombreuses. Les destinataires sont alors surchargés d'informations. La diffusion de l'information n'est alors plus efficace.

²² Cf.

IV-1-2. Des outils de cartographie dynamique

Le principe de valoriser le travail réalisé à l'échelle 1/250000e au travers de **l'outil de cartographie dynamique SRCE 3D** proposé par Languedoc-Roussillon a rencontré l'adhésion de la majorité des acteurs. Pour autant, l'utilisation concrète de cet outil n'a pu faire ses preuves sur le terrain (cf. § III-2-1-3) notamment à cause d'une communication autour de l'outil qui a fait les frais de la fusion des Régions. Une telle plateforme disponible à la nouvelle échelle d'Occitanie est donc attendue. Mais **une évolution de l'outil est également attendue** pour que celui-ci soit plus facile d'appropriation pour des non-initiés aux outils cartographiques.

Il sera également nécessaire de porter une attention particulière à **l'actualisation des données utilisées dans cette interface**, notamment les couches de données zones humides qui ont fortement évoluées depuis l'approbation des SRCE. Cette question de l'actualisation des couches de données est un sujet central. De même, l'outil SRCE 3D n'est pas le seul outil cartographique en ligne donnant accès aux couches de données TVB. L'outil Picto-Occitanie porté par la DREAL (Portail Interministériel de la Connaissance du Territoire en Occitanie) met également à disposition de tous les acteurs les couches de données des SRCE (couches de données au 1/1000000e), qui peuvent être croisées avec les autres couches d'information disponibles (zonages réglementaires, PNA ...) L'actualisation simultanée de ces différents portails est indispensable au regard des acteurs qui sont les principales cibles de ces outils. Ils relèvent également un besoin de communication claire sur **l'objet de chacun de ces portails et leur complémentarité**. Le travail engagé par la Région Occitanie sur l'extension du principe « SRCE 3D » avec le projet BiOccitanie 3D doit donc jouer la carte de la complémentarité avec les portails existants et intégrer la possibilité d'actualisation régulière des couches de données exploitées.

Plus globalement, un travail d'identification des couches à disposition aujourd'hui et pouvant venir alimenter et faire évoluer l'outil « 3D » à développer est une piste

à creuser : on peut citer en exemple le travail porté par les CBN à l'échelle nationale de cartographie au 1/25000^e des habitats naturels. Dans la même idée, certains acteurs proposent de développer **une plateforme de maîtrise foncière** croisant différentes couches d'informations permettant de mieux gérer la destination du foncier. Un tel portail ouvrirait des possibilités nouvelles quant à l'appréhension des réserves foncières au regard des différents enjeux d'un territoire, dont les enjeux de continuités écologiques.

Enfin, certains acteurs émettent le besoin de pouvoir appréhender les enjeux TVB en fonction de l'échelle d'analyse. L'outil cartographique à venir pourrait faire apparaître les différents niveaux d'enjeu (national/ régional/ local) mais également ouvrir la possibilité de faire remonter des retours de terrain à valoriser.

Au-delà des outils développés par les copilotes des SRCE, un certain nombre de portails cartographiques ont vu le jour depuis l'approbation de ces schémas. C'est le cas par exemple pour certaines agences d'urbanisme. Il serait certainement intéressant de **partager ces expériences de développement cartographique** lors du développement du nouvel outil cartographique pour Occitanie.

En dehors des approches de cartographies dynamiques, le lourd travail porté lors de l'élaboration des deux SRCE a abouti à des **atlas cartographiques** très riches. Cette ressource qui a demandé un fort investissement et qui reste d'actualité doit, pour l'ensemble des acteurs, **trouver sa place dans le futur Sraddet**. En dehors de toute question d'opposabilité de ces éléments cartographiques, c'est une question de porter à connaissance qui est en jeu.

IV-1-3. Une animation régionale (Journées techniques, groupes de travail)

IV-1-3-1. Des journées techniques pour garder le contact

Le sujet de l'animation régionale renvoie à l'expérience très positive de concertation vécue dans les deux anciennes Régions lors de l'élaboration de leur SRCE. Cette dynamique portée par les copilotes des schémas n'a eu, aux yeux des acteurs de terrain, que des avantages (cf. § III-1-4-1). De fortes attentes étaient donc là au lendemain de l'approbation des SRCE, des attentes qui ont reçu une réponse pendant un temps au travers de Journées techniques animées par l'ARPE Midi-Pyrénées notamment mais qui ont ensuite subi un moment d'essoufflement. Seules les visites de terrain ont réussi à être maintenue de façon régulière depuis la création de la nouvelle Région Occitanie.

Cette animation **au travers de Journées techniques** serait portée par la Région en tant que porteur du Sraddet (certains proposent que cette animation soit déléguée à la future Agence régionale de la Biodiversité).

Assurer une dynamique de réseau

Ces journées auraient plusieurs finalités. D'une part, elles permettraient de porter une **dynamique de réseau** qui est attendue par une majeure partie des acteurs concernés par le sujet (cf. § III-2-4). Ces journées techniques auraient alors pour objectif de :

- Partager les expériences et les difficultés de terrain ;
- Maintenir le sujet TVB dans l'actualité des élus locaux ;
- Donner envie à d'autres territoires et/ ou acteurs de se saisir de ce sujet.

Ces journées permettraient de relancer le partage entre acteurs très variés autour de la Trame verte et bleue, élément très apprécié par les acteurs lors de la concertation portée pour l'élaboration des SRCE (cf. § III-2-4). Elles seraient

l'occasion de mettre en avant l'approche transversale et pluridisciplinaire portée par les continuités écologiques : aménagement, changement climatique, biodiversité, identité locale, qualité de vie...

A l'instar de ce qui s'est organisé pour l'élaboration des SRCE, une grande partie des acteurs attendent **des espaces de dialogue sous format de type « groupe de travail »**. Cette attente correspond au besoin de partage entre acteurs de profils variés qui n'ont pas forcément l'opportunité de travailler ensemble sur des projets communs. Cela rejoint la demande d'organisation d'une dynamique de réseau à l'échelle régionale autour des questions de continuités écologiques. Les groupes de travail pouvant être mis en place dans le cadre du CRB peuvent être un levier à exploiter.

Mettre en place un dispositif de suivi transparent

D'autre part, la Région pourrait dédier une fois par an **une journée à l'état d'avancement de la mise en œuvre du volet TVB du SradDET**, ce qui a cruellement manqué dans le paysage régional post-SRCE. Elle serait **l'opportunité de mettre en place et de faire vivre le suivi du volet TVB du SradDET**. Il s'agirait donc d'un moment d'information des acteurs sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du volet TVB du SradDET sur les territoires : faire connaître les actions réalisées sur le terrain en faveur de la préservation et de la restauration des continuités écologiques à l'ensemble des acteurs. Mais il s'agirait également d'un moment privilégié pour la Région et les autres financeurs de faire connaître les dispositifs financiers disponibles et les critères d'éligibilité associés. Ainsi, l'information circulerait de façon plus transparente et régulière. Chacun pourrait ainsi être informé de ce qu'il se passe dans les territoires voisins et donc essayer les bonnes pratiques en sachant comment construire le projet avec le soutien des financeurs.

Cette journée d'information et d'échange pourrait porter trois axes :

- L'état d'avancement de la mise en œuvre du volet TVB du SradDET,
- Un point juridique notamment sur l'état de la jurisprudence sur le sujet,
- Le partage d'expérience entre les acteurs.

Cette visibilité sur toutes les actions mises en œuvre et les acteurs qui les portent permettrait de rompre avec certains *à priori* et mettrait notamment en avant les travaux portés par certains acteurs socio-professionnels.

Le changement régulier de personnes référentes sur les sujets TVB soulève également la question de **la capitalisation de l'information**. Le travail de bilan des SRCE a pu mettre en exergue une difficulté à mobiliser l'historique d'élaboration de ces schémas qui se sont étendues sur plusieurs années. Lors du bilan, une grande majorité des acteurs partie prenante de l'élaboration au sein des structures pilotes n'étaient plus en poste. Toute une part de l'histoire de ces schémas n'a donc pu être exploitée et valorisée. Cela a également complexifié le travail de compilation des éléments nécessaires à cette évaluation. Il en est de même au niveau des acteurs de terrain. Un certain nombre n'ont pu répondre à toutes les questions de l'enquête de terrain car n'étaient pas présents lors de l'élaboration des SRCE voire même pendant la période de mise en œuvre. Des clefs pour capitaliser efficacement et assurer un suivi pertinent de la mise en œuvre de ces questions sur le terrain s'avèrent indispensables.

Il pourrait être mis en place par exemple une codification qui permettrait de faire remonter dans chaque axe porté dans la partie TVB du SradDET, les actions identifiées dans les programmations financières de la Région mais pas seulement. Une codification partagée entre les principaux financeurs (Agences de l'eau, Etat, Région, Conseils départementaux) pourrait être mise en place qui permettrait de valoriser les moyens mobilisés par chacun en faveur des continuités écologiques.

IV-1-3-1. Quel portage ? Auprès de quelles instances ?

Certains acteurs identifient **le Comité Régional Biodiversité (CRB)** comme une entité à associer au suivi de ce volet TVB du SradDET, ce qui correspond au décret qui définit les compétences du CRB. Cette dynamique de partage de l'avancement du volet TVB du SradDET est certainement à associer à la dynamique qui s'organise autour de l'élaboration de la **Stratégie régionale de la biodiversité (SRB)** à l'échelle d'Occitanie. Cette dernière doit en effet décliner un plan d'actions détaillé qui

permettra de définir clairement les actions prioritaires notamment en ce qui concerne la préservation et la restauration des continuités écologiques mais également identifier précisément le « qui fait quoi ». Pour ce faire il sera probablement intéressant d'exploiter le travail de croisement des PAS des deux SRCE réalisé en partie III-1-3 de ce bilan.

IV-1-3-1. Une offre de formation régionale adaptée aux besoins du terrain

Une animation régionale est également attendue sur le volet « **Formation** ». Au regard du retour d'expérience de terrain, on constate un turn-over important des acteurs, en particulier des agents de la fonction publique. Ce paramètre oblige à réfléchir à des formations régulières aux outils à disposition à l'échelle régionale ; et ce pour ne pas perdre la montée en compétence des acteurs sur le sujet dès que s'opère un changement de poste. La question de la formation concerne tous les types d'acteurs concernés par les questions de continuités écologiques. Mais les collectivités sont plus particulièrement ciblées car elles portent la responsabilité de décliner cette Trame verte et bleue régionale dans leur document de planification. Les bureaux d'études représentent aussi des acteurs à privilégier dans ces cycles de formation. Cela permettrait de limiter les besoins d'ajustements *à posteriori* pour aboutir à une TVB locale réglementairement acceptable.

Une montée en compétence est également nécessaire pour les collectivités dans la lecture et l'interprétation d'informations cartographiques, en particulier auprès des élus.

IV-1-4. De l'appui à l'ingénierie territoriale

IV-1-4-1. L'accompagnement de terrain/ individualisé

Les retours d'expérience ont été unanimes sur un point : le besoin d'accompagnement sur le terrain (cf. § III-2-1-2). Au-delà des guides et autres fiches-outils, le bilan de la mise en œuvre des SRCE réalisé auprès des acteurs de terrain confirme ce constat : un réel besoin d'échanger, d'avoir des réponses spécifiques à son contexte local, de s'appuyer sur des personnes référentes sur le sujet, qui rassurent, qui accompagnent, qui sont à l'écoute, un besoin d'accompagnement « humain ». Les initiatives en ce sens (Cellule d'appui, journées de visites sur le terrain, ...) ont été parmi les plus appréciées par les acteurs qui ont pu en bénéficier. Cela démontre que le travail d'appropriation en amont est indispensable car bien plus efficace que les recours contentieux. Ce soutien technique est bien vu comme un complément à l'appui qui peut être apporté par les bureaux d'études. Ces derniers sont présents sur le terrain pendant un temps limité, associé à celui de la construction du projet. Mais la mise en œuvre de la Trame verte et bleue localement est une démarche qui se fait dans le temps et qui évolue avec les acteurs locaux. Il est donc nécessaire de pouvoir construire une collaboration sur le long terme, ce qui n'est pas possible avec le fonctionnement par prestation des bureaux d'études.

Cet appui sur le terrain doit être proposé aux bonnes étapes d'avancement des projets de territoire. Pour le cas des documents d'urbanisme, les retours obtenus s'orientent vers un accompagnement tout au long de l'élaboration de ce type de document mais pas seulement. Même après son approbation, le besoin d'appui et de conseil est toujours présent même s'il n'est pas du même ordre. Une relation d'accompagnement sur le long cours prend ici tout son sens.

Cette attente concerne d'ailleurs plusieurs compétences : que ce soit de l'apport d'expertise technique pour aider à définir les continuités écologiques sur le territoire, l'approche pédagogique pour aider les élus à s'approprier le sujet ou encore savoir comment décliner « réglementairement parlant » ces enjeux de

préservation de la TVB dans un document d'urbanisme, c'est l'attente **d'un accompagnement pluridisciplinaire** qui ressort.

IV-1-4-2. Un accompagnement assuré par qui ?

Le portage de cet accompagnement territorial est un sujet central. Certains identifieront **l'Agence Régionale pour la Biodiversité (ARB)** comme structure légitime pour porter à l'échelle régionale ce type de mission, d'autres proposeront **un consortium de structures** aux compétences complémentaires car considèrent qu'une seule et même structure ne peut répondre à tous les aspects nécessaires à un accompagnement complet et efficace sur le sujet de la Trame verte et bleue.

L'ARB est en effet citée par de nombreux acteurs comme la structure la plus adaptée pour porter cet appui à l'ingénierie territoriale sur ces questions. Elle répondrait à une demande de « guichet unique » clairement identifié par tous les acteurs du territoire régional, d'avoir un référent sur le sujet des continuités écologiques. Ce guichet unique garantirait une équité entre les différents territoires d'Occitanie, qu'ils soient urbains, ruraux, avec ou sans ingénierie territoriale à disposition.

L'ARB pourrait porter un accompagnement à la fois technique et méthodologique. Il s'agirait de mettre à disposition des territoires des compétences spécifiques liées à la TVB qui viendraient aider à l'adaptation locale des enjeux TVB portés régionalement. A cela s'ajoute un travail de conseil en termes de méthodes et de bonnes pratiques. Au-delà de l'accompagnement technique et méthodologique attendu de l'ARB, elle fournirait également un appui au montage de projets sur la Trame verte et bleue. Les besoins remontés du terrain relèvent d'un accompagnement pluridisciplinaire. Les questions qui se posent sur les territoires concernent tout autant des sujets d'ordre technique que juridique. Elles demandent également des compétences variées, concernant l'écologie, la gestion de l'eau en passant par l'urbanisme.

Certains insisteront sur le besoin d'avoir une équipe, certes pluridisciplinaire, mais également qui a déjà été confrontée au montage et à la gestion de projet pour conseiller efficacement les territoires sur ces points complexes. L'objectif porté par cette attente est d'aider les acteurs à lancer des projets innovants sur les questions de Trame verte et bleue, leur « mettre le pied à l'étrier ». L'ARB pourrait avoir un rôle d'interface entre le volet « théorique » de la TVB telle qu'elle est définie à l'échelle régionale et le besoin d'opérationnalité pour la décliner au niveau local. Ce rôle de « référent » régional permettrait de conserver les questions de continuités écologiques dans les sujets d'actualité.

Quand on aborde le sujet d'un interlocuteur régional sur les questions de Trame verte et bleue, se pose alors la question de **l'articulation entre les différentes échelles d'accompagnement**. L'inquiétude du mille-feuilles d'accompagnement se profile. Il est donc nécessaire d'organiser un relais sur ces questions de continuités écologiques au niveau régional qui ne doit pas omettre le tissu d'acteurs locaux intervenant sur l'ensemble du territoire régional sur ces sujets et qui accompagnent déjà aujourd'hui un certain nombre d'acteurs. Ces actions demandant une forte présence sur le terrain pour être efficaces, une articulation entre des accompagnements à diverses échelles territoriales est certainement à organiser pour répondre au mieux aux besoins de terrain. Cette articulation va certainement nécessiter d'imaginer de nouvelles façons de collaborer (partenariats, conventionnements, ...) Ce besoin en termes de présentiel soulève également la nécessité de moyens humains importants à déployer.

Toujours dans cette logique de coordination de l'accompagnement régional/ local, un besoin est ressorti en termes d'accompagnement à adapter à chaque type d'acteur concerné par le sujet de la Trame verte et bleue. On peut donc imaginer des acteurs-relais différents en fonction de la typologie des acteurs mobilisant cet appui.

IV-1-4-3. Une montée en compétence sur la TVB à tous les niveaux

Les collectivités sont les premières à demander un accompagnement technique extérieur pouvant être mobilisé au besoin. Mais pour porter la déclinaison de la Trame verte et bleue sur les territoires de façon satisfaisante, ces mêmes collectivités soulèvent un besoin de monter elles-mêmes en compétence sur ce sujet. Au même titre que les problématiques du climat ou de la mobilité, certains souhaiteraient avoir les moyens d'ouvrir des postes de « chargés de mission TVB » à l'échelle intercommunale par exemple. Ils pourraient correspondre à des postes mutualisés entre plusieurs territoires. Cela ne remplacerait pas l'ingénierie territoriale pouvant être mise à disposition par l'échelle régionale mais permettrait d'avoir un interlocuteur dédié au sein de la collectivité qui se saisirait de l'apport fourni par cet appui régional ou local. Ainsi, il jouerait l'interface avec les autres acteurs du territoire pour contractualiser en faveur de la TVB.

De façon générale, quel que soit le niveau d'intervention mais également au sein des établissements publics comme les DDT, une bonne déclinaison de la TVB passe par des moyens humains dédiés pour porter efficacement cet enjeu sur les territoires.

IV-1-5. Des outils financiers adaptés

Une attente forte est observée sur l'uniformisation des PO FEDER LR et MP sur l'ensemble de la nouvelle Région Occitanie à partir de 2020.

²³ Une évolution est en cours pour pallier cette difficulté. Les porteurs de SCoT devraient donc pouvoir bénéficier de ces outils financiers spécifiques.

IV-1-5-1. Clarifier et élargir les critères d'éligibilité

Les outils financiers mobilisés aujourd'hui pour mettre en œuvre la Trame verte et bleue sur les territoires ont montré leurs limites (cf. § III-2-2.). Une évolution de ces dispositifs pour faciliter le déploiement de projets en faveur de la Trame verte et bleue est donc attendue par les acteurs ; et ce, sur plusieurs points.

Tout d'abord, une attente forte est exprimée concernant **les critères d'éligibilité des structures** pouvant prétendre à un financement au titre de la mise en œuvre de la Trame verte et bleue. En effet, les acteurs interrogés ont la perception que ces outils financiers devraient être ouverts à tout territoire de projet déclinant une politique régionale, ce qui permettrait notamment aux porteurs de SCoT²³ de se mobiliser dans le portage d'actions en faveur de la Trame verte et bleue au-delà de la déclinaison locale écrite dans leur document de planification. Or, côté ex-Midi-Pyrénées, c'est déjà le cas. En effet, les collectivités territoriales et leurs groupements ou assimilés (EPTB, EPAGE), Associations, Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) et Sociétés coopératives et participatives (SCOP) sont éligibles. Des actions de communication supplémentaires pourraient être menées pour apporter des informations claires aux acteurs qui pourraient penser qu'ils ne remplissent pas les critères d'éligibilité alors qu'ils les remplissent.

Les personnes interrogées proposent également que cette ouverture à un panel de structures plus large devrait s'associer à une **ouverture en termes de thématiques de projet**. En effet, on a pu constater sur le terrain que la Trame verte et bleue est une notion qui porte une approche multifonctionnelle du territoire. Ainsi, les projets pouvant être portés en faveur de la TVB ne sont pas nécessairement développés sous un prisme « naturaliste ». Des projets de préservation et restauration des continuités écologiques pourraient être portés sous un axe « Paysage » ou « risques naturels » par exemple, ce qui permettrait de soutenir des actions TVB en mobilisant des fonds de ces axes. Cette analyse multifonctionnelle de ce sujet qui en fait toute sa complexité mais aussi toute sa valeur, pourrait se

retrouver dans les critères d'éligibilité des projets finançables au regard de la Trame verte et bleue.

Enfin, la question de **l'éligibilité des dépenses** représente un frein important pour le portage de ce type de projet. En effet, un certain nombre de dispositifs de financement ne prennent pas en compte les coûts liés à l'animation territoriale nécessaire pour mettre en œuvre le projet. Cette évolution de critères permettrait de soutenir les projets à leur juste valeur.

Les conditions d'éligibilité doivent également évoluer sur le volet de la **cohérence entre les financements**. Cette mise en cohérence des critères d'éligibilité des financements aux différentes échelles (européenne, régionale, départementale) faciliterait grandement le cofinancement des projets de préservation et de restauration des continuités écologiques et par conséquent leur mise en œuvre.

De façon globale, un besoin de clarifier les sources de financements possibles par type de projet s'exprime.

IV-1-5-2. Améliorer la coordination

Pour aller dans le sens du développement de projets toujours plus innovants sur les questions de continuités écologiques, il faut commencer par **une bonne communication sur les dispositifs financiers existants**. Cela peut passer par des pages internet dédiées ou encore une animation territoriale qui porte l'information auprès des territoires.

L'Agence Régionale pour la Biodiversité est encore une fois apparue aux yeux d'un certain nombre d'acteurs comme **un interlocuteur privilégié** pour porter ce message. Au-delà de cette simple transmission d'information, elle pourrait assurer une veille pour les porteurs de projets sur les appels à projets et les financements de manière générale. Elle pourrait également assurer une sorte d'AMO financière en portant l'animation d'une cellule d'appui à la constitution de dossier de financement. Ce rôle pourrait s'intégrer dans une mission plus large d'appui au montage de projet de préservation et de restauration des continuités écologiques.

Les échanges avec les acteurs ont même fait émerger l'idée de « tiers-veilleur » que pourrait porter l'ARB.

Toujours pour une meilleure cohérence dans les projets portés sur le territoire régional, les acteurs interrogés sont plutôt favorables pour maintenir **l'incitation au développement de partenariats**.

IV-2. Les attentes vis-à-vis de la construction du Sraddet

Globalement, la volonté du législateur de porter un seul document-cadre intégrant un grand nombre d'enjeux de territoire afin de garantir **plus de cohérence dans les politiques publiques** est partagée par les acteurs d'Occitanie. Le principe même du Sraddet est donc bien accueilli. Est attendu de cet exercice plus de transversalité et d'intégration de la multifonctionnalité de chacune des thématiques portées par ce schéma.

Mais chacun est conscient du risque induit par ce regroupement de nombreuses problématiques en un seul et même schéma à l'échelle régionale : entrer dans une simplification qui aboutira à **noyer les enjeux de continuités écologiques** en faveur d'autres comme l'aménagement ou la mobilité considérés comme prioritaires. Et force est de constater que le calendrier imposé pour l'élaboration du Sraddet ne cadre pas vraiment avec la concertation nécessaire pour aboutir à cette transversalité et cette cohérence des politiques tant attendues. Dans le même temps, certains s'interrogent sur l'arbitrage entre ces différents enjeux qui se porte aujourd'hui à l'échelle régionale au travers du Sraddet. Ce travail de cohérence entre différentes politiques n'était-il pas plus pertinent à l'échelle locale ? Les élus locaux ne risquent-ils pas de se sentir dépossédés de leurs dernières compétences ?

A défaut d'un croisement fort des différents enjeux régionaux, les acteurs espèrent **ne pas perdre le contenu très riche porté dans les deux SRCE** en vigueur aujourd'hui. Que ce soit sur le volet cartographique que chacun souhaite retrouver au moins dans les annexes du Sraddet mais aussi dans les enjeux définis et les priorités d'actions données. C'est globalement toute la culture « Trame verte et bleue » qui s'est construite durant ces années d'élaboration et de mise en œuvre des SRCE qu'il est essentiel de conserver pour ne pas revenir en arrière dans l'effort de pédagogie porté par un grand nombre d'acteurs.

Sur ce volet « Actions », les attentes sont fortes au regard du nombre d'outils identifiés précédemment comme nécessaires à la déclinaison de la Trame verte et

bleue sur les territoires. Il est donc souhaité que ces actions et outils trouvent bien une place dans la construction de ce Sraddet.

D'autres leviers sont identifiés comme l'élaboration de **la Stratégie Régionale de la Biodiversité (SRB)** qui portera un plan d'actions stratégique. Cette stratégie pourrait faire siennes les actions relevées aujourd'hui dans les deux PAS des SRCE. Elle pourrait d'ailleurs constituer un nouveau « cadre de référence » des actions en faveur de la préservation et la restauration des continuités écologiques.

On peut également citer l'approche ERC qui doit évoluer au-delà du périmètre de l'opération d'aménagement afin de permettre la réelle intégration des questions TVB dans l'approche de compensation. D'autres piste de travail encore avec la prise de compétence GEMAPI qui va ouvrir des opportunités pour la préservation de la trame bleue. Enfin, les questions de services écosystémiques sont également un levier à exploiter pour l'appropriation des enjeux TVB pour les non experts. Une approche qui sera certainement à croiser avec la dynamique de la SRB qui s'est elle-même appuyée sur ce sujet.

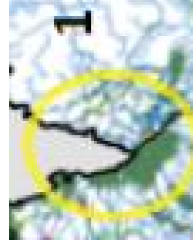
Pour aboutir à un réel portage des enjeux TVB au sein du Sraddet, les acteurs s'accordent pour dire qu'un seul levier reste efficace : **le portage politique** du sujet.

En synthèse, de nombreux acteurs regrettent la montée en puissance des évolutions législatives (**course effrénée à la nouvelle réglementation**) : les politiques, comme celle portée par le SRCE, n'ont pas le temps de se mettre en œuvre, les acteurs (notamment les élus) ont tout juste le temps de s'approprier une politique, sa logique, son vocabulaire, que la règle a changé. Certains parlent de « faillite de l'action publique », d'autres demandent simplement de laisser le temps à une politique d'être appropriée par les acteurs locaux, les élus locaux et de porter ses fruits sur le terrain.

IV-3. Le travail de recouvrement cartographique des SRCE

Comme spécifié dans le volet « Elaboration » de ce bilan, 6 secteurs « d'incohérence » ont été identifiés lors du recouvrement des cartographies des deux SRCE (cf. annexe n°). Quatre secteurs se situent dans un périmètre de Parc naturel régional. Aussi, ce travail d'adaptation a été réalisé avec l'appui des PNR concernés.

Secteur 1 : Plateau de l'Aubrac



Ce secteur se situe sur le périmètre du Parc naturel régional de l'Aubrac. La connaissance locale des enjeux de continuités écologiques du PNR de l'Aubrac a permis l'analyse suivante.

La partie ex-midi-pyrénéenne du réservoir apparaît nettement et occupe une surface conséquente ; elle semble directement liée au site Natura 2000 ZSC Plateau central de l'Aubrac aveyronnais (Animateur : SMAG PNR Aubrac). Ce site vise la protection d'habitats d'intérêt communautaire agropastoraux, tourbeux et forestiers.

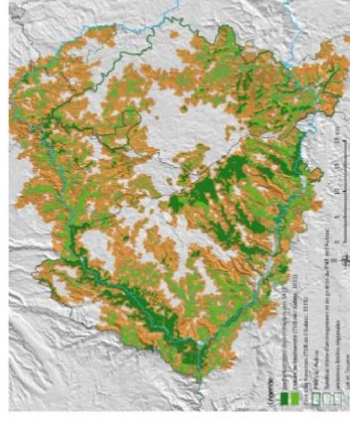
La partie ex-languedocienne du réservoir apparaît moins couvrante en surface et restreinte à certains écosystèmes ou secteurs majeurs ; elle ne semble pas correspondre au site Natura 2000 ZSC Plateau de l'Aubrac dont l'animation est assurée par la Communauté de communes des Hautes Terres de l'Aubrac. Ce site vise la protection d'habitats communautaire agropastoraux, tourbeux, voire, dans une moindre mesure, forestiers.

Il semble donc opportun d'harmoniser dans ce secteur la logique qui détermine les réservoirs de biodiversité :

- Soit l'appuyer sur les périmètres des sites Natura 2000 et donc intégrer le périmètre du site Plateau de l'Aubrac en Réservoir de biodiversité ; sachant que ce dernier s'étend sur 26 000 ha ;
- Soit l'appuyer sur des grands types d'habitats et suivant une logique par sous-trame : pour ce secteur, les sous-trames pertinentes pour placer les réservoirs de biodiversité sont les milieux agropastoraux, les milieux humides (tourbières et prairies humides) et les milieux forestiers.

Pour exemple, ci-joint des cartes extraites de l'étude de la Trame verte et bleue de l'Aubrac (SMP PNR de l'Aubrac, 2015). Outre les réservoirs définis dans les SRCE, cette étude s'appuie sur des « cœurs de biodiversité » qui correspondent à des espaces riches en biodiversité qui peuvent être assimilés, dans leurs caractéristiques écologiques et fonctionnelles, à des réservoirs de biodiversité, sans en avoir la portée réglementaire car sont indépendants des SRCE.

Sous-trame des milieux forestiers :



Sous-trame des milieux agropastoraux :

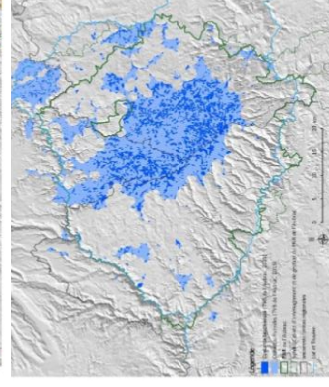
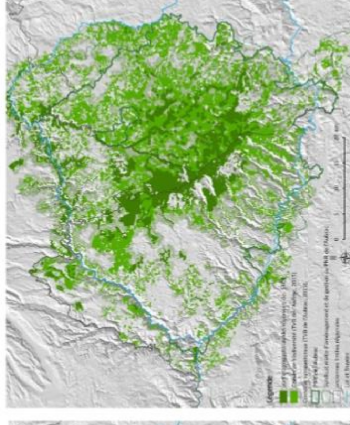
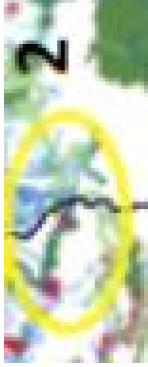


Illustration n°3 : extrait de la Trame verte et bleue du PNR de l'Aubrac

Secteur 2 : Vallée du Lot



Ce secteur se situe également sur le périmètre du Parc naturel régional de l'Aubrac. La connaissance locale des enjeux de continuités écologiques du PNR de l'Aubrac a permis l'analyse suivante.

Le réservoir de biodiversité du SRCE de Midi-Pyrénées semble s'appuyer sur le site Natura 2000 ZSC Haute vallée du Lot (...) (FR7300874). Il vise la préservation d'espèces et d'habitats aquatiques d'intérêt communautaire, ainsi que de quelques habitats agropastoraux, forestiers ou landicoles terrestres. Le périmètre de ce site est relativement artificiel :

- Interruption en amont suivant la limite régionale ;
- Elargissement aux versants de la vallée du Lot dans sa partie Lot amont, alors qu'il est strictement restreint aux rivières (Lot, Truyère et Goul) et à leurs berges sur le reste du site.

L'interruption du réservoir de biodiversité à l'ancienne limite régionale semble effectivement pouvoir être améliorée, notamment en calquant le corridor sur les versants très pentus et boisés des gorges du Lot. Dans ce cas, le corridor serait interrompu avant l'ancienne limite régionale : il comprendrait ainsi deux secteurs de gorges : de St Laurent-Olt à St Geniez-d'Olt et de Ste Eulalie-d'Olt à St Côte d'Olt. Il serait alors pertinent de le compléter à l'aval entre Estaing et Entraygues-sur-Truyère.

Néanmoins, cela demanderait dans un premier temps d'évaluer si ces territoires justifient d'être considérés comme réservoirs de biodiversité à l'échelle régionale Occitanie. L'étude Trame verte et bleue de l'Aubrac (SM PNR Aubrac, 2015) a fait le choix de valider l'intérêt écologique de ces territoires et de compléter ces réservoirs de biodiversité par des cœurs de biodiversité, notamment pour l'intérêt écologique des boisements et des landes qui se développent sur les fortes pentes de ces versants. Cette approche semble être consolidée par la localisation des

forêts présumées anciennes du massif de l'Aubrac, qui sont nombreuses dans ce secteur.

Secteur 3 : Larzac



Ce secteur se situe sur le périmètre du Parc naturel régional des Grands Causses. La connaissance locale des enjeux de continuités écologiques du PNR a permis l'analyse suivante.

Une zone blanche se découpe en limite administrative des deux anciennes régions entourée de réservoirs de biodiversité identifiés tant dans le SRCE Languedoc-Roussillon que Midi-Pyrénées. L'analyse locale à partir de l'étude Trame verte et bleue réalisée à l'échelle du Parc permet d'identifier trois secteurs :

- Un premier secteur au Nord, au niveau du village de Saucières, correspond à des milieux cultivés dont quelques plantations de résineux. Ce secteur n'est pas dénué d'intérêt car est identifié dans la Trame verte et bleue du Parc en tant que zone-relais ou corridor ; Ce premier secteur pourrait rester en l'état.
- Un second secteur plus au Sud fait partie de l'ensemble « Larzac aveyronnais sud » (cf. zoom cartographique ci-dessous), plus morcelé car a subi plus d'embroussaillage que le reste du secteur (autour de la Couvertirade). Pour assurer une cohérence avec le périmètre du Patrimoine mondial de l'Unesco, des zonages ZNIEFF et Natura 2000, le périmètre du réservoir de biodiversité pourrait être étendu jusqu'au Combalou.
- Enfin, un espace entre le Larzac aveyronnais Nord et le Larzac aveyronnais Sud, non identifié comme réservoir dans le SRCE Midi-Pyrénées, est défini dans la Trame verte et bleue du PNR des Grands Causses en Réservoir de biodiversité de milieux ouverts. L'intérêt de cette zone a été confirmé par

les travaux menés par la LPO 12 dans le cadre du Programme de Gestion des Sous-Trames (PGST) milieux secs mené en 2016, financé notamment par la Région et coordonné par la LPO 46. Le contour du réservoir régional existant pourrait donc être complété avec le périmètre du réservoir identifié localement dans la Trame verte et bleue du PNR situé entre le « Larzac aveyronnais Nord » et le « Larzac aveyronnais Sud ».

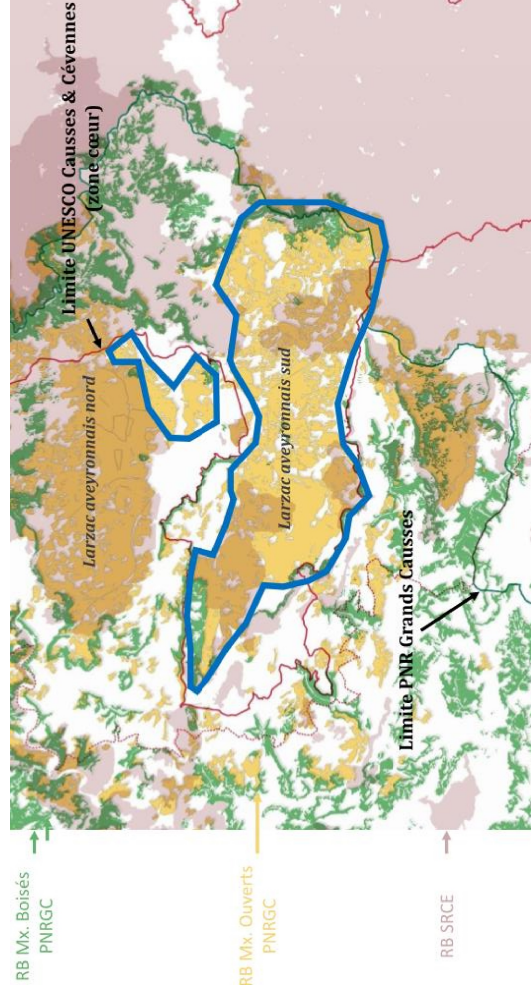


Illustration n°4 : analyse locale à partir de la Trame verte et bleue du PNR des Grands Causses

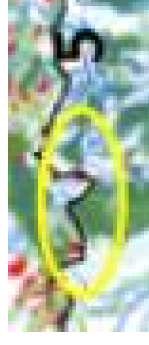
Secteur 4 : secteur de Nages



Ce secteur se situe sur le périmètre du Parc naturel régional du Haut Languedoc.

Il concerne une ZNIEFF située sur la commune de Nages. Pour ce secteur, la connaissance locale du PNR n'a pu être mobilisée. Aucune proposition d'adaptation de la cartographie à l'échelle régionale n'a donc pu être réalisée.

Secteur 5 : Montagne Noire

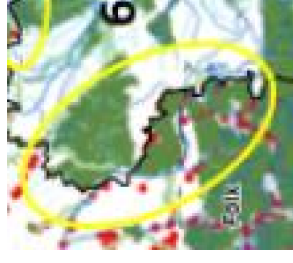


Ce secteur ne se situe sur aucun périmètre de Parc. Aussi, l'analyse locale a été mobilisée auprès de l'association Nature en Occitanie qui a pu apporter son expertise naturaliste sur les enjeux de continuités écologiques de ce secteur.

Le secteur de « discontinuité » se situe entre les Cammazes et Arfons. Il s'agit d'une trame boisée importante même s'il s'agit côté ex-Midi-Pyrénées en grande partie de plantations de résineux.

En termes de continuités de la sous-trame boisée, elle se vérifie sur ce secteur mais en termes d'enjeux, les milieux présents ne justifient pas une définition en réservoir de biodiversité.

Secteur 6 : Secteur de Lafage



Ce secteur ne se situe également sur aucun périmètre de Parc. Aussi, l'analyse locale a été mobilisée auprès de l'association Nature en Occitanie qui a pu apporter son expertise naturaliste sur les enjeux de continuités écologiques de ce secteur.

Les réservoirs de biodiversité identifiés au Nord par le SRCE Languedoc-Roussillon et au Sud par le SRCE Midi-Pyrénées peuvent être complétés par un réservoir de biodiversité permettant de connecter ces deux réservoirs existants (côté ex-Languedoc-Roussillon). Il s'agit en effet, d'une trame de milieux secs caractéristiques du secteur et s'intégrant dans la continuité d'une sous-trame de milieux secs présente jusqu'aux coteaux du secteur de Mirepoix.

IV-4. Proposition d'un dispositif de suivi et d'évaluation

Les SRCE de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées ont chacun identifié un nombre conséquent d'indicateurs dans leur démarche de suivi-évaluation : il s'agit respectivement de 20 et 15 indicateurs à renseigner. L'expérience des démarches d'évaluation des politiques publiques démontre qu'un grand nombre d'indicateurs à suivre est contre-productif. *In fine*, aucun indicateur n'est suivi faute de temps de de moyens humains à allouer aux démarches d'évaluation. Ce constat se renforce dans le cadre de l'intégration des enjeux de continuités écologiques dans un seul et même document-cadre pour l'ensemble des principaux enjeux de territoire portés à l'échelle régionale qu'est le Sraddet. Il est donc indispensable de réduire au maximum les indicateurs « TVB » devant être renseignés dans le cadre du dispositif de suivi-évaluation du Sraddet, ces derniers devant s'intégrer à la batterie d'indicateurs concernant les autres politiques portées par le Sraddet.

Aussi, la démarche de suivi et d'évaluation proposée ici, se construit autour de trois axes (cf. tableau de suivi-évaluation en annexe n°16) :

- un nombre très restreint d'indicateurs à intégrer à la batterie d'indicateurs suivi dans le cadre du pilotage du Sraddet ;
- un outil de suivi sur le long cours intégrant des indicateurs simples à renseigner par les services de pilotage ;
- quelques indicateurs à développer dans le cadre de groupes de travail avec les acteurs-socio-économiques.

²⁴ AMSALLEM, J., TONNEAU, J.-P., SALLES, E., SORDELLO, R., BENKO, S., 2013, Propositions pour le dispositif de suivi et d'évaluation d'un schéma régional de cohérence écologique, Irstea, MEDDE, MNHN, ONEMA.

IV-4-1. Des indicateurs pour le dispositif de suivi et d'évaluation du Sraddet

Ce dispositif comporte deux volets :

- un suivi de l'évolution du territoire au regard des enjeux de Trame verte et bleue,
- un dispositif de suivi annuel de la mise en œuvre du volet Trame verte et bleue du Sraddet.

Indicateurs TVB à intégrer au suivi du Sraddet

Trois indicateurs sont proposés à l'intégration dans le dispositif de suivi du Sraddet. Ils font partie des propositions du Groupe de travail nationale « Suivi et évaluation des SRCE »²⁴ Ils concernent la fragmentation des milieux et l'artificialisation des sols :

1. l'indice de fragmentation de Jaeger qui permet de suivre l'évolution de la fragmentation des milieux constitutifs des milieux terrestres. Cet indicateur nécessite la disponibilité d'une couche d'occupation du sol à l'échelle régionale actualisée de façon régulière pour être pertinente. Cet indice s'appuie sur un algorithme assez complexe à mettre en place. L'Irstea développe actuellement un plugin QGIS qui permettra de calculer cet indicateur de façon automatique à partir des données d'occupation des sols fournies par l'utilisateur (service géomatique des équipes régionales par exemple).

2. la fragmentation théorique des milieux aquatiques est un indicateur calculé et suivi par l'AFB (ex-ONEMA), en théorie mis à jour tous les trois ans. Il pourra donc dans ce pas de temps être facilement mobilisable. Il permet d'avoir le pendant de l'indice de Jaeger sur le volet de la trame bleue.

3. L’artificialisation des sols. Le suivi de l’artificialisation du sol à l’échelle du territoire régional, corrélé à l’évolution de l’indice de Jaeger, permettrait d’évaluer dans quelle mesure l’aménagement du territoire intègre mieux les enjeux de continuités écologiques.

IV-4-2. Dispositif de suivi annuel de mise en œuvre du volet Trame verte et bleue du SradDET

En complément des trois indicateurs présentés ci-dessus, nous recommandons de mettre en place une démarche de suivi annuel des actions mises en œuvre en faveur des continuités écologiques. Pour ce faire, cette approche nécessiterait uniquement de mettre en place au niveau des principaux services instructeurs, soit la Région, la DREAL et les Agences de l’Eau, un pointage des actions considérées comme des actions de mise en œuvre du volet Trame verte et bleue du SradDET. Les agents en charge de l’instruction des dossiers de financement devraient alors identifier à partir d’une typologie dédiée les dossiers qu’ils considèrent concernés. Ainsi, la remontée d’information pourrait s’effectuer de façon quasi-automatique, à la demande. Ce suivi concernerait notamment le type d’action menée, les sous-trames concernées, les moyens financiers alloués (cf. modèle de tableau de suivi en annexe n°17).

Dans le cadre d’une animation régionale autour de la politique TVB, lors de journées régionales par exemple, un bilan annuel pourrait ainsi être présenté aux acteurs concernés.

Ce dispositif de suivi concernerait les éléments identifiés dans le tableau suivant.

Indicateur de mise en œuvre	Services à mobiliser
nombre d’obstacles identifiés dans les cours d’eau	AFB

nombre de MAEC (et surface) favorables au maintien de la TVB	Instructeurs FEADER (Région)
nombre de projets en faveur du maintien des espaces ouverts (dont agricoles)	DREAL, Région (dont FEDER)
nombre de projets visant la restauration des continuités écologiques aquatiques	DREAL, Région (dont FEDER) ; Agences de l’Eau
part des ouvrages des cours d’eau classés en liste 2 rendus perméables à la continuité écologique sur le nombre total d’ouvrages situés sur les cours d’eau classés en liste 2	Agences de l’Eau
nombre et localisation des restaurations de continuités écologiques de la trame verte, à compter de l’adoption des SRCE	DREAL, Région (dont FEDER)
nombre de kilomètres de haies champêtres plantées en Midi Pyrénées et localisation	Région (dont FEDER)
taux de réalisation des actions prévues par le plan d’actions du SRCE pour chaque sous-trame	DREAL, Région (dont FEDER) ; Agences de l’Eau
moyens financiers et humains mobilisés pour la mise en œuvre du SRCE (dont le suivi-évaluation)	DREAL, Région (dont FEDER) ; Agences de l’Eau
montants des moyens financiers alloués par les co-pilotes aux actions et engagements figurant dans le plan d’actions stratégique du SRCE (montant cumulé à compter adoption du SRCE)	DREAL, Région (dont FEDER)

nombre de projets en faveur des continuités écologiques à compter de l'adoption du SRCE	DREAL, Région (dont FEDER) ; Agences de l'Eau
nombre d'actions ou de projets améliorant la connaissance sur les continuités écologiques, accompagnés par les co-pilotes à compter de l'adoption du SRCE	DREAL, Région (dont FEDER) ; Agences de l'Eau
nombre d'actions ou de projets de sensibilisation ou de communication sur les enjeux liés aux continuités écologiques	DREAL, Région (dont FEDER) ; Agences de l'Eau

Pour un certain nombre de points, ces éléments mobilisés sont à compléter lors de l'évaluation *ex post* qui permettra d'identifier des actions auprès des acteurs de terrain directement. De même, cette approche de compilation de l'information auprès des services instructeurs doit être combinée avec un certain nombre d'éléments à mobiliser lors de cette évaluation *ex post*, qui demandent une approche plus qualitative, notamment sur le sujet de la cohérence nationale. C'est le cas de :

- nombre de réservoirs de biodiversité et de corridors dont l'extension est prise en compte par les SRCE des régions voisines, rapporté à l'ensemble des réservoirs et corridors frontaliers ;
- nombre d'actions communes engagées sur des éléments de trame interrégionaux ;
- nombre et part des documents de planification ou d'aménagement du territoire révisés ou modifiés en prenant en compte le SRCE.

Ce dernier point relativement mobilisable auprès de la DREAL et des DDT reste à croiser avec une analyse d'un échantillon d'avis portés par la MRAE sur le volet TVB des documents de planification de type SCoT et PLU(i) arrêtés depuis l'approbation des SRCE.

IV-4-3. Des indicateurs restant à construire

Un certain nombre d'indicateurs identifiés tant dans le SRCE Languedoc-Roussillon que Midi-Pyrénées n'étaient pas exploitables en l'état. Ils nécessitent un travail de définition et de réflexion sur leur pertinence et leur faisabilité sur le terrain. Il s'agit principalement d'indicateurs liés aux activités socio-économiques :

- répartition des infrastructures linéaires (réseau routier, ferroviaire, transport d'énergie) et nombre de points de conflits faune/infrastructure linéaires (ruptures de continuités) ;
- nombre d'ouvrages et d'aménagements améliorant la perméabilité des infrastructures linéaires existantes (réseau routier, ferroviaire, transport d'énergie) ;
- surface et part de forêts présentant des garanties de gestion durable (plan de gestion, label, ...) ;
- nombre et superficie des territoires boisés qui bénéficient d'un document de gestion (ex : charte forestière) intégrant les continuités écologiques ;
- part des carrières réhabilitées comme support TVB.

Nous proposons pour chacun d'eux de mettre en place un groupe travail dédié à l'activité économique concernée pour définir avec les acteurs de terrain précisément le besoin et ainsi préciser la définition, le périmètre et le mode de calcul de ces indicateurs.

Ces groupes de travail permettraient de contribuer à l'animation régionale autour des continuités écologiques et de garder les acteurs mobilisés sur le sujet.

Ces groupes de travail pourraient être mis en place soit au sein de la dynamique CRERCO, soit portés par les travaux de l'Observatoire de la Biodiversité.

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 – Méthode détaillée
- Annexe 2 – Grille d’entretien type
- Annexe 3 – Panel d’acteurs pour entretien bilatéral
- Annexe 4 – Panel d’acteurs pour l’enquête en ligne
- Annexe 5 – Références documentaires
- Annexe 6 - Tableau comparatif des éléments constitutifs de la TVB dans les SRCE LR et MP
- Annexe 7 – Tableau analyse multicritères SRCE LR
- Annexe 8 – Cartographie de recollement des deux SRCE
- Annexe 9 – Exemple de Fiche action du PAS du SRCE MP
- Annexe 10 – Tableau comparatif des PAS des deux SRCE
- Annexe 11 – Tableau des actions de mise en œuvre au regard des PAS des deux SRCE
- Annexe 12 - Tableau des actions de mise en œuvre par sous-trame
- Annexe 13 – Fiche méthodologique de l’EPTB Vistre à l’attention des PLU
- Annexe 14 – Indicateurs de suivi du SRCE MP
- Annexe 15 – Tableau suivi des indicateurs du SRCE LR
- Annexe 16 – Tableau de suivi – évaluation du SradDET
- Annexe 17 – Modèle de tableau de suivi des actions de mise en œuvre TVB
- Annexe 18 – Tableau d’analyse du discours –extrait pour modèle